

Le général Zia Ul Haq et son état-major tués dans l'explosion de leur avion

La disparition brutale du président du Pakistan accroît les risques d'instabilité dans la région

L'ami de Washington

La mort dramatique du général Zia Ul Haq, le mercredi 17 août, ne fera certainement pas verser des pleurs aux partisans de la démocratie ou aux défenseurs des droits de l'homme au Pakistan. Cette disparition crée cependant un vide qui risque de se révéler dangereux, et difficile à combler. Sur le plan intérieur tout d'abord, où, à l'exception de la figure, controversée, de M^{me} Benazir Bhutto, aucune personnalité ne semble avoir le poids et le prestige nécessaires pour préserver la stabilité du pays.

La sous-continent indien, en proie aux crises politiques et aux affrontements armés, que ce soit en Inde, à Sri-Lanka ou au Bangladesh, n'avait pas besoin d'une nouvelle épreuve. En dépit de leur profonde hostilité, et d'importantes divergences politiques, Zia et M. Rajiv Gandhi étaient parvenus à maintenir un certain dialogue. Celui-ci risque d'être compromis, à un moment où, du côté indien de la frontière, les sikhs poursuivent leur sanglante vendetta.

Mais c'est au sein de la résistance afghane que la mort de Zia sera le plus douloureusement ressentie. Avec sa disparition, les moudjahidines perdent la garantie, qu'ils avaient depuis bientôt dix ans, d'un approvisionnement certain et d'une aide qui s'est révélée vitale face au rouleau compresseur soviétique. Ce qui explique l'hostilité non dissimulée qu'avaient à son encontre les dirigeants qui se sont succédés au Kremlin.

Les Etats-Unis, qui jouent depuis toujours la carte pakistanaise, ont été parmi les premiers à manifester leur tristesse et leur inquiétude après la mort de Zia. Ce dernier était l'un des principaux éléments de la stratégie américaine, un homme, un ami, auquel il était difficile de refuser une aide économique ou des armes. Zia était profondément pro-occidental, ce qui lui avait valu d'être élu à la présidence de son pays, la Chine, dans la région, des intérêts communs avec les Etats-Unis.

Il n'est pas certain que son successeur partage au même point ces idées ni qu'il mette en œuvre avec autant de détermination la même politique. Le vide que laisse derrière lui l'ancien président est lourd de menaces. Comme nombre de ces dictateurs soutenus, pour des raisons stratégiques héritées de la guerre froide, par un Occident qui ferme les yeux sur une politique intérieure peu reluisante, Zia n'a pas su, ou voulu, organiser sa succession, préférant un risque de chaos à la possible émergence d'un rival.

C'est si les Etats-Unis et l'Union soviétique ont un comportement commun dans la région, c'est de s'appuyer sur des régimes impopulaires à des degrés divers, à Islamabad comme à Kaboul. Jusqu'à présent, les partis étaient en faveur de celui du général Zia, jugé plus solide que le gouvernement de M. Najibullah, soutenu à bout de bras par Moscou. L'accident, ou l'attentat, aura montré la fragilité de telles constructions. C'est aujourd'hui au tour du Kremlin de se réjouir ! Il faut espérer que les Pakistanais, civils et militaires, mettront en sourdine leurs rivalités pour conjurer le spectre de la guerre civile, afin de parvenir à ce transfert de pouvoir dans le calme demandé par M^{me} Benazir Bhutto.

L'incertitude demeure sur les causes de l'explosion de l'avion qui transportait le général Zia Ul Haq, le mercredi 17 août, causant sa mort, celle de plusieurs militaires et de l'ambassadeur américain. Le président du Sénat, chef de l'Etat par intérim, et des membres du ministère de la défense ont évoqué la possibilité d'un « sabotage ». D'autres hypothèses ont été avancées : accident ou collision en vol. L'état d'urgence a été

proclamé. La principale figure de l'opposition, M^{me} Benazir Bhutto, s'est déclarée prête à « coopérer à un transfert de pouvoir dans le calme ». Les alliés du Pakistan, les Etats-Unis en tête, ont accueilli avec consternation la disparition de Zia. Moscou s'est, en revanche, contenté d'annoncer sans commentaires la mort du président pakistanais. Cette disparition brutale accroît les risques d'instabilité dans la région.

C'est d'un régime décapité dont a hérité mercredi soir 17 août le président du Sénat pakistanais, M. Ghulam Ishaq Khan, promu chef de l'Etat par intérim, en vertu de la Constitution. Non seulement le général-président Zia Ul Haq est mort dans l'explosion du C-130 qui le transportait, mais encore il avait à ses côtés le chef d'état-major interarmes, le général Akhtar Abdul Rahman, trois majors-généraux, cinq brigadiers-généraux et d'autres officiers. Sans compter l'ambassadeur des Etats-Unis et l'attaché militaire américain. Pour un régime militaire fonctionnant traditionnellement selon l'ordre hiérarchique, le coup est très dur.

Nul doute que les commandants des trois armées joueront un rôle déterminant au sein du « conseil d'urgence » formé par M. Ghulam Ishaq Khan, et qui s'est déjà réuni. L'armée pakistanaise a toujours su serrer les rangs derrière ses chefs et, jusqu'à présent, aucun putsch d'officiers



subalternes n'a réussi. Les choses pourraient toutefois peut-être changer, s'il s'avérait que Zia est mort à la suite d'un attentat à la bombe du « sabotage » étant évoqué à Islamabad.

En attendant que la lumière soit faite et qu'une décision soit prise sur la succession de Zia, son remplaçant ne pourra guère faire plus que d'expédier les affaires courantes.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 4.)

SPORTS

Nouveau record du 400 mètres plat

Un mythe pulvérisé

Plusieurs générations d'athlètes s'y étaient usés les jambes, le souffle et le moral. Aucun des monstres sacrés du tour de piste, du Cubain Juan Torres au Allemand de l'Est Schoenlebe, n'avait réussi à l'effleurer, encore moins à l'ébranler.

Le record du monde du 400 mètres plat était depuis vingt ans un monument inaccessible. Le 15 octobre 1988, sur la piste olympique de Mexico, Lee Evans avait gravé avec les pointes de ses chaussures un temps à l'épreuve du temps : 43 s 86/100.

L'exploit était resté dans l'ombre du fabuleux bond de Bob Beamon, le même jour, à 8,90 mètres. Mais, preuve de son authenticité, aucun athlète n'avait pu descendre sous les 44 s avant cette année. En bouclant le 400 mètres au meeting de Zurich, le mercredi 17 août, en 43 s 29/100, Harry « Burch » Reynolds a pulvérisé un mythe : « Maintenant, l'histoire, c'est moi », a-t-il commenté en toute simplicité.

(Lire nos informations page 7.)

Le 950^e anniversaire de la mort du saint roi Etienne

La Hongrie entre la faucille et le goupillon

Rare exemple dans le monde communiste, le régime hongrois et l'Eglise catholique — qui ne bénéficie pas dans ce pays d'une pression de la base aussi forte qu'en Pologne — sont parvenus ces dernières années à un « modus vivendi », dont la célébration de l'anniversaire de la mort de saint Etienne est une illustration.

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

La Hongrie tout entière s'apprête à célébrer avec faste, le samedi 20 août, le 950^e anniversaire de la mort du roi Etienne, fondateur de l'Etat hongrois. Le service de presse du gouvernement précise bien qu'il s'agit aussi de marquer le souvenir de saint Etienne, qui a converti le peuple magyar au christianisme.

Pour préparer de longue date les festivités, un « comité commémoratif saint Etienne » a été créé au Parlement à l'initiative de l'Eglise catholique et de l'Académie des sciences. La collaboration entre autorités religieuses et civiles — communistes — est telle que ce sont les fourgons de la Banque nationale qui vont assurer, de diocèse en diocèse, le transport de la relique du pieux roi : sa main droite embaumée, la « sainte dextre ». L'administration des postes n'est pas en reste : elle a déjà édité pour l'occasion plusieurs timbres, dont l'un représente la Vierge, patronne de la Hongrie.

« Depuis des décennies, souligne un document gouvernemental, le 20 août est la fête de l'idée de constitution de la République populaire, du pain nouveau et de la mémoire de saint Etienne. » Ailleurs qu'en Hongrie on ne saurait concevoir pareille communion entre Eglise et Etat dans le cadre d'un système socialiste. Pas même dans la fort catholique Pologne.

Alors qu'une nouvelle équipe dirigeante vient d'accéder au pouvoir, le régime hongrois manifeste encore une fois son particularisme, au point de placer l'anniversaire de saint Etienne sous le signe de la faucille et du goupillon.

Pour donner cette année tout le relief voulu aux cérémonies du 20 août, il ne manquera guère que la présence du pape. Mais il est vrai qu'il est déjà « presque » venu, et qu'il viendra un jour qui n'est sans doute pas lointain. Au cours de sa récente visite en Autriche, en juin, Jean-Paul II a présidé une messe notamment dédiée à la Hongrie, à quelques kilomètres de la frontière, à Trausdorf, dans le Burgenland, autrefois terre hongroise. Outre le primate de Hongrie, Mgr László Puskás, accompagné de dix évêques, quelque 50 000 fidèles hongrois ont participé à ce rassemblement.

FRANCIS CORNU.
(Lire la suite page 5.)

Les prix en juillet : + 0,3 %

Une hausse de 2,7 % en douze mois
PAGE 20

Les grèves en Pologne

Le mouvement s'étend
PAGE 20

Lendemain amers à Gardanne

La longue grève a laissé des traces à la mine et en ville
PAGE 17

Prise d'otages en RFA

La chasse aux auteurs d'un hold-up a fait deux morts
PAGE 20

La convention républicaine

Examen de passage mitigé pour Dan Quayle colistier de George Bush
PAGE 20

La naissance du quatrième pouvoir

PAGE 2

Le Monde

Les mille rêves de Thornton Wilder ; les dévies triomphales de John Fante ; le dernier visage de Fitzgerald ; Schopenhauer, le restier de pessimisme ; Promenade littéraire : le chemin Nietzsche.
Pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve en page 20

La rentrée politique après un « pont » particulièrement long

Le triomphe des soucis quotidiens

Au moment où s'ouvraient de nouvelles discussions entre le FLNKS et le RPCR, le jeudi 18 août au ministère des DOM-TOM, M. Michel Rocard a annoncé qu'il effectuera un voyage en Nouvelle-Calédonie du 26 août au 28 août (lire page 6). Cette initiative et les conversations sur l'avenir du territoire donnent le signal de la rentrée politique, au terme d'un « pont » de l'été exceptionnellement long.

Retour au sacré : pour la première fois depuis 1981, le grand pont politique de l'année (14 juillet-15 août) a été respecté. Il n'y avait plus de saisons depuis sept ans, et il a fallu que Dieu expédie l'ouverture en vacances pour que le vide se réinstalle au creux de l'été.

« Un centre qui vote toujours avec la droite ou l'extrême droite, c'est un drôle de centre. » L'affaire fut réglée d'une phrase prononcée par M. Mitterrand le 14 juillet. Dès lors il ne s'agissait

plus de savoir si M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, bariste notoire, se situe au centre droit ou au centre gauche, est un traître à son camp, rallié honteux à celui d'en face ou un pervers-seur du socialisme. Il convenait de prendre son temps afin de déterminer s'il sera, au poste qui lui a été attribué, un bon ou un médiocre ministre chargé d'appliquer une bonne ou une médiocre politique.

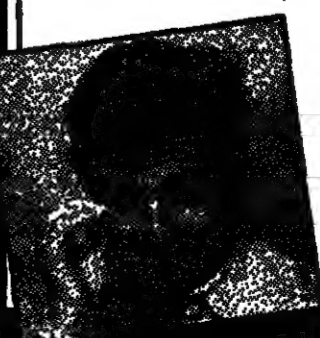
JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite page 6.)

PRIX COURTELIN / PRIX ALPHONSE ALLAIS
1988

JOSÉ ARTUR

Parlons de moi, y a que ça qui m'intéresse



José Artur se révèle ici un brillant humoriste, un maître de l'ironie froide.
Bernard Le Saux
L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

Avec tellement d'humour et de talent !
Françoise Lacroix
LE PARISIEN

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

M 0147 - 0819 0 - 4,50 F



3790147004500 08190

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 100 pes ; Grèce, 120 dr ; Italie, 1.200 L ; Japon, 1.200 ¥ ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 120 esc ; Royaume-Uni, 1,50 £ ; Suède, 120 kr ; Suisse, 4,50 fr ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

LIBAN : élection présidentielle sous haute surveillance

La défaite de M. Frangié, faute de quorum
serait un échec pour la SyrieBEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Sauf imprévu de dernière minute, c'est le jeudi 18 août en fin de matinée que devait se réunir le Parlement libanais appelé à désigner un successeur au président Amine Gemayel, dont le mandat expire le 23 septembre. Un imprévu était toutefois possible dans la mesure où de multiples tractations ont été engagées ces dernières heures pour faire ajourner tout simplement cette séance faute d'un accord entre les parties en présence. Une rencontre aurait même eu lieu en ce sens à Damas entre le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. William Eagleton, pour éviter ce qui apparaît être un bras de fer syro-américain.

En soutenant la candidature de l'ancien président Soleiman Frangié, rejetée catégoriquement par l'Est chrétien et par les Etats-Unis, Damas a placé la barre très haut. Simple manœuvre pour montrer sa détermination ou réelle volonté de tenter le tout pour le tout pour faire élire un allié sûr ? Il y a sans doute dans l'attitude syrienne un peu des deux.

Il ne fait pas de doute que la candidature de M. Frangié a jeté le trouble dans tous les milieux politiques et que la Syrie a, d'une certaine façon, obligé ses adversaires à bouger et à venir négocier. Les Etats-Unis, notamment, qui, malgré les déclarations officielles de leur représentant, favorables à la tenue de l'élection jeudi, ont tout fait pour faire reporter cette séance.

Malgré le fait que M. Frangié soit loin de faire l'unanimité dans le camp musulman, les alliés de Damas ont tous plus ou moins exprimé leur soutien à « candidat syrien ». Le chef d'Etat, M. Walid Joumblatt, a ainsi retiré officiellement mercredi de la compétition son candidat, M. Antoine Achkar, qui avait lui-même présenté le 23 mars. L'atout de Damas réside cependant dans le fait que le camp chrétien, plus divisé que jamais, a jusqu'à maintenant été incapable de se mettre d'accord sur un quelconque candidat. Le non à un président Fran-

gié est sa seule réponse et, dans les milieux officiels, on s'interrogeait encore mercredi pour savoir quoi et qui lui opposer.

La seule stratégie adoptée est donc celle de la bataille du quorum, qui consiste à « conseiller » aux députés, dont la majorité réside dans l'Est chrétien, de ne pas se rendre au Parlement. Certains d'entre eux ont déjà fait savoir qu'ils étaient empêchés d'aller accomplir leur devoir mais sans toutefois demander l'aide de l'armée, dont le commandant en chef, le général Michel Aoun, avait récemment assuré qu'il protégerait tout parlementaire dont il serait matériellement prouvé qu'il était contraint de ne pas se rendre à la séance.

Beaucoup de députés, dit-on, ne seraient pas insoumis cependant d'être empêchés « malgré eux » de se trouver pris entre le maréchal syrien et l'encadrement de la milice chrétienne des Forces libanaises. Le général Aoun, candidat possible après le tour de piste de M. Soleiman Frangié, n'a pas non plus intérêt à faire le quorum pour un concurrent. Il est tout aussi vrai que des pressions semblables s'exercent en sens contraire à Beyrouth-Ouest.

Malgré, en appuyant la candidature d'un homme qui fait figure de repoussoir dans l'Est chrétien, Damas prend le risque de voir se ressembler, au moins par nécessité, ses adversaires les plus résolus. Déjà, mercredi soir, le chef des Forces libanaises, M. Samir Geagea, annonçait un accord au sein du camp chrétien dans les quarante-huit heures sur un candidat d'entente. En tout état de cause, la défaite de M. Frangié serait aussi d'une certaine façon une défaite pour Damas, même si la Syrie n'a strictement pas dit son dernier mot.

Le nombre des députés présents sera en tout cas une indication pour juger de la force des deux camps en présence, même si, d'ores et déjà, il semble très improbable que le quorum — fixé à cinquante-trois députés mais dont l'appréciation reste la prérogative du président du Parlement, M. Hussein Husseini, qui pourrait le ramener à cinquante et un — puisse être atteint. Ce n'est, dans ces conditions, sans doute pas dans l'im-

diat qu'un nouveau président libanais sera élu, et le temps ainsi gagné, même si on prête à Damas l'intention d'aller vite, pourrait permettre de nouvelles négociations syro-américaines.

Une consultation cruciale
pour le Liban

En attendant, c'est sous haute surveillance que devait se dérouler cette première séance. Dès mercredi soir, la route du Musée, seule voie de passage entre les deux secteurs chrétien et musulman de Beyrouth, a été fermée à toute circulation, le Parlement étant situé sur la ligne de démarcation.

Dans Beyrouth-Ouest, l'armée syrienne en état d'alerte, soldats casqués et armés jusqu'aux dents, patrouillait dans toute la ville, y établissant des barrières volantes. La protection chaque député sera assurée par six gendarmes des Forces de sécurité intérieure (FSI),

qui pourront, le cas échéant, faire appel à l'armée. Les FSI se sont aussi déployées dans un large périmètre entourant le Parlement, dont l'accès est très sévèrement contrôlé.

Cette élection, dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle est cruciale pour le Liban — mais les rendez-vous manqués sont légion dans ce pays meurtri — n'a, quoi qu'il en soit, pas déclenché les passions dans une population qui sent qu'elle ne changera pas grand-chose à son sort quotidien. Seul signe d'inquiétude, mercredi, la renouée du dollar, qui s'est échangé à 356 livres libanaises, contre 351 la veille.

Il est vrai que cette bataille électorale s'est jouée plus entre Damas et Washington qu'à Beyrouth, où les multiples candidats maronites se sont contentés de tenter de gagner tout à tour les faveurs des deux capitales pour constater en définitive que celles-ci ne s'étaient pas entendues.

FRANÇOISE CHIPAUX.

CORRESPONDANCE

L'« acharnement fraternel » de Damas

M. Antoine Busbous, représentant à Paris de la Résistance chrétienne libanaise (Forces libanaises), nous adresse une lettre dont nous publions ci-dessous quelques extraits.

C'est avec acharnement que Damas prépare « fraternellement » la présidentielle libanaise. Il pèse de tous ses moyens sur la seule zone non occupée du Liban, celle qui, au nord-est de Beyrouth, est tenue par la Résistance chrétienne. Cette Résistance est en fait l'armée syrienne à l'issue de cent jours de combats au cours de l'été 1978.

Jusqu'à quand le Liban sera-t-il encore occupé, serons-nous tentés de demander à Washington, à Moscou, à Paris et au Vatican ? Pourquoi la détentive nouvelle n'a pas encore produit d'effets dans notre pays, alors que maints conflits « périphériques » en ont déjà profité ?

(...) La Résistance chrétienne tient au déroulement de l'élection

conformément à la Constitution. Car nous voulons préserver l'identité internationale du Liban, même si actuellement la présidence ne représente plus guère qu'une fiction. Mais nous ne pourrions pas accepter que le futur chef de l'Etat soit un godillot syrien.

N'ayant pas de candidat propre à nos rangs, nous favoriserons l'homme fort et intègre qui sera capable de mener à bien tant le retrait des occupants étrangers que les réformes internes dont notre pays a tellement besoin.

Nous souhaitons que la France soit plus attentive à notre situation présidentielle. Car elle est justement intéressée par le maintien de l'ancrage du Liban au sein du monde démocratique. Elle est aujourd'hui monophasée et débarrassée de l'hypothèque des otages. Elle peut exprimer haut et fort son amitié pour le Liban et son désir de le voir à nouveau libre et dynamique.

ISRAËL : les affrontements dans les territoires occupés

M. Rabin est passé à l'offensive
contre les « comités populaires »
du soulèvement

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme il l'avait annoncé récemment, le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, est passé à l'offensive contre les « comités populaires » qui se sont formés dans les territoires occupés pour animer et diriger le soulèvement. Il a ordonné le bannissement de quatre Palestiniens, et pris des ordres d'expulsion contre vingt-cinq autres, tous accusés d'être des dirigeants locaux du soulèvement et de participer à des comités populaires.

C'est la première fois qu'une mesure d'expulsion aussi massive est décidée par les autorités israéliennes. Les quatre Palestiniens bannis, le mercredi 17 août, ont été transférés par l'armée au Liban. Tous originaires de la bande de Gaza, ils sont âgés de vingt-cinq à quarante-six ans et avaient déjà effectué de longues peines de prison pour attentats. Trois d'entre eux appartenaient à l'OLP (Fath et Front populaire) et le quatrième, M. Shalaki, est présent par le gouvernement comme étant un dirigeant du Jihad islamique.

Ces mesures portent à trente-trois le nombre de Palestiniens des territoires bannis par les autorités depuis décembre — en dépit des protestations de pays occidentaux qui font valoir que cette sanction est parfaitement contraire au droit international.

Les vingt-cinq autres Palestiniens qui se sont vu signifier un ordre de bannissement ont encore la possibilité de faire appel devant une commission administrative puis devant la Cour suprême. Par le nombre de personnes visées, le gouvernement cherche sans doute à produire un effet de choc et à lancer un avertissement à ces centaines de comités populaires qui, en Cisjordanie comme à Gaza, assurent la pour-

suite du soulèvement en effectuant des attaques contre l'armée, en assurant — parfois de façon musclée — le maintien de la grève des commerçants et en animant des services de santé ou d'éducation qui se substituent à ceux de l'administration israélienne.

Levée partielle
du couvre-feu

M. Rabin s'est fixé pour objectif prioritaire de démanteler ce début de gestion autonome de leurs affaires par les Palestiniens afin de recréer une dépendance totale à l'égard de l'administration israélienne. Des arrestations massives de membres des comités populaires seraient en préparation.

Cependant le couvre-feu a été partiellement levé à Gaza après que le territoire ait été bouclé durant trois jours à la suite des violents accrochages du dernier week-end. La journée de mercredi a été marquée par de nouveaux affrontements. Trois personnes — dont un garçon de douze ans — ont été blessées par balles à Gaza. Dans le nord de la Cisjordanie, à Jenine, une fillette de neuf ans a succombé à des blessures reçues à la tête durant des affrontements entre soldats et manifestants : l'armée assure que le fillette a été touchée par une pierre. Les habitants du quartier estiment qu'elle a été victime d'une balle de fusil. A Jérusalem, le secteur palestinien a observé une grève générale totale cependant que des barrières de l'armée empêchaient les résidents des territoires de se rendre dans la capitale.

ALAIN FRACHON.

Le conflit
entre l'Irak et l'IranLes accusations réciproques
n'entravent pas
la préparation
du cessez-le-feu

L'Iran et l'Irak continuent de multiplier polémiques et accusations, créant un climat de méfiance réciproque à trois jours de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Après le ministre des affaires étrangères, c'est le président iranien, M. Ali Khamenei, qui a de nouveau appelé, mercredi 17 août, les Iraniens à rester vigilants face à « toutes sortes de menaces irakiennes ».

D'un côté irakien, l'agence d'information publique depuis mardi des bilans sur les « agressions irakiennes » qui ont précipité l'entrée des troupes irakiennes sur le territoire iranien, le 22 septembre 1980 : le quotidien irakien *Al Thawra* souligne que ces « agressions » démontrent clairement à « l'opinion internationale » que l'Iran est à l'origine du conflit.

Toutefois, ces joutes diplomatiques ne mettent pas en cause la préparation du cessez-le-feu. A New York, l'Assemblée générale de l'ONU a attribué mercredi une somme de 33,7 millions de dollars au financement des trois premiers mois du fonctionnement de l'IGOM-NUII (groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Iran et l'Irak).

Le commandant du groupe, le général yougoslave Slavko Jovic, est arrivé mercredi à Bagdad, où l'avaient déjà précédé soixante-treize officiers de l'ONU. Ces derniers ont déjà effectué une première inspection des lignes de cessez-le-feu, et les milieux de l'ONU soulignent la coopération qui s'est établie entre les deux pays et les premiers détachements du corps des observateurs. — (AFP, AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

M. Pieter Botha souhaite
un « prompt rétablissement »
à M. Mandela

Le président sud-africain, M. Pieter Botha, a souhaité, le mercredi 17 août, à Nelson Mandela, le chef historique du Congrès national africain (ANC), atteint de tuberculose, « un prompt rétablissement ». Il s'est dit « profondément » par l'état de santé du célèbre prisonnier, convaincu qu'il survivrait, à l'hôpital Tygerberg, près du Cap, où il est soigné, « le meilleur traitement médical possible ».

M. Botha, qui a fait ces déclarations dans une lettre adressée au Révérend Frank Chikane, ami politique de M. Mandela et secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises protestantes (SACC), a, en outre, assuré ce dernier que le dirigeant noir pouvait recevoir autant de visites qu'il lui voulait.

D'autre part, recevant un émissaire spécial du gouvernement sud-africain, M. Derek Aured, venu l'entretenir du problème de Namibie, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a saisi l'occasion pour lancer un nouvel appel pour la libération, « pour raison humanitaire », du chef nationaliste. — (AFP.)

Angola

Nouvelles négociations
de paix à Brazzaville
du 24 au 26 août

La commission de contrôle du cessez-le-feu chargée de vérifier que les combats ont bien cessé en Angola s'est réunie, le lundi 15 août, à Ruacana, sur la frontière entre l'Angola et la Namibie. Une réunion « empreinte de sérieux et de respect mutuel », selon le haut commandement des forces armées sud-africaines.

A cet égard, les Etats-Unis ont indiqué qu'ils étaient prêts à participer « comme médiateurs » à une « commission de vérification du cessez-le-feu composée de représentants angolais, cubains et sud-

africains » sans s'engager dans des activités de vérification sur le terrain.

D'autre part, le ministère angolais des affaires étrangères a confirmé, le mercredi 17 août, que le prochain série de négociations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba et Etats-Unis) sur l'Afrique du Sud-Ouest, se tiendra du 24 au 26 août prochain à Brazzaville au Congo. — (AFP.)

Birmanie

Les opposants ont défilé
dans le calme à Rangoun

Quelque cinq mille opposants ont défilé dans le calme, le mercredi 17 août, à Rangoun dans la plus importante manifestation anti-gouvernementale depuis les émeutes qui ont chassé du pouvoir le président birman Sein Lwin la semaine dernière, ont rapporté des diplomates et des témoins. Célébration bouddhiste à la mémoire de victimes de la répression meurtrière, cette manifestation s'est transformée en défilé malgré l'interdiction de tout rassemblement dans la rue.

Un témoin contacté par l'AFP a fait état, de son côté, du rassemblement de quelque cinq mille personnes, mercredi, à l'hôpital général de Rangoun, devenu lieu symbolique de la contestation après que l'armée y eut tiré sur des donneurs de sang, la semaine dernière.

Des signes d'apaisement se sont fait jour avec la libération de cinquante-deux détenus politiques pour la seconde journée consécutive. D'autre part, M^{me} Aung San Suu Kyi, fille du héros de l'indépendance Aung San, et U Nu, le dernier premier ministre démocratiquement élu de Birmanie il y a vingt-six ans, ont proposé la création d'un comité de personnalités indépendantes pour servir d'interlocuteur entre les opposants et le pouvoir. — (AFP.)

Burundi

Troubles ethniques
dans le nord du pays

Des habitants du nord du Burundi appartenant à l'ethnie Tutsi, minoritaire dans le pays, ont été massacrés

lors de troubles qui ont commencé la semaine dernière, a-t-on appris de bonne source, le mercredi 17 août, à Bujumbura. « Les auteurs de ces horreurs ne sont pas encore connus. Mais, a-t-on indiqué de bonnes sources à Bujumbura, il pourrait s'agir de « très importants ». Fuyant les massacres, plus de sept mille Burundais ont trouvé refuge au Rwanda voisin. — (AFP.)

Cambodge

Les Khmers rouges
et la Chine

La reprise éventuelle du pouvoir par les Khmers rouges après le retrait vietnamien du Cambodge est un danger qu'il faut faire disparaître, a estimé le chef du Parti communiste chinois, M. Zhao Ziyang, lors d'un entretien accordé, le mardi 16 août, à l'agence japonaise Kyodo. « Les Khmers rouges ne doivent pas être autorisés à être au pouvoir seuls, et l'on ne doit pas permettre au régime de Heng Samrin — un fait accompli créé par l'agression vietnamienne — de rester au pouvoir », a déclaré M. Zhao Ziyang. « Je pense que ces deux dangers doivent être éliminés », a-t-il ajouté.

Ces déclarations paraissent traduire une évolution de l'attitude de la Chine, qui a toujours soutenu les Khmers rouges — tenus pourtant pour responsables de la mort de centaines de milliers de Cambodgiens quand ils étaient au pouvoir entre 1975 et 1979, — estimant les diplomates occidentaux en poste à Pékin.

D'autre part, le Vietnam n'a pas formellement rejeté le plan de paix que viennent de présenter les Khmers rouges (*le Monde* du 18 août), mais s'est contenté de réaffirmer son « soutien total » au

plan de paix en sept points présenté, lors de la récente réunion de Bogor, par les autorités de Phnom-Penh. Ce plan lie le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge à la prévention du danger que représente le régime de Pol Pot. — (AFP, Reuters.)

Etats-Unis

Des Soviétiques
ont assisté
à un essai nucléaire
dans le Nevada

Les Etats-Unis ont procédé, le mercredi 17 août, à un test nucléaire dans le Nevada, en présence de quarante-cinq Soviétiques venus mesurer la puissance, conformément à un accord passé par les deux pays à la fin de 1987 (nos dernières éditions du 19 août).

Les Soviétiques doivent, à leur tour, le 14 septembre prochain, faire exploser une charge nucléaire sur le périmètre de Semipalatinsk (Kazakhstan), en présence d'une équipe américaine.

Avec cette double opération, Washington et Moscou espèrent pouvoir enfin s'entendre sur une méthode permettant de vérifier la puissance de leurs essais nucléaires respectifs. Cela ouvrirait la voie à la ratification de deux traités jamais ratifiés : le TBT, dit traité du Seuil, signé en 1974, limitant à 150 kilotonnes la puissance des essais nucléaires souterrains, et le PNCT sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, signé en 1976. — (AFP.)

Salvador

Aggravation
de l'état de santé
du président Duarte

Le président salvadorien José Napoleón Duarte, qui souffre d'un cancer terminal à l'estomac et au foie, a dû annuler tous ses rendez-vous jusqu'à nouvel ordre pour garder le lit, a-t-on appris de source officielle, le mercredi 17 août, à San-Salvador. Le président, âgé de

FAITES SAUTER LA BANQUE

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain

La tour de Hanô - La bataille navale

JEUX

36.15 LE MONDE

Asie

La mort du général Zia Ul Haq,

La mort, le mercredi 17 août, du chef de l'Etat pakistanais, le général Zia Ul Haq, a suscité rapidement une vague de réactions dans le monde et d'abord aux Etats-Unis, où l'on considérait le président défunt comme le meilleur allié de l'Amérique en Asie. Le président Reagan s'est dit « profondément attristé » par la mort de M. Zia Ul Haq, mais il a ajouté que la coopération avec le Pakistan continuerait. « Le président Zia, a dit Ronald Reagan, a eu le courage d'accueillir des millions d'Afghans qui ont fui vers le Pakistan pour échapper à une guerre brutale. » Le porte-parole du département d'Etat a indiqué que les Etats-Unis ne s'attendaient pas que le mort du président Zia Ul Haq ait un effet sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, et qu'ils continueraient à soutenir la résistance afghane.

Les 2 277 délégués de la Convention républicaine de la Nouvelle-Orléans ont, pour leur part, observé une minute de silence, mercredi soir, à la mémoire de l'ancien président pakistanais et de l'ambassadeur des Etats-Unis. Quelques heures auparavant, le vice-président George Bush avait déclaré que cette mort était une « grande tragédie » et que le président Zia était « un de ses amis ».

• A MOSCOU, la télévision soviétique a annoncé brièvement et sans commentaire la mort du président pakistanais, le présentateur se contentant de lire une dépêche de l'agence Tass.

• A NEW-DELHI, le premier ministre indien M. Rajiv Gandhi a exprimé sa « consternation » à l'annonce de la mort du président pakistanais. « Je souhaite que le peuple pakis-

tanais surmonte cette épreuve avec courage et calme », a-t-il ajouté. Les relations entre l'Inde et le Pakistan sont traditionnellement mauvaises. Pas plus tard que lundi dernier, le premier ministre indien avait accusé Islamabad d'encourager le séparatisme sikh dans le Pendjab. Les Pakistanais, de leur côté, accusaient les Indiens de fomenter des troubles dans la province du Sind.

• A PÉKIN, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a annoncé que la Chine s'était déclarée « choquée et profondément peignée par la mort tragique » du président pakistanais, qui « prive le Pakistan d'un dirigeant remarquable et la Chine d'un ami respecté de longue date ».

• AU CAIRE, une semaine de deuil

national a été décrétée à la mémoire du président pakistanais. « Profondément attristé par l'horrible accident », le président égyptien M. Hosni Moubarak, dans un télégramme de condoléances, a souhaité que « la lutte du peuple pakistanais au service des justes causes du monde musulman se poursuive ».

• A AMMAN, un deuil national de trois jours a été décrété et les drapeaux ont été mis en berne sur les bâtiments officiels. Le roi Hussein a envoyé un message de condoléances au président du Sénat pakistanais pour « cet horrible accident ».

• A RYAD, selon un communiqué de la cour royale lu à la télévision, le gouvernement saoudien a appris « avec tristesse et consternation » la mort du président pakistanais qui avait

Accident ou attentat ?

Le général Mohamed Zia Ul Haq est mort le mercredi 17 août dans l'après-midi, lorsque l'avion dans lequel il se trouvait a explosé en vol. L'appareil avait également à son bord une vingtaine d'officiers supérieurs pakistanais, ainsi que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Arnold Raphel, et l'attaché militaire américain, le brigadier-général Herbert Wasson. On parle de plus en plus à Islamabad de l'hypothèse d'un attentat. M. Ghulam Ishaq Khan, président du Sénat, a été chargé d'assurer l'intérim.

C'est alors qu'il effectuait une tournée d'inspection militaire, à bord d'un C-130, un avion-cargo géant de fabrication américaine, que le chef de l'Etat pakistanais a trouvé la mort. Il venait de décoller de Bahawalpur, une ville située à environ sept cents kilomètres au sud d'Islamabad et à une soixantaine de kilomètres de la frontière indienne. L'explosion de l'appareil a dispersé les débris dans un rayon de plusieurs kilomètres. Le chef d'état-major inter-armes, le général Akhtar Abdul Rahman, son adjoint et une dizaine d'officiers généraux étaient à son bord. Il n'y a aucun survivant.

Dans les premières heures qui ont suivi l'explosion, officiels et témoins ont avancé plusieurs hypothèses. On a successivement parlé d'un accident, d'une collision en vol avec un hélicoptère, puis d'un « sabotage ». Dans une allocution prononcée dans

la nuit de mercredi à jeudi, M. Ishaq Khan avait déclaré qu'une telle possibilité ne pouvait être exclue.

Jeudi matin, des officiels du ministère de la défense ont été plus loin, affirmant qu'ils croyaient à un sabotage à l'intérieur de l'appareil ou à un missile tiré de l'extérieur. Les spéculations vont bon train à Islamabad, selon le Times de Londres, sur la possible utilisation d'un de ces missiles sol-air Stinger donnés à la résistance afghane par les Etats-Unis.

Si la thèse de l'attentat se confirmerait, les soupçons pourraient se porter soit sur des opposants déterminés à renverser une dictature au pouvoir depuis onze ans, et ils sont nombreux, soit sur un commando infiltré au Pakistan par les services spéciaux afghans, le Khad, déjà responsable de nombreux actes de terrorisme dans le pays.

Pour couper court à toute possibilité de troubles, M. Ishaq Khan a proclamé dès mercredi soir l'état d'urgence sur tout le territoire. Il a toutefois promis que les élections générales, prévues pour le 16 novembre, seraient maintenues. « La nation affrontera l'épreuve actuelle avec unité, force et courage, a-t-il déclaré à la radio-télévision, et elle en sortira plus unie et plus forte. (Zia) a laissé en héritage une nation qui est fière de sa indépendance et de sa solidarité. » Le prési-

dent intérimaire a indiqué que les administrations seraient fermées pendant trois jours et que le pays observerait dix jours de deuil national.

M^{re} Bhutto prête

à un « transfert de pouvoir »

Un conseil d'urgence, composé de plusieurs ministres, des commandants des trois armées et de plusieurs chefs de gouvernements provinciaux, a été mis en place par M. Ishaq Khan. Il devrait jouer un rôle important au cours de cette période d'interim, de même que le chef d'état-major adjoint, le général Mirza Aslam Beg, désormais l'officier de plus haut rang de l'armée pakistanaise. Une des premières mesures prises par les autorités aura été d'entreprendre des recherches pour retrouver les restes du président Zia. Les Etats-Unis ont envoyé un avion pour récupérer les corps de leurs diplomates et se sont déclarés prêts à participer à l'enquête sur l'explosion.

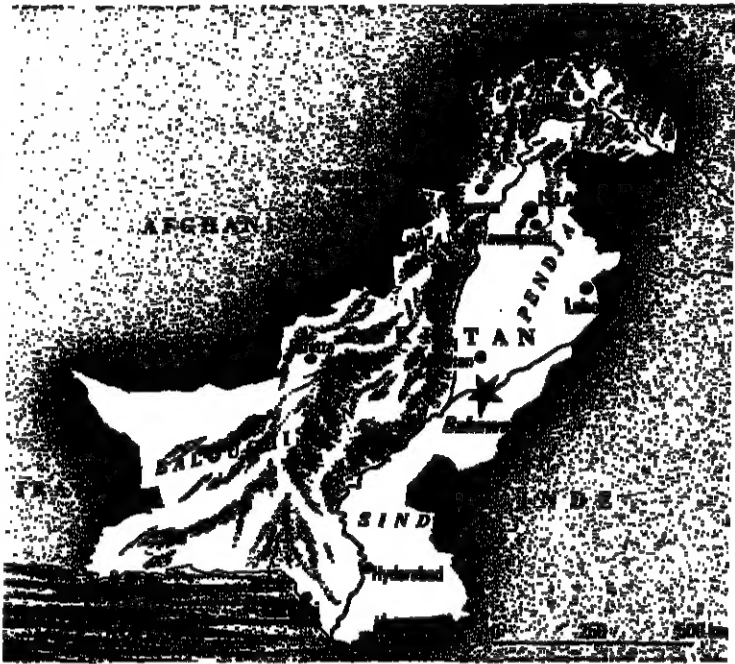
Si la mort de Zia a été accueillie avec émotion par les témoins du drame, dont certains ont éclaté en sanglots ou se sont évanouis, dans d'autres endroits, comme à Peshawar, des opposants à l'ancien dictateur ont au contraire manifesté leur satisfaction. Mais aucun incident n'avait été signalé jeudi matin. Dans

cette atmosphère d'incertitude et de vide politique, on attendait la prise de position de M^{re} Benazir Bhutto. Principale adversaire, et la plus déterminée, du général, qui avait fait exécuter son père, elle dirige la plus influente formation de l'opposition, le PPP.

Dans son domicile de Karachi entouré par ses partisans, M^{re} Bhutto a déclaré : « Comme vous le savez [Zia] avait fait du PPP la cible de sa vendetta. Mais, dans une circonstance comme celle-ci, je dirai simplement que la vie et la mort sont entre les mains de Dieu. Le PPP suit la situation avec attention. » Elle a toutefois jugé que le régime « a commencé dans la violence et s'est achevé dans la violence ».

En revanche, elle a estimé « positif » que « la voie constitutionnelle ait été suivie » et que le président du Sénat assure la responsabilité du pouvoir. « De notre côté, nous sommes prêts à coopérer à un transfert de pouvoir dans le calme et le respect de la Constitution », après les élections de novembre.

L'ancien premier ministre, Mohamed Khan Junejo, démis de ses fonctions par le général Zia en mai dernier, s'est déclaré « choqué » par sa mort, qui « crée un vide dans la vie du pays et de la nation ». — (AFP, UPI, AP, Reuters.)



Le Pakistan est né le 14 août 1947 de la partition de l'empire britannique des Indes. Regroupant la grande majorité des musulmans du sous-continent dans ses deux ailes — Ouest et Est, — il sépara en 1971 à la suite de la sécession du Pakistan oriental, devenu le Bangladesh. République islamique depuis 1956, le Pakistan a une superficie de 283 943 kilomètres carrés pour une population de 105 millions d'habitants, presque totalement musulmans. Les sunnites y représentent une écrasante majorité, face à environ 20 % de chiites et à une communauté immatérielle dont le rôle économique est néanmoins croissant avec le temps.

Frontalière de l'Inde, de l'Iran, de l'Afghanistan et de la Chine — par le Cachemire dont Islamabad et New-Delhi se disputent la souveraineté, — le Pakistan est essentiellement un pays agricole ; il exploite aussi des gisements de gaz. Ses relations étroites avec le monde arabe, où travaillent des centaines de milliers de Pakistanais et pour lequel se sont battus des milliers de soldats pakistanais, dont le général Zia, lui ont permis de recevoir une importante aide économique, indispensable dans ce pays pauvre.

Les précédents

— 4 décembre 1980 : Francesco

de Carmona, premier ministre portu-

gal, et son ministre de la défense,

Amato Da Costa, près de Lisbonne ;

— 27 mai 1979 : le lieutenant-

colonel Ahmed Gul Boussef, pre-

mier ministre mauritanien, au large

de Dakar ;

— 29 mars 1959 : Barthelemy

Boganda, président du gouverne-

ment de la République centrafricaine, à 90 kilomètres à l'ouest de

Bangui.

D'autres personnalités politiques

de premier plan ont été tuées dans

des accidents d'avion :

— Dag Hammarskjöld, secré-

taire général de l'ONU, en Afrique

(1961) ;

— Le maréchal Lin Biao, mini-

stre chinois de la défense et dauphin

de Mao Zedong, en Mongolie

(1971) ;

— Mohamed Benyouia, ministre

algérien des affaires étrangères, en

Iran (1982) ;

— Le contre-amiral Guy Sibon,

ministre malgache de la défense, à

Madagascar (1986). — (AFP.)

Onze ans au pouvoir

1976 : le général Zia Ul Haq est

nommé chef d'état-major de l'armée

de terre.

5 juillet 1977 : le général Zia

chasse du pouvoir le premier mini-

stre, M. Ali Bhutto, et instaure la loi

mariale.

18 mars 1978 : M. Ali Bhutto est

condamné à mort pour le meurtre

d'un opposant politique, le général

Zia est nommé président de la

République.

16 novembre 1978 : le général

Zia est nommé président de la

République.

11 février 1979 : le général Zia

proclame la suprématie de la charia,

la loi coranique.

4 avril 1979 : M. Ali Bhutto est

pendu.

27 décembre 1979 : l'Union sovié-

tique envahit l'Afghanistan et des

milliers de réfugiés affluent au

Pakistan.

19 décembre 1984 : l'extension de

cinq ans du mandat présidentiel est

approuvée par référendum ainsi que

la politique d'islamisation mise en

place par le général Zia.

31 décembre 1985 : la loi mar-

itale est levée et les partis politiques

sont autorisés à reprendre leurs ac-

tivités.

10 avril 1986 : M^{re} Benazir

Bhutto, fille de M. Ali Bhutto et

dirigeante du Parti du peuple pakis-

tanais, rentre au Pakistan après

deux ans d'exil à Londres.

14-15 décembre 1986 : des

émeutes ethniques ont lieu à Kar-

achi et font au moins cent cinquante

morts.

31 mai 1988 : le général Zia

prend le tête d'un gouvernement

interim après avoir lynché le

premier ministre, M. Mohamed

Khan Junejo, et dissout le Parle-

ment.

15 juin 1988 : une ordonnance

confère à la charia le statut de « loi

suprême ».

Une disparition qui accroît les risques d'instabilité dans la région

(Suite de la première page.)

D'autant que cette succession risque d'être délicate Zia n'avait en effet pas préparé sa relève. Au contraire, il avait même renvoyé en mai dernier, à la suite d'un coup d'Etat constitutionnel, son premier ministre, M. Junejo, pour cumuler les fonctions de chef du gouvernement et celles de président, s'entourant d'une équipe de fidèles. M. Junejo s'était aliéné l'armée pour avoir voulu, en particulier, réduire le budget militaire (près de 60 % des dépenses de l'Etat).

Dans ces circonstances, l'armée pourrait être tentée de choisir en son sein un homme qui perpétuerait un régime militaire dont elle s'accommodait fort bien. Le président par intérim a bien promis que les élections se tiendraient comme prévu le 16 novembre prochain ; mais les Pakistanais sont devenus plus prudents devant ce genre de promesses.

Toutefois un retour ouvert de l'armée aux affaires ne serait pas aussi facile qu'en 1977, quand Zia renversa Bhutto au lendemain d'élections contestées. Peut-être l'armée est-elle encore capable de sélectionner un dirigeant à la poigne de fer. Mais les choses ont changé. Aujourd'hui, le régime doit faire face à une opposition presque générale de la classe politique, à qui le pouvoir échappe depuis onze ans : des conservateurs au PPP de M^{re} Benazir Bhutto, regroupés dans une coalition souple, le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD), tout comme les partisans de M. Junejo, toujours président en titre du parti quasi officiel de la Ligue musulmane, et qui n'a pas accepté son éviction de la vie politique.

Les investitures

soviétiques

A cette incertitude intérieure s'ajoutent les soubresauts de la crise afghane. Au cours des derniers mois de sa vie, Zia aura été l'objet d'une campagne de dénonciation d'une extrême violence de la part des Soviétiques. Investitures et accusations ont été presque quotidiennes ces jours-ci : après M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, qui qualifiait, le 3 août, le soutien d'Islamabad à la résistance afghane de « terrorisme international », le Kremlin affirmait le 15 août que « la poursuite par le Pakistan de sa ligne obstructionniste à l'égard de l'accord de Genève n'est plus tolérable. L'Union soviétique se réserve le droit de prendre des mesures dictées par la situation ». Kaboul avait embêté le pas.

Il ne fait pas de doute que le soutien apporté à la résistance afghane depuis le début, par le régime du général Zia, exaspérait les Soviétiques. Refuge de plus de 3 millions d'Afghans chassés de chez eux par les bombes, base arrière des moudjahidins, dont les chefs tiennent

conseil à Peshawar, lieu de transit et de stockage de l'aide militaire américaine, chinoise et en provenance de certains pays arabes — le Pakistan était considéré par le Kremlin comme le principal obstacle à une solution qui lui permettrait de sauver les membres et peut-être quelques-uns de ses amis, tout en poursuivant son retrait d'Afghanistan.

Pendant des années, soutenu par Washington et par Pékin, Islamabad a tenu tête aux pressions, aux menaces ou aux tentatives de séduction soviétiques. Certes, on ne fait rien pour rien, et le Pakistan a prêté sa digne sur l'aide qui transitait par son territoire, et Zia a privilégié, pour leur distribution, les mouvements les plus islamistes, comme celui de M. Gulbuddin Hekmatyar.

Mais cette guerre a pesé d'un poids très lourd sur le pays : des tensions parfois vives se sont fait jour entre réfugiés et population locale, l'aviation soviéto-afghane a pilonné régulièrement des zones frontalières, cherchant à asphyxier au Pakistan une résistance que plus de 100 000 soldats soviétiques ne parvenaient pas à vaincre en Afghanistan même.

Un pays

affaibli

Des équipes du Khad, les services spéciaux afghans, opérant au Pakistan, se sont livrées à de nombreux attentats et ont cherché à déstabiliser le pays, en tentant, en particulier, de circonvenir certaines ethnies frontalières, jalouses de leur autonomie à l'égard d'Islamabad, comme par exemple les Belouches.

La mort de Zia ne peut donc, par-delà les condamnations officielles de circonstances, être mal accueillie à

Moscou comme à Kaboul. Le Pakistan en sort affaibli, divisé peut-être, et surtout davantage préoccupé par ses problèmes domestiques. Ce qui ne peut que réduire, même temporairement, le rôle joué par Islamabad dans la crise afghane.

Le général Zia accordait une extrême importance à la situation sur sa frontière occidentale. Il espérait le départ des Soviétiques, convaincu qu'il était que le régime de Kaboul ne leur survivrait pas plus de quelques jours et que la résistance l'emporterait alors. Il considérait en outre son pays comme le dernier rempart du « monde libre », face à l'avance soviétique vers le Golfe. Il se sentait investi d'une mission envers ses frères et coreligionnaires afghans. D'autant que ceux-ci formaient un glacis entre le Pakistan et le puissant empire russe, dont on connaît, depuis Kipling, l'intérêt pour la région.

Le remplacement de Zia par un régime plus instable réduirait encore plus le poids du Pakistan, à un moment où la situation est de plus en plus confuse sur le terrain en Afghanistan, au lendemain du retrait de la moitié du corps expéditionnaire soviétique, le 15 août dernier. Moscou pourrait alors être tenté d'accroître ses pressions contre Islamabad. D'autant que les politiciens pakistanais, au contraire du président défunt, n'ont jamais eu cet engagement émotionnel, idéologique et quasi religieux envers la résistance afghane. Ils sont plus préoccupés par les retombées de la crise au Pakistan même.

Comeau Moscou et Kaboul, l'Inde ne pleurera certainement pas le général Zia. Certes, il avait renoncé à plusieurs reprises M. Rajiv Gandhi à l'occasion de la « diplomatie

du cricket ». Mais il était accusé par New-Delhi de donner asile aux terroristes sikhs, ce qui a conduit l'Inde à commencer la construction d'un mur de plus de 500 kilomètres le long de la frontière. Continuateur de la stratégie traditionnelle du Pakistan face à son grand voisin, Zia n'a cessé de renforcer sa puissance militaire, avec l'aide des Etats-Unis et de la Chine, alors que l'Inde s'est tournée vers l'URSS pour obtenir son armement.

C'est par centaines de milliers que les soldats se font face de part et d'autre d'une frontière où, par trois fois depuis 1947, Pakistanais et Indiens se sont fait la guerre. L'ancien dictateur avait, en outre, déployé tous ses efforts pour se doter de l'arme nucléaire, et il n'était pas loin d'y parvenir. Par des moyens détournés et pas toujours légaux, mais aussi grâce à l'aide de certains pays amis, comme la Libye et peut-être la Chine, du matériel sensible a pris le chemin de la centrale de Kahuta, suscitant une grande inquiétude à New-Delhi, ainsi qu'à Washington, en raison des risques de prolifération nucléaire.

Aisé

fidèle

de Washington,

Cependant les sanctions américaines n'ont pas duré, car le Pakistan joue un rôle important à la charnière entre le monde arabe et le sous-continent indien, aux abords de l'un des points chauds de la rivalité américano-soviétique, et qu'il sert de base de ravitaillement aux moudjahidins. C'est pourquoi, à la fin de 1987, le président Reagan a levé les sanctions économiques qui le frappaient et accordé à Islamabad 4 milliards de dollars d'aide civile et militaire.

La disparition d'un allié aussi fidèle, en dépit de ses fautes islamistes, de ses amitiés iraniennes, de sa brutalité et du peu de cas qu'il faisait de la démocratie, est douloureusement ressentie à Washington. « Les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis sont très spéciales, et la perte de Zia est une tragédie », a déclaré en particulier le vice-président, et candidat républicain, M. George Bush. Une autre personnalité conservatrice américaine, M^{re} Jeanne Kirkpatrick, ancien ambassadeur aux Nations unies, a jugé « très importante » la perte de Zia. « L'équilibre des forces en Afghanistan, a-t-elle estimé, penche lourdement du côté des Soviétiques. La mort du président Zia soulève une question : le Pakistan pourra-t-il continuer à soutenir aussi résolument les moudjahidins afghans ? »

Telle est la principale question que l'on pose désormais à Washington comme à Pékin, l'autre allié traditionnel du Pakistan. Il s'agit en effet d'une question cruciale pour les pays occidentaux ou la Chine. L'accord de Genève sur l'Afghanistan, qui prévoit le retrait des Soviétiques d'ici au 15 février 1989, était fondé sur un très complexe équilibre des forces dans lequel le régime du président Zia était un rouage-clé.

Sa disparition risque donc de remettre en cause cet équilibre, au détriment de la résistance et au bénéfice des Soviétiques et de leurs alliés de Kaboul. Nul doute que la recherche d'un successeur à Islamabad sera suivie avec une extrême attention par les deux Superpuissances. Les Etats-Unis vont s'efforcer de consolider le camp de leurs partisans, et le Kremlin de tirer profit du vide laissé par la mort de Zia.

PATRICE DE BEER.

président du

« grandement contribué à r...

son pays, avec les pays islam...

avec le régime soviétique ».

• A TEHERAN, le

M. Ali Khamenei, a envoyé

condoléances à l'épouse de

l'ancien président Zia, le

président Khatami, a

profondément attristé ».

« A-t-il rendu homma...

son patriotisme et sa détermin...

• A LONDRES, M^{re}

de la résidence d'été de Co...

nommage au président pa...

qu'il avait « donné l'admira...

son soutien au peuple afgh...

par l'IRIS de l'Afghanistan

ministre a aussi souligné « l'i...

U

le général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

général Zia Ul Haq a été

Asie

président du Pakistan

« grandement contribué à raffermir les liens de son pays avec les pays islamiques, et notamment avec le royaume saoudien ».

● A TÉHÉRAN, le président iranien, M. Ali Khamenei, a envoyé un télégramme de condoléances à l'épouse du président pakistanais. Le président Khamenei s'est déclaré « profondément attristé » par le décès de son « frère » et a rendu hommage à « sa sagesse, son patriotisme et sa détermination ».

● A LONDRES, M^{me} Margaret Thatcher, de sa résidence d'été de Cornouailles, a rendu hommage au président pakistanais, estimant qu'il avait « gagné l'admiration du monde par son soutien au peuple afghan après l'invasion par l'URSS de l'Afghanistan ». Le premier ministre a aussi souligné « l'hospitalité du prési-

dent Zia » offerte aux trois millions de réfugiés afghans au Pakistan.

● A BONN, le gouvernement allemand qui a appris « avec affliction et consternation » la mort du président pakistanais espère que celle-ci « n'influencera pas négativement le processus de paix entamé en Afghanistan ».

● A NEW-YORK, M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a déclaré : « C'est avec un sentiment de chagrin et de choc profond que j'ai appris la mort tragique du président Zia Ul Haq ». M. Perez de Cuellar a prononcé ces mots au début de la session de l'Assemblée générale, mercredi après-midi, après que les délégués eurent observé une minute de silence. — (AFP, Reuter.)

Une poigne de fer

Arrivé au pouvoir par le glaive, le général Zia Ul Haq a disparu dans des circonstances tragiques. Que l'explosion qui a mis fin à onze ans de pouvoir quasi absolu soit ou non accidentelle, cet officier de carrière qui fut l'incarnation de la caste militaire pakistanaise est mort en soldat, dans un appareil de l'armée de l'air, au retour d'une inspection, entouré de ses principaux généraux. Une mort plus noble que celle qu'il avait réservée à son prédécesseur, Zulfikar Ali Bhutto, perdu après avoir été torturé en avril 1979.

Pour se maintenir aussi longtemps au pouvoir dans un pays familier des putschs militaires, Zia avait su faire usage des attributs traditionnels aux hommes de sa caste, une ténacité poussée parfois jusqu'à l'obstination, un excellent sens tactique et un sens de l'autorité d'autant plus développé qu'il se trouvait au plus haut de la hiérarchie. Après son arrivée au pouvoir, bien peu croyaient que ce général réservé et si peu connu serait plus qu'un président de transition.

Déjà Bhutto s'était trompé sur son compte, faisant sans doute une erreur fatale en l'élevant, contre toute attente, au rang de chef d'état-major de l'armée en 1976 : « J'ai été choqué, pas surpris, quand j'ai été choisi pour diriger l'armée par l'ancien premier ministre (Bhutto), dira-t-il un jour. Il y avait au moins dix officiers plus anciens que moi. » Ceux qui voyaient en lui en 1977 un putschiste « démocrate » promettant de rétablir la démocratie dans les mois mois durent vite déchanter. De même que ceux qui, comme le bégum Bhutto, prétendaient en 1980 que « le temps travaillait contre Zia », pensant que son impopularité suffirait à le faire partir, se berçaient aussi d'illusions. De même enfin que son premier ministre de 1985 au 29 mai dernier, M. Junjo, limogé brutalement pour avoir cru qu'il pouvait gouverner par lui-même et échapper à l'étroite tutelle du dictateur.

Si Zia a bien su tromper son monde, jouant au plus fin avec des politiciens qui se croyaient plus retors que lui, il avait aussi quelques idées maîtresses en plus de celle, connue aux potentats, de se maintenir coûte que coûte au pouvoir. D'abord celle de la prééminence d'une armée dont il demeurerait le chef incontesté et qui s'est trop habituée aux avantages du pouvoir pour accepter de le partager. Ensuite, l'islamisa-

tion, forcée si nécessaire, d'un Pakistan longtemps partisan d'un islam modéré. Enfin, ces dernières années, un soudain ferme, même s'il n'était pas entièrement désintéressé, aux moudjahidins afghans.

Se fervant musulmans, il la devait en premier lieu à son père, petit fonctionnaire de l'armée des Indes. Né le 12 août 1924 à Jullundur — aujourd'hui en Inde, — il entra tout jeune dans la carrière des armes, recevant sa formation de ses officiers britanniques dont l'influence et les traditions se font encore si fortement sentir tant en Inde qu'au Pakistan. Officier à vingt et un ans, il se battit en Birmanie, en Malaisie et à Java avant de fuir avec sa famille au Pakistan en 1947, lors de la « partition » du sous-continent. Il fit ensuite une carrière rapide dans la jeune armée pakistanaise : colonel à quarante-trois ans, général de brigade un an plus tard. Il fut l'un de ces officiers prêts à la Jordanie et qui aidèrent le roi Hussein à écraser les Palestiniens en 1970, lors du sanglant Septembre noir. Entretemps, il suivit des cours aux Etats-Unis, à Fort-Leservent.

Un fervent musulman

Zia n'était ni le plus gradé ni le plus populaire des généraux lorsqu'il renversa Bhutto. Mais il contrôlait l'armée de terre, fer de lance des coups d'Etat. Et c'est sur elle qu'il appuya désormais son pouvoir. Bien plus que sur ces politiciens conservateurs et ces mollats ralliés à lui en raison de leur haine pour Bhutto. Son fanatisme islamiste les attirait et peut-être en jouait-il aussi. Toujours est-il qu'au cours de ces dix dernières années le Pakistan s'est illustré non pas par les richesses spirituelles de l'islam, mais plutôt par sa conception rétrograde et répressive. Un islam revu et corrigé par un sergent-major.

C'est ainsi que l'on se mit à pendre, à frapper, voire à lapider en public ceux et celles qui violaient un *charia* devenu aujourd'hui loi fondamentale du pays, en dépit de bien des protestations, en particulier celles des organisations féminines. Excellent dérivatif pour une population dont le niveau de vie ne s'élève guère, excellent moyen de ramener à leur place les deux femmes qui ont assumé l'héritage de Bhutto, sa veuve d'abord, puis sa fille Benazir, excellente carte de visite

enfin pour obtenir aide économique et soutien diplomatique des pays du monde arabe, Arabie saoudite en tête.

C'est sans doute cette image peu reluisante d'un Pakistan voisin — et très proche — de l'Iran que l'histoire retiendra de l'ère Zia. Celle d'un homme qui joua alternativement de toutes les cordes pour se maintenir au pouvoir — huit ans de loi martiale, arrestations, référendums-plébiscites, report autoritaire d'élections promises — voire même des subtilités d'une Constitution « démocratique » qui lui laissait tout de même une porte de sortie, la possibilité d'invoquer les pouvoirs discrétionnaires dévolus au président. Il réussit ainsi, contre vents et marées, à résister aux oppositions, d'où qu'elles viennent, de ses pairs ou des civils, des partis de tous bords, de tribus mal soumises ou de régions troubles.

Sur le plan diplomatique, Zia aura poursuivi la politique traditionnelle du Pakistan : alliance avec les Etats-Unis et la Chine, paix armée avec l'Inde voisine. Zia avait tenu la main à Rajiv Gandhi, tout en fermant les yeux sur les camps d'entraînement des séparatistes sikh sur son territoire. Sur l'intervention soviétique en Afghanistan, il aura longtemps adopté une attitude très ferme et qui lui valut critiques et menaces de la part de Kaboul et de Moscou. Il considérait que son pays était le dernier bastion contre les ambitions du Kremlin en direction du Golfe, et il craignait que la crise afghane ne débordât sur le Pakistan, mettant en pièces une unité laborieusement maintenue.

Solitaire et autocratique, cet homme aux cheveux plaqués, à la moustache — d'officier de l'armée des Indes — soigneusement taillée, au regard sombre et parfois inquiet, qui avait troqué l'uniforme pour le vêtement traditionnel, n'aura pas réussi à convaincre ses compatriotes, ou ses voisins, de la sincérité de ses craintes. De même qu'il n'a jamais réussi à s'attacher un peuple qui ne faisait que le supporter, faute de choix.

Il avait promis, il y a quelques semaines seulement, des élections générales pour le 15 novembre, tout en interdisant aux partis politiques d'y participer. Zia n'a en fait jamais réellement cru à la démocratie, conscient qu'il était qu'il n'aurait jamais résisté à des élections véritablement libres.

PATRICE DE BEER.

M. Ghulam Ishaq Khan assure l'intérim

Agé de soixante-quatorze ans, M. Ghulam Ishaq Khan, président du Sénat, assure désormais à titre intérimaire les fonctions de chef de l'Etat. Ce *Faithan* — une ethnie nombreuse dans le nord-ouest du Pakistan comme en Afghanistan — avait d'abord été un collaborateur de Zulfikar Ali Bhutto avant

de se rallier au général Zia après le coup d'Etat de 1977. Il lui est toujours resté fidèle.

Ministre des finances pendant toute la période de la loi martiale, de 1977 à 1985, il prit ensuite la présidence de la Chambre haute. Bien que membre du parti gouver-

nemental, la Ligue musulmane, il s'était désolidarisé de M. Junjo quand ce dernier avait été, au printemps dernier, remercié par Zia. Ce fonctionnaire de carrière, entré dans l'administration avant l'indépendance, passe pour être moins extrémiste sur le plan religieux que son prédécesseur.

SINGAPOUR

Des élections anticipées auront lieu le 3 septembre

BANGKOK
correspondance

Le Parlement de Singapour a été dissous le mercredi 17 août, et des élections générales annoncées pour le 3 septembre prochain. Ce n'est pas une surprise car, bien que la présente législature ne se termine en principe qu'en décembre 1989, le premier ministre, M. Lee Kuan Yew, avait déjà laissé entendre que, selon la coutume, on n'aurait sans doute pas au bout du terme normal de son mandat. Il est vrai que la situation d'ensemble de l'île-Etat est actuellement des plus favorables au gouvernement.

Le taux de croissance de Singapour pour les six premiers mois de 1988 a atteint le chiffre record de 11,1 %, et le premier ministre a déjà été en mesure de promettre aux fonctionnaires des primes exceptionnelles pour la fin de l'année. L'inflation est marginale, tandis que le taux de chômage était, en début d'année, tombé de 4,7 % à 2,8 %.

Lors des élections de 1984, le Parti d'action populaire, le PAP, qui est au pouvoir depuis la proclamation de l'indépendance en 1965, avait remporté 77 des 79 sièges à pourvoir. Cette fois, suite à la restructuration de plusieurs arrondissements, il y aura place pour

81 députés. Et bien que personne ne mette en doute la victoire finale du PAP, l'opposition pourrait améliorer ses performances passées.

Une question domine depuis plusieurs mois le débat politique. M. Lee Kuan Yew sera-t-il oui ou non candidat à sa propre succession, ou cédera-t-il sa place à son fils, M. Goh Chok Tong ? Rien n'est encore décidé, mais il est de plus en plus probable que, dans un avenir assez proche, M. Lee Kuan Yew se fera élire à la présidence de la République, laissant le gouvernement à la nouvelle génération.

JACQUES BEKAERT.

Europe

La Hongrie entre la faucille et le goupillon

(Suite de la première page.)

Les autorités de Budapest avaient fait de leur mieux pour faciliter le déplacement. L'organisme de voyage des Jeunesses communistes est allé jusqu'à offrir ses services à grand renfort de publicité.

A Trausdorf, on ne parlait que de la « prochaine » venue du pape à Budapest comme d'une chose entendue. Ce serait la première visite de Jean-Paul II dans un pays de l'Est en dehors de sa Pologne natale. Quand ? Mgr Jozsef Cserhati, évêque de Pecs, secrétaire de la Conférence épiscopale de l'Eglise de Hongrie, refuse aujourd'hui de se prononcer sur une date. Mais il déclare : « L'important est que le pape puisse venir plutôt que de savoir à quel moment précis. » Désormais les circonstances se prêtent à un tel voyage, et on en envisage l'hypothèse aussi bien dans les milieux ecclésiastiques que politiques. D'un côté comme de l'autre, en indiquant que « rien ne presse », on remarque avec une certaine confiance que l'Eglise et l'Etat n'ont pas en besoin de cet événement pour trouver et développer les termes d'un *modus vivendi* assez satisfaisant pour tous.

Perchée au sommet d'une colline qui domine la plaine, l'abbaye bénédictine de Pannonhalma a conservé des allures de forteresse. On s'y est souvent réfugié au fil des siècles, fuyant les Turcs ou, plus récemment, les Allemands. Aujourd'hui, le monastère est toujours un bastion de la foi, mais il y règne un certain esprit d'ouverture qui permettrait les arrangements propres à la Hongrie. On y demeure toutefois sur ses gardes.

Le directeur des études du collège, l'un des huit établissements religieux d'enseignement secondaire autorisés par l'Etat socialiste, met les choses au point avec fierté et humour. Evoquant les programmes tenus d'être conformes à ceux des lycées publics, il déclare : « Le marxisme doit être connu, mais autre chose est de le reconnaître. » Il précise que le collège, qui accueille 300 élèves, reçoit une aide du gouvernement. « Mais c'est tout juste pour payer la craie et entretenir le tableau noir », ajoute-t-il avant d'indiquer qu'il y a trois fois plus de candidats que de places disponibles. Pannonhalma abrite aussi un séminaire, auquel est imposé, comme ailleurs, un *numerus clausus* plus de quatre-vingt séminaristes à la fois. Mais cette restriction, ainsi que d'autres, est en voie d'assouplissement. L'évolution se fait lentement mais sûrement.

Après la prise du pouvoir par les communistes, l'Eglise a été durement persécutée et a dû aller à Canossa en 1950 en signant un accord qui gelait presque totalement ses activités. Elle avait perdu tous ses biens, et alors qu'elle possédait la moitié des collèges du pays avant la seconde guerre mondiale, il ne lui en restait aucun. Les congrégations étaient interdites. La normalisation n'a commencé qu'en 1964, après la conclusion d'un nouvel accord ; mais il a fallu des années et la fin de la farouche résistance du cardinal Mindszenty (reclus volontaire à l'ambassade des Etats-Unis) pour que le compromis entre l'Eglise et l'Etat prenne tout son sens.

Cette entente n'a pas été sans provoquer de vives réactions dans cer-

tains milieux du clergé et de fidèles qui ont contesté ce qui était à leurs yeux une « compromission » des autorités religieuses. Mais la détente entre celles-ci et le gouvernement apportant peu à peu de nouveaux avantages et quelques libertés supplémentaires, la contestation des « communautés de base » (réprimandées par le Vatican) est maintenant atténuée. D'autant que l'Eglise hongroise reste dans son ensemble très conservatrice.

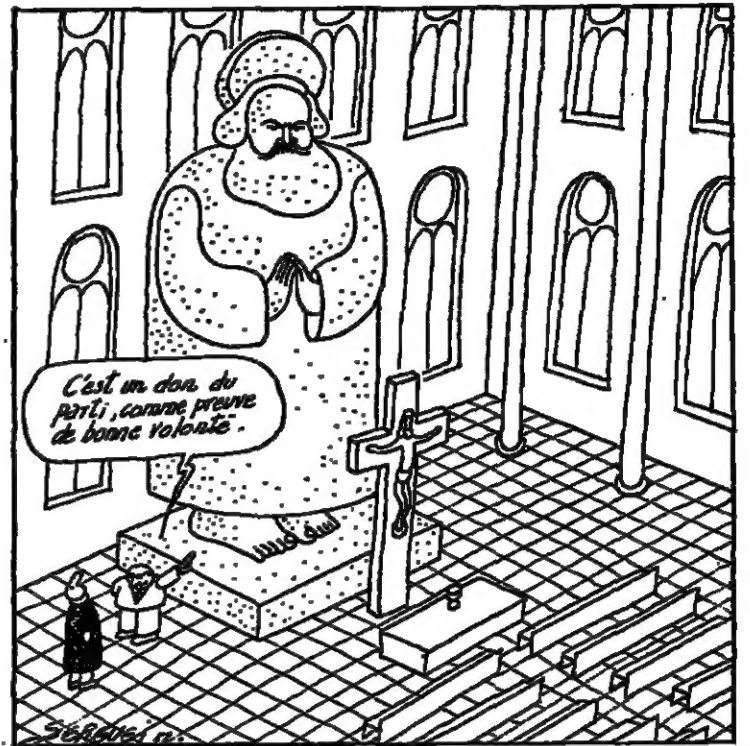
Depuis quelques années, et plus encore depuis le renouvellement récent à la tête du parti — qui fait naître bien des espoirs, — c'est une nouvelle étape qui semble débiter dans les rapports Eglise-Etat en Hongrie. Et cette fois, signe des temps, les autorités civiles paraissent aussi soucieuses que l'Eglise de développer de meilleures relations. « Avant, pour desserrer le carcan,

cellule d'évangélisation et de témoignage ».

Dans une telle perspective, l'Eglise fonde beaucoup d'espoirs sur la nouvelle loi concernant le droit d'association qui doit être soumise au Parlement à l'automne. En mars, M. Karoly Grosz, premier ministre (devenu en mai secrétaire général à la place de M. Janos Kadar), a reçu les évêques pour leur faire part du projet. Cette législation devrait, selon Mgr Cserhati, permettre un véritable mouvement d'action catholique toléré par le régime.

Intérêt commun

L'évêque de Pecs n'ignore pas que le parti admet de plus en plus avoir un intérêt commun avec l'Eglise pour lutter contre la « crise morale » que traverse la société hongroise.



c'était nous surtout qui étions demandeurs, confia un prêtre de Budapest. A présent, c'est à eux [les dirigeants du parti] de l'être. Il est vrai qu'ils ont bien des motifs d'inquiétude. — Le taux de suicide est l'un des plus élevés en Europe, un couple sur trois divorce, la délinquance ne cesse d'augmenter, l'alcoolisme et la drogue font des ravages.

Nouvelle étape

Il s'agit d'un double échec, mais celui du régime communiste est beaucoup plus patent dans la mesure où l'Eglise, pour diminuer le sien, peut invoquer les limitations d'influence qui lui ont été imposées. Toutefois l'épiscopat reconnaît avoir dû faire face à un phénomène de déchristianisation qui n'est pas seulement imputable à l'action et la propagande communistes. La Hongrie compte 60 % de catholiques (30 % de protestants), mais le taux de pratique religieuse (assistance à la messe) n'est que de 13 % et le nombre de vocations à la prêtrise a fortement diminué.

La contrainte du *numerus clausus* dans les séminaires n'explique pas tout. « Nous disposons de 2 000 places, il en faudrait 6 000 », déclare Mgr Cserhati, qui souligne la nécessité de développer l'expérience du recours à des laïcs afin d'assumer une partie des tâches des prêtres. Dans certaines paroisses, des fidèles remplacent déjà le curé y compris la plupart de ses fonctions autres que sacramentelles. « Des laïcs peuvent prêcher, animer une communauté », précise Mgr Cserhati. Un médecin, par exemple, peut avoir une influence qu'il faut savoir utiliser. Autour de familles particulièrement dévouées peut se créer une

« Pour avoir eu affaire aux marxistes pendant quarante ans, dit-il, je sais qu'il faut montrer que l'on est fort. La discussion avec eux est constamment une épreuve de force. Notre initiative consiste à tenter de les obliger à accorder davantage de libertés en prouvant, avec nos laïcs, que le mouvement vient du peuple. »

Tout nouveau venu au comité central, proche de M. Grosz, M. Jeno Andics, quarante-trois ans, chargé de la propagande, donne le ton de l'évolution d'esprit au sein du parti : « Nous ne luttons pas contre la religion mais pour le marxisme, dit-il. Nous pouvons coopérer avec l'Eglise (...). Il y a de bonnes choses dans son action, pour l'éducation des familles, pour l'organisation d'œuvres charitables notamment. Avant l'idéologie, c'est l'intérêt du peuple et de la société qui prime — tout ce qui fait une nation plus riche. (...) On ne peut de toute façon comprendre un pays sans connaître son histoire religieuse. »

« Ils [les communistes] ont réalisé qu'il était impossible de ranger la religion sur les étagères de l'histoire », remarque de son côté Mgr Cserhati, qui parle aussi de « quelques bonnes choses » apportées par le socialisme. La porte est manifestement ouverte pour de nouveaux arrangements. La religion ne serait-elle plus du tout l'opium du peuple ? M. Andics se contente de répondre en souriant que cette maxime avait été prononcée « dans un certain contexte ». Si la « coopération » entre l'Eglise et l'Etat n'est pas encore acquise, l'athéisme combattant n'est vraiment plus de mise en Hongrie à l'heure de célébrer la mémoire du saint-roi Etienne.

FRANÇOIS CORNU.

L'évêque trouble-fête

Dans le chœur des amabilités qu'échangent en Hongrie représentants de l'Etat et représentants de l'Eglise, Mgr Jozsef Szendi fait un peu figure de trouble-fête. Evêque de Veszprém, il s'est forgé une solide réputation d'homme au franc-parler, qu'il n'a pas démentie lorsque, avec les autres responsables des communautés religieuses de Hongrie, il a été reçu, le 14 mars, par le premier ministre M. Karoly Grosz.

« Si aujourd'hui, au temps de la « perestroïka », de la « glasnost » et de la déstalinisation tant de gens bénéficient d'une réhabilitation, pourquoi ne pourrait-on pas réhabiliter enfin les ordres religieux hongrois interdits en 1950 ? », a demandé l'évêque. « S'il est possible aujourd'hui, dans notre pays, aux homosexuels de présenter une demande de reconnaissance officielle de leur asso-

ciation, pourquoi fait-on une affaire internationale du simple fait que des femmes et des hommes pieux aspirent à vivre en communautés religieuses ? »

Poursuivant sur la lancée, Mgr Szendi a demandé aussi une totale liberté dans l'enseignement du catéchisme, un droit de réponse de l'Eglise dans les médias, la libre accès des hôpitaux, des foyers sociaux, des prisons et des établissements éducatifs pour les prêtres...

La « sortie » de Mgr Szendi, nous a assuré M. Imre Miklos, chargé des affaires religieuses auprès du gouvernement hongrois, « n'a même pas fait frapper un sourcil à M. Grosz ». Pour M. Miklos, l'évêque de Veszprém veut faire du « sensationnalisme », mais n'est pas suivi par ses collègues.

S. K.

POLICE

Une initiative du directeur des polices urbaines

Les « prix de courtoisie » de M. Robert Broussard

Des « prix de courtoisie » seront attribués cet automne aux circonscriptions des polices urbaines qui auront accompli les efforts les plus méritoires pour améliorer les conditions d'accueil des usagers.

Annoucé en octobre 1987 alors que M. Robert Broussard était ministre délégué chargé de la sécurité, cette initiative de M. Robert Broussard, directeur central des polices urbaines au ministère de l'Intérieur, n'avait pu être mise en œuvre plus tôt. Elle est, aujourd'hui, tout à fait conforme à l'orientation que M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, voudrait privilégier : la recherche de meilleures relations entre policiers et citoyens (le Monde du jeudi 18 août).

Issu de la base, figure de la PJ parisienne avant 1981, plutôt impopulaire à gauche après l'opération du cours de la République, Jacques Messier fut tué par la police. M. Broussard devint préfet par la volonté d'un gouvernement socialiste, réussissant un parcours policier sans faute en Corse, avant de prendre, après mars 1986, la tête des polices urbaines, une direction névralgique qui contrôle l'essentiel des effectifs en uniforme de la police nationale — à l'exception des CRS.

Symbole lui-même, M. Broussard apprécie les symboles. C'est ainsi qu'il a adressé, le 20 octobre 1987, une circulaire à ses services sur l'accueil du public, où

il annonçait son intention de créer un « prix de courtoisie » à l'intention des unités policières. La philosophie de ce texte contredit l'autosatisfaction trop souvent affichée au sein de la hiérarchie policière. Il commence, en effet, par un constat peu flatteur : « Le nombre encore trop important de doléances de particuliers qui me parviennent, écrit M. Broussard, mais aussi les manquements signalés par les autorités locales, administratives et judiciaires (...) me conduisent à rappeler l'importance que j'attache personnellement à l'accueil du public. Chaque jour des milliers de personnes se trouvent en effet, à des titres divers, en relation avec la police. L'accueil dans les commissariats participe, de ce fait, et pour une large partie, à la définition de l'image de l'institution tout entière, et à cet égard doit faire l'objet d'une attention toute particulière.

Or trop souvent, ajoute M. Broussard, des victimes ont le sentiment de ne pas avoir été prises en compte dans les locaux de police, en raison notamment du manque de disponibilité, de l'insuffisance des renseignements qui leur sont communiqués, ou parfois, tout simplement, de l'absence d'égards. A cela s'ajoute dans certains cas une impression générale de laisser-aller, que la vétusté ou (...) l'absence de certains commissariats ne suffisent pas toujours à expliquer.

« Le premier contact avec la police détermine souvent l'appréciation sur la police toute entière », écrit encore M. Broussard qui demande donc aux chefs de service de veiller « à la qualité de la réception du public ». Valoriser les notions de « courtoisie » et de « politesse », de « présentation » et de « tenue vestimentaire », il insiste sur le comportement à l'égard des personnes âgées, mais aussi des femmes, « victimes de violences ou en situation de détresse [qui] doivent faire l'objet de sollicitude ». Il s'indigne d'apprendre « trop souvent que des fonctionnaires laissent apparaître aux plaignants leur scepticisme quant aux résultats des enquêtes ».

Un jury électorale

Même en l'absence d'infraction caractérisée, il lui paraît essentiel que « les personnes qui font appel à la police ou qui s'y présentent soient orientées correctement (...) ». Il s'agit, en effet, qu'un règlement immédiat et adapté des litiges ou conflits mineurs permette d'éviter que des situations ne s'aggravent ou dégénèrent.

Afin de concrétiser ses recommandations, M. Broussard annonce sa décision d'organiser un prix de courtoisie dans le cadre duquel des distinctions seront accordées aux circonscriptions de police urbaine qui, faisant preuve d'initiative, auront accompli les efforts les plus méritoires pour améliorer les conditions d'accueil qu'il s'agit de créer dans le cadre de travail ou des méthodes.

Ce prix — courtoisie dont l'enjeu ne sera pas uniquement

symbolique — sera distribué, pour la première fois, cet automne, un an après avoir été annoncé. « La mise en musique n'était pas facile », explique aujourd'hui M. Broussard. Il fallait déterminer la taille des services mis en compétition, décider s'il y aurait plusieurs catégories, déterminer les critères de choix.

Tenant à ce que la première distribution de ce « prix de courtoisie » soit entourée d'une certaine solennité, le directeur central des polices urbaines y voit un moyen de ne pas valoriser les seuls résultats quantitatifs (nombre d'arrestations, de déferrements au parquet, etc.) « Un commissariat qui se prévaut d'une criminalité en baisse pourra ainsi être pénalisé s'il y a des plaintes, des incidents, par la faute de deux ou trois fonctionnaires. Il s'agit d'obtenir une évaluation individuelle et collective. Ceux qui dans une unité obtiennent de bons résultats pourront être récompensés. On est tous dans la même charrette, arrêtons vos conneries, sinon par votre faute, nous allons être pénalisés ».

Le jury d'attribution de ce prix sera encore à l'étude : M. Broussard ne souhaite pas qu'il soit issu de la seule hiérarchie. Il imaginerait volontiers un comité chargé de la sélection des dossiers de candidatures où seraient réunis des représentants de l'administration et des organisations syndicales, mais aussi des particuliers, des « non policiers », et « pourquoi pas un journaliste ? ».

E. P.

MÉDECINE

Selon une étude américaine

Les enfants allaités pendant six mois seraient moins exposés au risque de cancer

Un groupe d'épidémiologistes américains publie dans le dernier numéro de l'hébdomadaire britannique *The Lancet* (daté du 13 août) des observations inattendues sur les liens entre l'alimentation du nourrisson et la fréquence des affections cancéreuses de l'enfant. Ces observations, qui restent à vérifier, tendent à démontrer que l'allaitement maternel pourrait prévenir l'apparition de certains cancers. L'explication d'un tel phénomène n'a pas été établie.

L'étude américaine a porté sur trois cent quatre-vingt-deux enfants de la ville et de la région de Denver : entre 1976 et 1985, deux cent un enfants d'un âge compris entre un an et demi et quinze ans avaient, dans cette région, souffert d'un cancer. La plupart figuraient sur le registre central des cancers du Colorado. Tous ces cas ont été repris et analysés par les chercheurs américains qui ont, d'autre part, constitué un groupe témoin de cent quatre-vingt-un enfants dont le sexe, l'âge et le lieu de résidence étaient similaires à ceux des enfants du premier groupe. Les chercheurs américains ont repris dans leur étude la méthodologie qui avait été adoptée dans un autre travail récent cherchant à établir les liens pouvant exister entre la fréquence des cancers de l'enfance et les radiations électromagnétiques de l'environnement.

Les conclusions auxquelles parviennent les auteurs de la publication de *The Lancet* sont pour le moins surprenantes. Il apparaît en effet, après une longue analyse statistique, que les enfants nourris au lait en poudre ou au sein durant une

période inférieure à six mois auraient un risque environ deux fois plus élevé de développer un cancer avant l'âge de quinze ans que ceux qui ont été allaités six mois ou plus. Cette corrélation semble concerner plus particulièrement certains cancers (lymphomes).

Simple illusion statistique ? C'est la première fois, selon les chercheurs américains, qu'une telle association est mise en évidence. Une autre étude sur le même thème publiée l'an dernier n'avait pas permis d'aboutir à de telles conclusions.

Tout en évoquant quelques possibilités de biais méthodologiques ou statistiques qui pourraient peut-être d'élucider cette apparente association, les auteurs de la publication *Lancet* développent longuement les hypothèses susceptibles d'expliquer un tel phénomène. Ils rappellent ainsi les propriétés anticarcinogènes du lait maternel humain qui seraient susceptibles d'augmenter la résistance aux infections dont sont victimes les nourrissons. Ils évoquent aussi les effets potentiellement négatifs de l'alimentation au lait en poudre sur le système immunitaire de ces derniers.

La publication de ces résultats illustre avant tout les limites de beaucoup d'études épidémiologiques actuelles qui mettent en lumière des corrélations d'une importance apparentement considérable en termes de santé publique.

On imagine aisément les conséquences que pourrait avoir la démonstration des propriétés « anticarcinogènes » du lait maternel sans permettre de conclure de manière définitive. En ne fournissant d'autres perspectives que la confirmation par des travaux ultérieurs des conclusions auxquelles elles aboutissent, ces études soulèvent, en définitive, plus de problèmes médicaux qu'elles n'apportent de solutions pratiques. Or, précisément parce qu'elles remettent en cause un fait aussi important que l'innocuité de l'alimentation précoce du nourrisson avec des laits de vache « maternisés » (une pratique quasi systématique dans les pays industrialisés), il serait hautement souhaitable que les résultats de l'étude américaine soient au plus vite vérifiés ou infirmés.

JEAN-YVES NAU.

Une anomalie génétique à l'origine d'une forme de diabète

Une équipe de chercheurs britanniques du Saint-Bartholomew's Hospital de Londres, annonce dans l'hébdomadaire médical *The Lancet* (du 13 août), être parvenue à localiser une anomalie génétique impliquée dans le diabète non insulino-dépendant, la plus fréquente des formes de diabète. Les chercheurs britanniques ont mis en évidence une modification caractéristique du chromosome 1 chez les personnes malades.

Depuis plusieurs années, le diabète fait l'objet de nombreuses investigations génétiques pour tenter d'identifier les gènes impliqués dans les troubles métaboliques sévères qui caractérisent cette maladie héréditaire. Ces recherches pourraient déboucher sur un diagnostic très précoce de la maladie et permettraient de retarder l'apparition de ses complications.

SPORTS

Le championnat de France de football

Paris-SG seul en tête

Grâce à sa victoire sur Sochaux, mercredi 17 août, au Parc des Princes, le Paris-Saint-Germain est, après la septième journée du championnat de France de football, seul en tête du classement, avec un point d'avance sur Bordeaux. Celui-ci a écarté Saint-Etienne par 5 à 0, et Toulouse a été battu à Caen (2 à 1) où le Stade Malherbe a remporté sa première victoire de la saison. Parmi les autres surprises de cette soirée, les succès d'Auxerre à Monaco (2 à 1) et de Toulouse à Nantes sur le même score.

Résultats

Toulouse b. Nantes 2-1
Auxerre b. Monaco 2-1
Bordeaux b. Saint-Etienne 5-0
Marseille b. Metz Racing 2-0
Metz b. Nice 1-0
Lens et Montpellier 0-0
Laval b. Strasbourg 1-0
Cannes b. Lille 1-0
Caen b. Toulon 2-1
Paris-SG b. Sochaux 2-1

Classement. — 1. Paris-SG, 15 pts ; 2. Bordeaux, 14 pts ; 3. Auxerre, 13 pts ; 4. Sochaux, 12 pts ; 5. Monaco, Nantes, 11 pts ; 6. Marseille, Montpellier, Cannes, Nice, 10 pts ; 7. Metz, 9 pts ; 8. Strasbourg, 8 pts ; 9. Lille, Laval, 7 pts ; 10. Lens, 5 pts ; 11. Caen, Saint-Etienne, 3 pts.

ATHLÉTISME : Reynolds recordman du monde du 400 mètres

Un mythe pulvérisé

L'Américain Harry Butch Reynolds a pulvérisé, le mercredi 17 août, à Zurich, le record du monde du 400 mètres que détenait son compatriote Lee Evans depuis le 18 octobre 1968. En parcourant la distance en 43 s 29, soit plus d'une demi-seconde de mieux que le record d'Evans établi en altitude aux Jeux olympiques de Mexico (43 s 86), Reynolds a effacé vingt ans d'histoire de l'athlétisme et, du même coup, un peu éclipé le duel sur 100 mètres entre Ben Johnson et Carl Lewis, remporté par ce dernier en 9 s 93, dernière performance de tous les temps.

ZURICH correspondance

« Je l'ai fait, je l'ai fait, il est à moi, rien qu'à moi », a-t-il répété dix, quinze fois, toussant de bonheur dans la nuit zurichoise. A lui, rien qu'à lui, Harry Butch Reynolds, vingt-quatre ans, s'est approprié un des derniers records mythiques de l'athlétisme : celui du 400 mètres.

Aux JO de Mexico il y a vingt ans, Lee Evans, l'athlète aidant, avait bouclé son tour de piste en 43 s 86. Un exploit comparable aux 9,90 mètres réussis à la longueur lors des mêmes Jeux par Bob Beamon. Le saut de

Beamon est resté inviolé. Mais, depuis mercredi soir, Evans s'est fait rattraper : Reynolds a couru le 400 mètres en 43 s 29.

Le tueur de mythes est noir, bien sûr, comme tous les rapides américains, grand (1,91 mètre), il a les yeux clairs. « C'est un trait de famille », et ne connaît pas encore ses limites : 44 s 10 l'an dernier, 43 s 98 aux sélections américaines le mois dernier, et maintenant le record : « Je ne sais pas ce que je suis encore capable de faire. Je pensais battre le record plutôt à Séoul, aux Jeux olympiques ».

A Zurich, Eggenkötter, le Nigérien, a lancé le 400 mètres sur un rythme d'enfer. Butch a suivi, puis a décollé dans le dernier virage avant de sprinter pour la course de sa vie dans les 100 derniers mètres. « Des que j'ai passé la ligne, alors que je ne m'étais encore aperçu de rien, mon frère m'a embrassé et m'a dit : « Ça y est, tu l'as fait ».

Et Butch a embrassé Jeff, son cadet, sa copie presque conforme avec deux ans de moins ; Jeff Reynolds coureur de 400 mètres, lui aussi un très bon niveau, est venu cette année s'entraîner avec son aîné à Aldron, dans l'Ohio. « C'est grâce à sa venue que j'ai progressé. Sans lui, je n'aurais jamais battu ce record. Il m'a énormément poussé ».

Résultat de cette émulation fraternelle : une explosion d'orgueil dignes

des plus grands noms du sport américain : « Un record qui date de 1968, c'était trop ! L'avenir appartient aujourd'hui à moi, à moi, à moi. Et je l'ai fait sans monter en altitude, sans tricher. Je n'avais pas besoin de ça ».

Une exigence qui rappelle celle de Carl Lewis, qui tient à battre les 8,90 mètres de Beamon au niveau de la mer. En attendant de réaliser cet exploit, Lewis avait un autre rendez-vous sur la piste du Letzigrund de Zurich. Il ne l'a pas manqué.

Le sprinter américain a battu son vieux rival canadien Ben Johnson pour la première fois depuis trois ans.

Combien de dollars pour cette revanche ? Au départ, une poignée de mains entre deux managers et des sponsors qui passent accord. A l'arrivée, un Carl Lewis redevient le roi, un Ben Johnson abattu à un mois des Jeux olympiques. Les organisateurs de la réunion de Zurich — valeur présumée : 2,2 millions de dollars — ont réussi leur coup.

Les courses-défis entre Ben Johnson et Carl Lewis sont rares. Cela faisait presque un an, depuis les championnats du monde à Rome, le 30 août 1987, qu'on en attendait une nouvelle.

A Zurich, les revoici. Johnson est si rapide à sortir des starting-blocks qu'il en fait un faux départ. On remet ça. Et Lewis gagne, à la surprise générale. 9 s 93 pour Lewis ; Johnson 10 s pile.

n'est que troisième, battu par un autre Américain (Calvin Smith, 9 s 97).

Poignée de mains contrainte, et le Canadien s'en va. Lewis reste seul à aimer ce peuple qui l'applaudit, à rêver aux Jeux de Séoul, dans un mois, et à cette confiance retrouvée.

Carl n'avait plus battu Ben depuis le 25 août 1985. Depuis, il avait enregistré cinq défaites d'affilée, mais n'avait pas cessé son travail. Résultat : le retour, juste au bon moment, et une renaissance, avec une personnalité effacée et une popularité presque nouvelle pour lui.

Il y a quatre ans, après Los Angeles, les gens me croyaient invincible. Ben m'a battu pendant un certain temps. Cela a transformé mon image. Maintenant, on connaît autre chose de moi. Autre chose ? Un bon perdant, bonhôte, capable de redevenir un gagnant incontesté. Et le nouveau favori pour le 100 mètres des Jeux.

CLAUDE ASKOLOVITCH.

● CYCLISME : mort d'une championne néerlandaise. — La cycliste néerlandaise Connie Meijer, vingt-cinq ans, troisième des derniers championnats du monde sur route en 1987 et vainqueur de plusieurs étapes du Tour de France féminin, a été victime d'un malaise, le mercredi 17 août, pendant une course près de Rotterdam. Elle a succombé pendant son transfert à l'hôpital.

REPÈRES

Adoption

La DDASS refuse

des Témoins de Jéhovah

M. et M^{me} Frisetti, un couple de Témoins de Jéhovah qui voulait adopter un enfant, a déposé un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Besançon parce que la directrice de la DDASS du Doubs, M^{me} Brachet, a refusé leur demande d'agrément. « Je respecte vos convictions religieuses, mais j'estime que certaines prises de position de votre confession sur les problèmes de santé peuvent entraîner des risques pour l'enfant », écrit M^{me} Brachet en faisant allusion au refus de Témoins de Jéhovah de pratiquer des transfusions sanguines. Pour M. Frisetti, cette décision s'apparente à une discrimination religieuse.

Chiens

Réouverture

du cimetière d'Asnières

Fermé le 1^{er} septembre 1987 par son propriétaire (privé) qui s'estime dans l'impossibilité de financer les travaux de rénovation exigés par les pouvoirs publics, le cimetière pour chiens d'Asnières (Hauts-de-Seine) vient de rouvrir ses portes. Une ordonnance de référé rendue le mois dernier par le tribunal de Nanterre autorise cette réouverture partielle — la partie du cimetière jugée dangereuse, près des bords de la Seine, reste fermée. La ville d'Asnières doit se rendre propriétaire du cimetière le 23 octobre prochain, conformément à la procédure de classement lancée en juin 1987 par le ministère de l'équipement.

Pollution

Les ordures de Zurich incinérées à Maubeuge ?

Le Syndicat intercommunal du bassin de la Sambre (SIBS), qui exploite une usine d'incinération des ordures ménagères à Maubeuge (Nord), est en pourparlers avec la ville de Zurich (Suisse) pour l'éventuel traitement de 10 000 tonnes de déchets par an. En effet, l'usine de Maubeuge, qui a une capacité de 80 000 tonnes par an, n'a jamais dépassé 55 000 tonnes. Or la ville de Zurich, qui produit 340 000 tonnes d'ordures ménagères par an, est arrivée au seuil de saturation dans ses propres installations. C'est la préfecture du Nord qui, après enquête d'utilité publique, pourra donner le feu vert à ce contrat. Le 2 août dernier, un arrêté préfectoral avait enjoint à la SIBS de ne plus importer d'ordures des Pays-Bas, car aucune demande d'autorisation n'avait été déposée à la préfecture.

EN BREF

● La disparition de Pauline Lafont : les gendarmes n'excluent pas la thèse de la fugue. — Après avoir évoqué diverses hypothèses, dont celles d'un accident ou d'un meurtre, à propos de la disparition, le 11 août, de la comédienne Pauline Lafont, près de Saint-André-de-Valborgne (Gard), les enquêteurs semblent désormais privilégier la thèse de la fugue. « Il y a une chance sur un million pour qu'elle ait rencontré un méchant » sur le bord de la route et il faudra bien qu'elle réapparaisse un jour, a indiqué le colonel Yvon Moel, commandant le groupement de gendarmerie du Gard. C'est pourquoi nous pensons qu'elle est partie en auto-stop.

● Des armes retrouvées dans une consigne automatique. — Des armes et des explosifs ont été découverts, le mercredi 17 août, dans une consigne automatique de la gare Montparnasse à Paris, mais ce stock, selon la préfecture de police, serait « extrêmement ancien » et n'aurait pu être utilisé par des terroristes. Pré-

venus par un appel anonyme, les spécialistes du laboratoire central de la préfecture ont trouvé une grenade incendiaire, de la poudre noire, des détonateurs, quatre grenades offensives ainsi que des pistolets démontés. « Quelqu'un a peut-être cherché à se débarrasser de ces armes », a commenté un policier. Le matériel saisi a été confié à la brigade criminelle et l'enquête à M. Michel Legrand, juge parisien chargé des dossiers concernant le terrorisme.

● Quatre évasions de la prison de Fort-de-France. — Quatre détenus se sont évadés du centre de détention de Fort-de-France (Martinique), dans la nuit du dimanche, au lundi 15 août, en passant, selon la préfecture, par les toits de la prison. Deux d'entre eux, un Argentin prévenu dans une affaire de faux et un usage de faux et un homme originaire de Sainte-Lucie (île anglophone voisine de la Martinique) condamné à quinze ans de détention, ont été rapidement repris par la police. Les deux

autres évadés, deux Martiniquais, l'un qui attendait d'être jugé pour usage de stupéfiants et l'autre condamné à six ans de prison pour les mêmes motifs, étaient toujours recherchés par la police.

● Attentats à la pudeur sur mineurs de moins de quinze ans. — Le directeur du domaine de la Bussière, un centre de vacances pour adolescents installé à Dolomieu (Isère), a été inculpé, le mercredi 17 août, d'attentats à la pudeur sur mineurs de moins de quinze ans. Jean-Bernard Denis, un Lyonnais de quarante ans, a été inculpé à la maison d'arrêt de Bourgoin. De retour d'un séjour d'éducation dans ce centre géré par la Fédération Léo-Lagrange, plusieurs jeunes garçons se sont plaints auprès de leurs parents du comportement du directeur à leur égard. Quatre familles ont déposé plainte et selon certaines informations, des moniteurs du domaine de la Bussière auraient confirmé les témoignages des enfants.

Communication

En présentant le journal télévisé d'Antenne 2

Christine Ockrent revient à la télévision publique

Retour aux journaux quotidiens, et retour au service public pour Christine Ockrent. Les téléspectateurs d'Antenne 2 retrouveront en effet son visage chaque soir de semaine à partir du 12 septembre à 20 h, en remplacement du directeur de l'information d'Antenne 2, Elie Vannier, et reprendra la haute main sur le journal du soir d'Antenne 2, qui l'a rendue célèbre entre 1981 et sa démission du 29 mars 1985.

Depuis, Christine Ockrent avait renoué avec la radio sur RTL, puis au monde un enfant, et surtout tenté l'aventure du privé sur TF1. D'abord associée à la candidature d'Hachette pour la reprise de la Une privatisée, elle rejoignait l'équipe Bouygues en mai 1987, comme numéro 3 de la chaîne, avec le titre de directeur général adjoint, et l'ambition de créer de grandes émissions d'informations ouvertes sur l'international. Ce sera « Le monde en face », avec des invités prestigieux, mais des moyens inférieurs à ses espérances. Et des scores d'audience qui, ajoutés aux divergences multiples entre elle et le directeur général

de TF1, Patrick Le Lay, aboutiront à la marginalisation de la star. Bien avant sa démission de TF1 le 8 juillet dernier (le Monde daté 10-11 juillet), Christine Ockrent avait exprimé ses critiques sur la télévision commerciale, qu'elle appelait pour tant de ses vœux dès 1983 comme « l'oxygène indispensable pour que notre culture entre enfin dans l'ère médiatique ».

Revenant sur Antenne 2, avec un salaire qu'on dit inférieur de plus de moitié à celui qu'elle avait obtenu sur TF1, Christine Ockrent va pouvoir mettre en pratique ses idées sur « un service public qui comprendrait sa chance historique de renouvellement au lieu de sombrer dans le mimétisme » avec la télévision commerciale (le Monde du 9 mars).

A la direction d'Antenne 2, on précise que sa nomination n'est « en rien un désaveu du travail d'Henri Sannier » qu'elle remplace, et qui était « une bonne vedette de l'information ». Mais entre une vedette et une star, Antenne 2, qui cherche à laisser son journal du soir au niveau de celui de TF1, a choisi.

M.C.I.

Le contrôle du premier club de livres britannique

W.H. Smith cède ses parts à Bertelsmann

Le géant allemand de la communication, Bertelsmann, qui possède depuis 1986 la moitié du club de livres anglais Book Club Associates, va en prendre le contrôle complet en rachetant pour 60 millions de livres (environ 660 millions de francs) les 50 % de BCA, jusqu'ici détenus par la firme britannique W.H. Smith.

Bertelsmann devra toutefois revendre ces 50 % dans un avenir proche pour satisfaire aux exigences de la commission britannique des monopoles et fusions. Cette commission avait en effet bloqué en janvier une première tentative de Bertelsmann pour acheter la totalité de BCA, un club qui regroupe deux millions d'adhérents et affiche un chiffre d'affaires de 80 millions de livres.

A l'époque, Bertelsmann comptait revendre immédiatement à son associé français, les Presses de la Cité

(ils gèrent ensemble France Loisirs, le premier club de livres francophone, avec 4,2 millions d'adhérents), la moitié de BCA, ainsi que la moitié d'un autre club de livres britannique, Leisure Circle, que Bertelsmann possède depuis 1977. Mais cette opération avait été jugée « contraire aux intérêts du public » par la commission.

Depuis l'annonce de cette opération, à l'été 1987, le krach boursier est passé. Et Bertelsmann, qui devait payer initialement 69 millions de livres à W.H. Smith, a obtenu une baisse du prix. La firme allemande n'a toutefois pas annoncé avec quels partenaires elle était en discussion pour partager le contrôle de BCA. Leisure Circle, qui restera la propriété de Bertelsmann, continuera d'être géré de façon indépendante.

Malgré les réserves de la CNCL

Pacific FM annonce sa vente à un groupe britannique

La station Pacific FM est en cours de rachat par le groupe britannique spécialisé dans la communication Pan European Radio Holding Ltd. Pacific FM, fréquence parisienne d'une puissance de 4 kW, a commencé ses émissions le 15 septembre 1987 avec Claude Villers comme l'un des principaux animateurs. Sa marque est utilisée en franchise par une cinquantaine de stations à travers le pays.

La cession d'une radio à un groupe étranger constituerait une première en France. La loi permet à d'éventuels acheteurs membres de la CEE la prise de contrôle majoritaire d'une radio, mais la CNCL doit donner son accord pour que la fréquence change de propriétaire.

Si les dirigeants de la station considèrent l'affaire comme acquise, la CNCL n'a pas encore donné son feu vert à cette vente, qui devait normalement être officialisée début septembre. Un communiqué en date du 17 août indique qu'« il est tout à

fait inexact d'affirmer comme Pacific FM l'a annoncé que cette acquisition a été déjà autorisée par la commission ». La CNCL a, semble-t-il, posé certaines conditions pour donner son accord : l'assurance que la radio restera de langue française et l'ouverture ultérieure de 47 % de son capital à des actionnaires français.

« Les syndicats de TDF et le satellite. — Alors que le gouvernement s'apprête à trancher le sort du satellite de télédiffusion directe, les syndicats CGT, CFDT, CGC et FO de Télédiffusion de France appellent les personnels à se mobiliser et à se préparer à résister. Les organisations professionnelles de la société craignent en effet que le gouvernement ne confie à France Telecom l'exploitation d'un satellite conçu et étudié depuis dix ans par TDF. Elles annoncent qu'elles « n'accepteront pas sans réagir une décision qui priverait TDF de toute perspective d'avenir ».

Sécurité routière

Pendant le week-end du 15 août

Plus de deux mille permis de conduire suspendus

Entre le vendredi 12 août et le lundi 15 août, 2 426 suspensions de permis ont été décidées, indique une statistique du ministère de l'intérieur portant sur l'ensemble des départements français.

Sur ce total, 1 128 permis ont été suspendus sur-le-champ par les préfets ou leurs représentants.

Les suspensions (d'une durée inférieure ou égale à deux mois) pour excès de vitesse ou non-respect d'un stop sont au nombre de 570 et pour conduite en état d'ivresse (suspension pouvant atteindre six mois) au nombre de 724.

En outre, pour l'ensemble de la France, 18 205 procès-verbaux ont été dressés durant ce week-end du 15 août par les services de police et de gendarmerie.

Etendu à toute la France en septembre

L'apprentissage anticipé de la conduite automobile dès seize ans

Dès le mois de septembre, tous les jeunes de seize à dix-huit ans pourront pratiquer « l'apprentissage anticipé de la conduite automobile ». Cette procédure, expérimentée depuis quatre ans dans certains départements, sera étendue à toute la France.

Elle consiste à faire suivre aux jeunes des cours d'auto-école dès seize ans puis à les autoriser à piloter avant dix-huit ans, c'est-à-dire avant l'âge du permis, à condition de rouler sous la surveillance d'un conducteur confirmé.

Il a été établi que le préapprentissage facilite l'obtention du permis et diminue les risques d'accident. Aussi les jeunes conducteurs « préformés » ont-ils droit à une diminution de moitié de leur surprime d'assurance pour la première année et à la suppression complète de cette « pénalité » pour la seconde année de conduite sans accident.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Annie DODE,
Jean-Luc PROLET
et Jérôme

ont la joie d'annoncer la naissance de

Amélie

113, avenue de Chabouil,
26000 Valence.

— M. et M^{me} Deysson-Boussou
annoncent la naissance de

Jean

le 14 août 1988.

Le Médoc-Scine.

— Dominique SERET-BÉGUE
et

Jean-Michel BÉGUE

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Pauline

à Paris, le 28 juillet 1988.

111, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

Décès

— Bar-le-Duc. Nancy.

Agathe Barbier
et Michel Pascal.

Etienne Barbier,
Pascal Barbier,
Georges Barbier,
ses enfants,

Laurent Pascal,
son petit-fils.

Les familles Lagarde, Roy, Tassin,
Dumont, Devillon,
ses frères et sœurs,

M^{me} Georges Barbier,
sa belle-mère,

Tout le parenté
et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline BARBIER,
née Roy,

survenue le 17 août 1988, à l'âge de
soixante-trois ans.

Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 19 août, à 15 heures, en l'église
Saint-Etienne de Bar-le-Duc.

L'offrande tiendra lieu de con-
doléances.

Ils rappellent à vos prières ses époux,

M. Jean BARBIER,
décédé le 20 janvier 1988.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

31, rue de la Résistance,
55000 Bar-le-Duc.

— Versailles. Saint-Cloud.

M. Philippe Bertin-Mouroit,
M^{me} Agathe Bertin-Mouroit,
sa femme,

M. et M^{me} Roger Troddé,
ses parents,

Les familles Troddé, Delaunay, Guent,
Bertin-Mouroit,

ont la douleur de faire part du décès
subit de

M^{me} Philippe BERTIN-MOUROIT,
née Monique Troddé,

rappelée à Dieu le 16 août 1988, à
Saint-Benoît-d'Hebertot (Calvados).

La cérémonie religieuse sera célébrée
ce jeudi 18 août, à 16 heures, en l'église
Notre-Dame des Aïres, avenue Alfred-
Belmontet à Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue de l'Orangerie,
78000 Versailles.

— M. Elias Prieto,
son mari,

M^{me} Jacques Le Guillard, née Anto-
nia Prieto,

sa fille,

M. Jacques Le Guillard,
son gendre,

M^{me} Agnès et Anne Le Guillard,
ses petites-filles,

Sébastien, Nathalie, Isabelle, San-
drine,
ses petits-enfants,

Ses cousins, cousinses,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MILLANVOYE,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
croix du combattant volontaire
1939-1945,

survenue le 13 août 1988, à l'âge de
soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 19 août, à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Clugnacourt, place
Jules-Joffrin, Paris (18^e), où l'on se réu-
nira, suivie de l'inhumation au cimetière
parisien de Saint-Ouen, dans le caveau
de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

211, rue Champlainot,
75018 Paris.

— M. Elias Prieto,
son mari,

M^{me} Jacques Le Guillard, née Anto-
nia Prieto,

sa fille,

M. Jacques Le Guillard,
son gendre,

M^{me} Agnès et Anne Le Guillard,
ses petites-filles,

Sébastien, Nathalie, Isabelle, San-
drine,
ses petits-enfants,

Ses cousins, cousinses,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Elias PRIETO,
né Petra Soto,

survenue à Madrid, le 6 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité le 7 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Bernard Rasser
et ses fils Gabriel et Camille,
Le docteur et M^{me} Maurice Bouchet,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M. Auguste Rasser
et leurs enfants,

font part du décès accidentel, le 9 août
1988, à Puerto-de-San-José (Guate-
mala), de leur épouse, mère, fille et
belle-fille,

docteur Louis DEFAIX.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13710 Furvaux.
Le Mouleau, 33120 Arcachon.

— M. et M^{me} Louis Holtz,
M. et M^{me} François Holtz,
M. Jean-Marie Holtz,
M. et M^{me} Maxime Holtz,
Leurs enfants Cécile, François,
Alexis, Magdalène, Xavier, Nathalie et
Grégoire,
M. et M^{me} André Holtz,
M. et M^{me} Gérard Holtz,
Les familles Aubert, Dubois, Guil-
lou, Sagnes et Vinas,
parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François HOLTZ,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandant de réserve,
ancien chef de cabinet de M. Ph. Omni,
ministre de la construction
et de l'urbanisme,
secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

survenue à Villacoublay (Hérault), dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de
Villacoublay, le 10 août 1988.

Villacoublay,
34700 Lodève.

— La direction et le personnel de
Vredetelco France
ont le regret d'annoncer le décès de

M. Michel HUGON,
survenue le 9 août 1988.

A sa veuve, ses enfants, sa famille et
ses proches, nous adressons nos très sin-
cères condoléances.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Joseph KORFAN,
née Marthe HAZAN,
survenue le 7 août 1988, à Paris.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité.

— M^{me} Odette Millanvoye,
son épouse,

M^{me} Marie Millanvoye,
sa mère,

Jean et Françoise Millanvoye,
Jean-Baptiste et Jocelyne La Porte,
Jacky et Christine Fison,
Jacques et Martine Millanvoye,
ses enfants,
Sébastien, Nathalie, Isabelle, San-
drine,
ses petits-enfants,

Ses cousins, cousinses,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MILLANVOYE,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
croix du combattant volontaire
1939-1945,

survenue le 13 août 1988, à l'âge de
soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 19 août, à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Clugnacourt, place
Jules-Joffrin, Paris (18^e), où l'on se réu-
nira, suivie de l'inhumation au cimetière
parisien de Saint-Ouen, dans le caveau
de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

211, rue Champlainot,
75018 Paris.

— M. Elias Prieto,
son mari,

M^{me} Jacques Le Guillard, née Anto-
nia Prieto,

sa fille,

M. Jacques Le Guillard,
son gendre,

M^{me} Agnès et Anne Le Guillard,
ses petites-filles,

Sébastien, Nathalie, Isabelle, San-
drine,
ses petits-enfants,

Ses cousins, cousinses,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Elias PRIETO,
né Petra Soto,

survenue à Madrid, le 6 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité le 7 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Bernard Rasser
et ses fils Gabriel et Camille,
Le docteur et M^{me} Maurice Bouchet,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M. Auguste Rasser
et leurs enfants,

font part du décès accidentel, le 9 août
1988, à Puerto-de-San-José (Guate-
mala), de leur épouse, mère, fille et
belle-fille,

docteur Louis DEFAIX.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13710 Furvaux.
Le Mouleau, 33120 Arcachon.

— M. et M^{me} Louis Holtz,
M. et M^{me} François Holtz,
M. Jean-Marie Holtz,
M. et M^{me} Maxime Holtz,
Leurs enfants Cécile, François,
Alexis, Magdalène, Xavier, Nathalie et
Grégoire,
M. et M^{me} André Holtz,
M. et M^{me} Gérard Holtz,
Les familles Aubert, Dubois, Guil-
lou, Sagnes et Vinas,
parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François HOLTZ,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandant de réserve,
ancien chef de cabinet de M. Ph. Omni,
ministre de la construction
et de l'urbanisme,
secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

survenue à Villacoublay (Hérault), dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de
Villacoublay, le 10 août 1988.

Villacoublay,
34700 Lodève.

— La direction et le personnel de
Vredetelco France
ont le regret d'annoncer le décès de

M. Michel HUGON,
survenue le 9 août 1988.

A sa veuve, ses enfants, sa famille et
ses proches, nous adressons nos très sin-
cères condoléances.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Joseph KORFAN,
née Marthe HAZAN,
survenue le 7 août 1988, à Paris.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité.

— M^{me} Odette Millanvoye,
son épouse,

M^{me} Marie Millanvoye,
sa mère,

Jean et Françoise Millanvoye,
Jean-Baptiste et Jocelyne La Porte,
Jacky et Christine Fison,
Jacques et Martine Millanvoye,
ses enfants,
Sébastien, Nathalie, Isabelle, San-
drine,
ses petits-enfants,

Ses cousins, cousinses,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MILLANVOYE,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
croix du combattant volontaire
1939-1945,

survenue le 13 août 1988, à l'âge de
soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 19 août, à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Clugnacourt, place
Jules-Joffrin, Paris (18^e), où l'on se réu-
nira, suivie de l'inhumation au cimetière
parisien de Saint-Ouen, dans le caveau
de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

211, rue Champlainot,
75018 Paris.

— M. Elias Prieto,
son mari,

M^{me} Jacques Le Guillard, née Anto-
nia Prieto,

sa fille,

M. Jacques Le Guillard,
son gendre,

M^{me} Agnès et Anne Le Guillard,
ses petites-filles,

Sébastien, Nathalie, Isabelle, San-
drine,
ses petits-enfants,

Ses cousins, cousinses,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Elias PRIETO,
né Petra Soto,

survenue à Madrid, le 6 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité le 7 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Bernard Rasser
et ses fils Gabriel et Camille,
Le docteur et M^{me} Maurice Bouchet,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M. Auguste Rasser
et leurs enfants,

font part du décès accidentel, le 9 août
1988, à Puerto-de-San-José (Guate-
mala), de leur épouse, mère, fille et
belle-fille,

docteur Louis DEFAIX.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13710 Furvaux.
Le Mouleau, 33120 Arcachon.

— M. et M^{me}

Les mille rêves de Thornton Wilder

La Chine, la Grèce, Dante et Shakespeare
composaient le livre intérieur
de ce romancier passionnément érudit.

QUAND les histoires de la littérature n'omettent, tout bonnement, de rappeler l'existence d'un romancier et dramaturge Thornton Wilder, elles ne lui consacrent que peu de lignes, en général pour le classer parmi les disciples de Gertrude Stein, et parfois elles l'expédient au moyen de quelque phrase étouffée du genre « cosmopolite, membre du groupe de la Génération perdue ».

La raison de cette attitude, où il entre autant de mépris que de simple ignorance, est sans doute à chercher dans le fait que Thornton Wilder était avant tout un lettré, peut-être le seul romancier américain lettré si l'on excepte Edmund Wilson. Et le seul en tout cas qui ait tissé toute une œuvre sur le canevas d'une culture personnelle faite de cultures entrecroisées.

Pour ce qui est de la Génération perdue, ce parfait contemporain de Hemingway et de Scott Fitzgerald n'en fit pas partie — elle ne constituait d'ailleurs jamais un groupe. On connaît l'origine de cette expression : ayant entendu son garagiste apostropher de la sorte : « Vous êtes tous une génération perdue ! » l'employé malade qui, à cause de la guerre, ne savait pas réparer les moteurs, Gertrude Stein s'empressa de jeter le mot à la figure du tout jeune Hemingway. Parce que, disait-elle, lui et ses amis, qui sortaient des tranchées, se tuaient à boire, alors qu'il leur fallait apprendre à écrire.

Quant à l'influence que Gertrude Stein aurait exercée sur Wilder, elle est très difficile à déceler dans son œuvre, si toutefois on peut parler de la jeune polyglotte arpenteuse de bibliothèques qui vécut à Paris au seuil des années 20 et fut plus attirée par la sévérité de gardienne du temple qui caractérisait l'Américaine que par la frimousse de Kiki de Montparnasse, madone de la Coupole.

Né en 1897, dans le Wisconsin, Thornton Wilder avait neuf ans

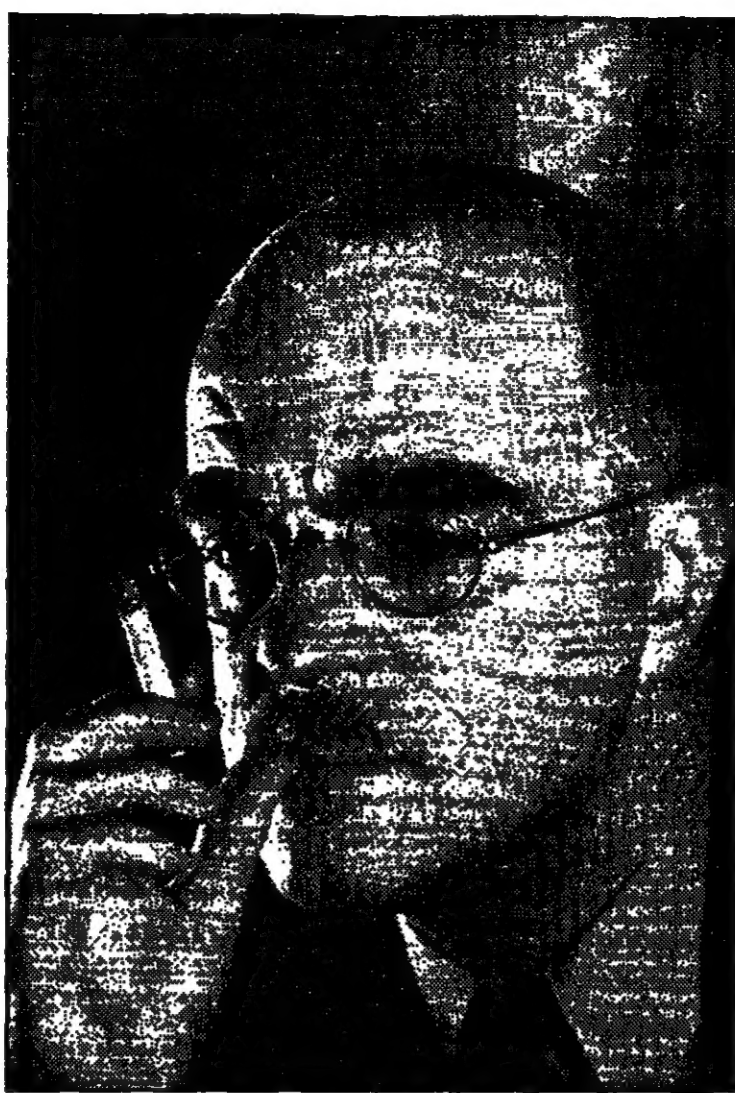
lorsque son père, nommé consul en Chine, l'y emmena pour de longues années. Il y fit des études que, de retour au pays natal, il termina à Yale, l'excellent helléniste, latiniste, germaniste et très bon connaisseur de Dante qu'il était déjà passant ensuite à Princeton pour parfaire son français. Cette lacune comblée, il s'embarqua pour Rome, où il allait tâter de l'archéologie — l'une des neuf vocations qui le hantèrent s'il faut en croire le narrateur de *Mr. North* qui est, de façon pudique, son double. Ce fut la troisième, mais la plus importante.

En effet, c'est en effectuant des fouilles dans la campagne romaine, en découvrant une route avec ses bornes et ses ornements millénaires que Wilder eut son « illumination » : il imagina, comme s'il était parmi eux, les milliers de gens qui étaient passés par là — « des gens qui riaient ou se faisaient du souci, des gens pleins de projets ou habillés par le chagrin... »

Un désespoir poli

Cela suffit à le libérer des perplexités métaphysiques, à faire resurgir dans son esprit une sagesse toute orientale, que la Chine avait dû lui inculquer à son insu et qui serait le sous-bassement philosophique — jamais explicite — d'une œuvre empreinte de finesse, de drôlerie, où perce entre les lignes un désespoir poli qui serait la transcription occidentale de cette même sagesse.

Si le roman constitue l'essentiel de ce qu'il faut retenir de lui, ce fut le théâtre qui rendit Wilder mondialement célèbre, avec *Notre petite ville* (1938) — pièce sans décor où un compère commente pour le public les propos des personnages — et avec *La Peau de nos dents* (1942), inspirée du *Finnegans Wake* de Joyce. Cette pièce, très ambitieuse, ne retraçait rien de moins que l'his-



Thornton Wilder par Glélie Fremont.

toire de l'humanité depuis son éviction du jardin d'Eden, à travers l'existence d'un couple américain et de leur bonne...

Thornton Wilder avait vingt-neuf ans quand il publia son premier livre, *La Cabale*, version encore jacobiniste mais déjà presque feline, d'une Rome où des millionnaires excentriques du Nouveau Monde côtoient des aristocrates ruinés et des gens de robe — rouge, bien sûr, — plus à l'aise dans la liturgie des salons que dans celle qui leur est propre.

Un an plus tard, le romancier donnait déjà un chef-d'œuvre laconique, ce *Pont du roi Saint Louis* qui lui valut le premier des trois prix Pulitzer qu'il obtiendra dans sa carrière, les deux autres ayant couronné les pièces de théâtre déjà citées.

Wilder y raconte l'enquête menée par un ecclésiastique sur la vie des cinq personnes qui furent précipitées dans un gouffre, dans les débuts du dix-huitième siècle au Pérou, alors qu'elles passaient sur un pont en osier tressé par les anciens Incas. Trouvant que la théologie tardait trop à prendre rang parmi les sciences exactes, le religieux croyait pouvoir déchiffrer les mystérieux décrets de la Providence s'il arrivait à reconstituer par le menu la vie des victimes...

Cela nous vaut des personnages extraordinaires, notamment la richissime marquise de Montemayor. Parce qu'elle est de basse extraction, sa fille bien-aimée l'a quittée pour s'en aller briller à la cour d'Espagne. A la suite de quoi la marquise — sa perruque rousse de travers, les pommettes remplies de fard, le pas hésitant à cause de l'alcool — ne manque pas une occasion de fréquenter la cour du vice-roi, les salons et les théâtres, cueillant où elle le peut des potins pour nourrir les lettres qu'elle envoie à sa fille, dans l'espoir d'éveiller l'intérêt sinon l'affection de celle-ci. La marquise devient ainsi le Saint-Simon de la vice-royauté, et une autre Sévigné.

Mais elle n'est pas la seule à gagner l'adhésion immédiate du lecteur : les frères jumaux qui, sans y penser, s'imposent de façon réciproque une espèce d'esclavage amoureux sont très troublants. Et que dire de la Périphole qui entre et sort de ce livre à son gré, l'éventrant et le fermant comme un éventail, dans un tourbillon de dentelles noires et de fleurs rouges, avec cette fureur passionnée qu'un jour lui prêtera Anna Magnani dans le *Carrosse d'or* de Renoir ?

HECTOR BIANCHIOTTI.
(Lire la suite page 11.)

Un art de la déception

LES nouvelles de Sergi Pàmies sont fermées sur elles-mêmes. Elles sont comme recouvertes d'une membrane qui leur permet de diffuser vers le lecteur un flux intense d'émotions, d'images, d'effluves lourds et électriques, mais qui interdit à ce même lecteur de pénétrer le secret de leurs pouvoirs. Pour tenter de saisir l'essence de leur charme, mieux vaut faire un détour par ce qu'elles ne sont pas.

Écrites en catalan par un écrivain barcelonnais qui est né à Paris en 1960 et a vécu à Genève jusqu'à l'âge de

seize ans, les nouvelles de Sergi Pàmies sont fermées sur elles-mêmes. Elles sont comme recouvertes d'une membrane qui leur permet de diffuser vers le lecteur un flux intense d'émotions, d'images, d'effluves lourds et électriques, mais qui interdit à ce même lecteur de pénétrer le secret de leurs pouvoirs. Pour tenter de saisir l'essence de leur charme, mieux vaut faire un détour par ce qu'elles ne sont pas.

Mais ces belles, trop belles machines narratives, Pàmies les détraque avec une superbe impertinence. Alors que nous attendons qu'il se passe quelque chose, il s'ingénie à ce que rien n'arrive. Si ces nouvelles sont à la fois si chargées d'humour et d'humour, si elles laissent un goût tenace d'amer-tume et de désenchantement, elles le doivent à un art obstiné de la déception : rien, même les événements les plus étranges, même les rêves les plus fous,

Jeune nouvelliste catalan,
Sergi Pàmies
écrit la gueule de bois
des jours ordinaires.

douze ans, les nouvelles rassemblées dans *Aux confins du fricandeu* ne font aucune référence à la Catalogne, ni même à l'Espagne contemporaine. Elles n'ont pas de lieu — si ce n'est celui d'une condensation mythique et hasardeuse d'individus qu'on nommerait la Ville — et pas de mémoire. Elles surgissent d'un présent sans passé défini et se referment sur une absence d'avenir. Les histoires de Pàmies condensent l'Histoire comme une incongruité.

Ces récits très courts — cinq ou six pages au maximum — tournent également le dos à la rhétorique de l'attente et de la chute sur laquelle se construit généralement la nouvelle. Au lieu de tendre comme il se doit le ressort dramatique, Pàmies en organise minutieusement la débâcle. Les premières lignes de ses textes accumulent des éléments — réalistes ou fantastiques — qui, entre les mains d'un conteur habile, offriraient la matière à des développements drôles ou tragiques du plus bel effet : un vieillard assure sa subsistance en vendant, en gros ou en détail, ses souvenirs ; un distributeur automatique n'accepte de vomir ses billets de banque que si le demandeur justifie d'un bon usage de son argent ; un

même les rencontres les plus inattendues ne peut parvenir à ébranler la façade ordinaire des jours comme les autres. La Ville, la vie, la médiocrité des sentiments, ont raison de toutes les révoltes et de toutes les espérances.

Les nouvelles de Pàmies sont semblables à des petits verres d'alcool très fort, très sec que l'on avale les soirs de spleen pour donner un peu de couleur et de chaleur à l'existence. Leur avenir indéfinissable est la gueule de bois, le malaise des entrailles, le rappel impérieux de ces lois du corps auxquelles nous ne pouvons pas davantage nous soustraire qu'à celle de notre propre pesanteur : « Il s'éloigna du bar avec l'estomac plein de matières bénignes, métaphores en forme de place à la pistache, triangles et assiettes de galettes chinoises, guignes émergeant d'une tarte au fricandeu, autoportrait d'un beignet marin savourant la paille d'un biscuit imbibé de chocolat. Déguillée de fraise aux confins du glucose. »

PIERRE LEPAPE.

* AUX CONFINES DU FRICANDEAU, de Sergi Pàmies, traduit du catalan par Anne Bragance, éd. Jacqueline Chambon, 104 p., 64 F.

Le chemin Nietzsche

De la mer au village d'Eze, près de Nice,
une promenade sur les traces de Frédéric Nietzsche.

« *Il me faut la lumière, l'air de Nice, il me faut la baie des Anges* », écrivait Nietzsche. J'ai expérimenté presque simultanément l'air de Leipzig de Munich, de Florence, de Gènes : Nice a triomphé de ce concours. Moi qui ai du sang de taupe et d'Hamlet dans les veines, me voici revenu à Nice, c'est-à-dire à la raison. J'entends sonner dans l'air quelque chose de vainqueur et de sur-européen, une voix qui me donne confiance et me dit : « Ici tu es à ta place. »

Cette ville, avant que la folie ne le frappe, le 3 janvier 1889 à Turin, quand il vit un charretier rouler de coups un vieux cheval épuisé, Nietzsche l'habita à plusieurs reprises, dans la plus grande discrétion. Ses domiciles successifs ? Toujours des pensions modestes, toujours loin des quartiers cosmopolites et mondains, toujours dans la vieille cité ou dans son immédiate périphérie, au milieu du petit peuple. Il fréquentait les librairies, découvrant avec intérêt Maupassant, le journal des Goncourt, Baudelaire. Et il se promenait dans la ville, bien sûr,

le long du rivage, sur les hauteurs du Château, que Louis XIV démantela contre l'avis de Vauban (ce qui reste du donjon porte le nom de Frédéric Nietzsche), mais aussi vers Menton, le Cap-Ferrat, Villefranche-sur-Mer...

Cet être incandescent, cet errant solitaire fanatique de probité, cet astre fulgurant avec « son air de sortir d'un pays où personne n'habite », comme le constatait déjà son ami de jeunesse Erwin Rohde, rencontrait en ces lieux l'état de méditation profonde qui orientait le feu de ses pensées et gouvernait son esprit passionné qui le torturait tant.

« Le corps est enthousiasmé »

La montée vers Eze l'attirait plus particulièrement. Il le confiait dans *Ecce homo*. Après avoir parlé de « paysages sanctifiés par des moments inoubliables », il note à propos du troisième Zarathoustra (...) : « La partie décisive, qui porte le titre : « Des vieilles et des nouvelles tables »,

fut composée pendant une montée des plus pénibles de la gare au merveilleux village maure d'Eze, bâti au milieu des rochers. L'agilité des muscles fut toujours la plus grande chez moi lorsque la puissance créatrice était la plus forte. Le corps est enthousiasmé (...). Je pouvais alors, sans avoir la notion de la fatigue, être en route dans les montagnes, pendant sept à huit heures de suite. »

D'imaginer Nietzsche coureur de sentes, grimpaillant dans une nature « à l'insolente beauté », ne suffit pas à tous les dévots de l'incorruptible vagabond, qui avait : « Le moindre fil de soie m'est plus insupportable qu'il ne l'est une chaîne et un bout de plomb. » Certains nietzschéens souhaitent aussi affronter la pente raide qui conduit au nid d'aigle d'Eze, connaître l'exaltation et l'apaisement nés d'un sentiment, fut-il fugace, de liberté. Ils viennent parfois d'autres continents : d'Asie, d'Amérique. Il est vrai que, outre l'attrait du pèlerinage, la balade ne peut les décevoir.

Le chemin Nietzsche démarre donc de la Basse-Corniche, à Eze-

sur-Mer, distant d'une dizaine de kilomètres de Nice. Durant une ou deux heures (selon la fantaisie du marcheur), ce ne sera qu'émerveillement. La montagne est odorante. Le sentier est si raide qu'on a l'impression de s'élever en avion. En bas, la mer lumineuse, chatoyante, au prisme inlassable. Au-dessus, à droite, à gauche, le déploiement des monts et des vallées, les austères aridités du sud, la grande fête du ciel. Au loin, d'un côté, l'Italie, de l'autre, la Provence. Le soleil chauffe la roche à blanc depuis le commencement des temps.

Le promeneur, pour cause d'essoufflement ou non, s'arrête. Il semblerait qu'il essaie de se repaître des sensations qu'il éprouve, d'en conquérir d'autres, et qu'il répugne à brusquer ses gestes de peur que plaisir et émotion ne versent comme d'un récipient trop plein. Un train quitte Beaulieu, cette « section terrestre du paradis », selon les mots prononcés par Léopold II, roi des Belges, quand, pour la première fois, il vit ce village de pêcheurs.

LOUIS NUCERA.
(Lire la suite page 10.)

Henri
THOMAS



Un détour par la vie

roman

« Rien n'est plus discret, plus subtil, plus insidieux que ce roman étrange et impalpable... C'est beau et lugubre, déchirant et secret. Aux antipodes des trompettes de la renommée. »

Paul Corentin/Télérama

GALLIMARD *nrf*

● LETTRES AMÉRICAINES

Les dérives triomphales de John Fante

Dans les livres de Fante, il y a la vie — sa vie — et l'écriture. Tout le reste est du cinéma...

Si Gide avait lu John Fante, il n'aurait jamais osé écrire qu'on ne fait pas de bonne littérature avec des bons sentiments. On fait de la bonne littérature, quand on est écrivain, avec tout. Le bon et le mauvais, le larmoyant et le joyeux, l'extraordinaire et le banal, le vrai et le faux, le mort et le vivant. John Fante, pour écrire ses livres, a puisé exclusivement dans les événements de sa vie. Dans ses souvenirs de fils de bûcheron italien émigré dans les profondeurs de l'Amérique rurale, dans les péripéties de sa carrière d'écrivain aux manuscrits régulièrement refusés, dans les récits burlesques et féroces de ses exploits de scénariste mercenaire dans la jungle mirifique et misérable des studios de Hollywood.

Ce professionnel de l'histoire troussée à la commande, du mélodrame social retravaillé en comédie sentimentale au hasard des distributions et des négociations de contrat, ce tailleur en scripts prêts à porter, capable de sauter sans état d'âme ni panne de style d'un thriller spaghetti à un péplum maya, a toujours, dans son activité d'écrivain, refusé d'inventer, de broder, d'embellir ou de dramatiser. Dans ses livres il y a la vie — celle qu'il connaît, la sienne — et il y a l'écriture. Tout se passe exclusivement entre ces deux partenaires. Tout le reste est du cinéma, c'est-à-dire pour Fante, qui, comme la plupart des écrivains salariés par Hollywood, méprisait ce métier, des trucs, des

ficelles, des décors de stuc, des conventions. Rien de bien sérieux.

C'est pourtant grâce à Hollywood et au cinéma que John Fante va connaître le succès et, pour quelques années, l'aisance. Dans la préface très nourrie qu'il a écrite pour la traduction de *Pleins de vie*, Philippe Garnier — à qui l'on doit pour l'essentiel la découverte en France du génie de Fante — rappelle que ce livre que le romancier considérait comme mineur fut acheté sur épreuves pour 40 000 dollars par Stanley Kramer pour un film qui ne se fit en fin de compte que cinq ans plus tard et avec une autre maison de production. Ce qui permit à Fante non seulement d'échapper à la pauvreté à laquelle le condamnaient l'insuccès public de ses autres livres mais encore d'obtenir de Hollywood un statut de forcé de la plume sensiblement plus rémunérateur.

Le combat contre les termites

Garnier souligne également, interview de l'épouse de Fante, Joyce, à l'appui que *Pleins de vie* ne fut écrit que sous l'empire de la nécessité financière. Ce qui explique peut-être pourquoi Fante enregistrerait le succès de ce livre avec une sorte de rage amère. Nous n'avons pas, nous, à entrer dans de telles considérations. Pas davantage nous ne pouvons faire payer à *Pleins de vie* les mau-

vaises raisons politiques et moralisatrices qui lui valurent son succès et les faveurs des producteurs en pleine période de réaction maccarthyste.

Cette histoire d'une vieille maison familiale infestée de termites et du combat qu'entreprend contre eux un père — l'inégalable Arturo Bandini — dont l'épouse chérie attend son premier enfant épuisé de tendresse farouche et de piété bon enfant pour faire fondre les cœurs des lecteurs bien-pensants du *Reader's Digest*.

Mêmes les aventures du père de Bandini, le vieux menuisier venu réparer le plancher de la cuisine et qui passera le plus clair et le plus joyeux de son temps à se saouler de vin, participant de ce touchant folklore de l'immigration italienne qui vous éloignait sagement des dangereuses élucubrations des intellectuels buveurs d'eau et porteurs d'idées rouges.

Et c'est vrai que *Pleins de vie* ne manie ni l'humour ni l'émotion au niveau du cortex cérébral. Fante frappe au cœur, aux tripes et au plexus solaire, jamais à la tête. Il n'écrit pas comme un ingénieur mais comme un paysan, sensible à la densité des choses et au lent travail du temps. Il n'argumente ni ne démontre mais cherche les moyens de rendre au plus près, au plus juste, au plus vibrant, le plein de la vie avec sa charge de pulsions contradictoires, de dérapages contrôlés, de dérives triomphales et de victoires désolées.

Et si le lecteur est ému, si les anxiétés et les paniques éperdues de Bandini le font à la fois s'esclaffer de rire et s'humecter comme une cousette, c'est simplement parce que John Fante a atteint le but que se fixent les artistes les plus ambitieux : imiter la vie.

P. L.

★ *PLEINS DE VIE*, de John Fante, préface de Philippe Garnier, traduit de l'anglais (États-Unis) par Eric Matthiessen, Christian Bourgois, 220 p., 80 F.

Le dernier visage de Fitzgerald

Les ultimes tentations d'un homme vaincu pour conjurer l'infortune

LORSQU'ON lit Francis Scott Fitzgerald, on se surprend à imaginer la silhouette qui fut la sienne. Sans doute est-ce parce que ses écrits, sous le couvert de l'imaginaire, semblent vouloir, bien plus que d'autres encore, nous confesser l'histoire d'une vie : la sienne. Ainsi naît cette curiosité, somme toute pardonnaible, de découvrir quel visage se cache derrière ces héros au destin fracassé, tantôt lyriques, tantôt cyniques, mais qui toujours favorisent des rêves secrets.

En 1924, Francis Scott pose pour une couverture de magazine au côté de sa femme, Zelda. Il est alors si jeune, et déjà au faite de sa gloire... Ses allures sont celles d'un dandy, et son regard à l'expression orgueilleuse de celui qui a su se venger d'une enfance malheureuse. Il incarne alors le modèle d'une époque : celle des années folles, mais aussi de la « génération perdue », ainsi que la surnomme, plus lucidement, Gertrude Stein.

Une autre image dix ans plus tard : c'est la deuxième photographie de presse du couple. Fitzgerald est toujours digne, élégant, mais ses yeux tombent légèrement comme ceux d'un homme vaincu. Et son regard, cette fois, exprime une insupportable détresse : celle d'un homme qui s'est laissé prendre au piège de ses propres émotions.

Mais la nature même de sa sensibilité ne lui prédisait-elle pas les plus sombres dénouements ? Qui peut en effet prétendre aspirer au bonheur absolu, sans devoir un jour en connaître son revers : l'infortune extrême. Et Francis Scott Fitzgerald était, comme il l'écrit lui-même, doté d'une « exceptionnelle capacité d'illusion ».

C'est donc en 1935 qu'il entreprend d'écrire, ce qui devait devenir, après *Love Boat* et *Entre trois et quatre* (1), un troisième et dernier volume de nouvelles, que l'on publie aujourd'hui en France : *Love Boat III - Fleurs interdites*. Ce recueil, souvent inégal — et



Scott Fitzgerald en 1935.

composé à des fins alimentaires, — transmet cependant une émotion particulière. Elle nous renvoie en effet au dernier chapitre de sa vie : cinq années pendant lesquelles, malade et oublié par ceux qui l'avaient naguère adulé, il noyait dans l'alcool les féroces désillusions de l'existence et tentait péniblement de continuer à écrire.

Et c'est, encore ici, son parcours qu'il nous retrace, lorsqu'il décrit les déboires de Jason, le héros de *Regarde le pauvre poon* : Jason qui fut un jour riche et aimé, et qui a tout perdu. Jason qui tente, dans un ultime sursaut, de masquer son désarroi devant le seul être qui ne l'ait jamais trahi : sa petite fille.

Faut-il encore voir Fitzgerald dans le personnage de *Nouveaux Genres* ? Cet homme qui, au retour d'une longue absence, se retrouve désemparé dans un uni-

vers qu'il ne reconnaît plus comme le sien ? C'est ce souvenir obsédant d'un passé à jamais disparu et le sentiment oppressant de l'éternelle fuite du temps qui reviennent au fil des nouvelles, comme une discrète mais terrible litanie.

Seulement Jason, après maintes épreuves, retrouvera le goût du bonheur ; et le héros de *Nouveaux Genres* rencontrera l'amour fou. Parce que Scott Fitzgerald, au bord du précipice, savait toujours, d'une pirouette élégante, ressusciter les illusions perdues. Il était un magicien de la littérature : sa seule raison d'être.

FLORENCE BAROLLA.

★ *LOVE BOAT III - FLEURS INTERDITES*, de Francis Scott Fitzgerald, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicole Tisserand, Belfond, 366 p., 98 F.

(1) Belfond.

Les mille rêves de Thornton Wilder

(Suite de la page 9.)

On ne saurait trop conseiller à qui ne connaît pas Wilder de lire d'abord le *Pont du roi Saint Louis* ou bien ces *Idees de mars* (1), dont le cadre est la Rome de Jules César et qui se composent de lettres signées par l'empereur, Cléopâtre, Catinelle, Brutus... C'est ensuite seulement qu'il faudrait entamer la lecture de *Mr. North*. Récentement traduit en français, ce livre fut publié avec un immense succès deux ans avant la mort de Wilder survenue en 1975, et John Huston en tira un scénario que son fils Dany devait tourner avec Lauren Bacall et Robert Mitchum.

Le romancier a agencé entre elles, selon son habitude, de nombreuses histoires qui se déroulent dans un décor unique, Newport, pendant une période de quatre mois, en 1926. Le narrateur est un jeune professeur qui, ayant abandonné l'enseignement, donne des leçons de tennis aux membres de la bonne société avant de devenir lecteur à domicile pour vieux milliardaires bibliophiles et polyglottes.

Chaque précision donnée sur la vie du narrateur correspond exactement à la biographie de Thornton Wilder. Et si la plupart des récits qui composent l'ouvrage sont assez longs — comme s'il ne restait plus à l'auteur le temps de faire court, — ils sont toujours sauvés par les portraits qu'il trace et les réflexions qu'il fait.

On n'oubliera pas le vieillard qui rêve de fonder une académie de savants pour accueillir, jusqu'à la fin de leur vie, Whitehead et Bertrand Russell, Benedetto Croce et Bergson, Unamuno, Ortega y Gasset et Wittgenstein. Et non plus le jeune faussaire qui fournit aux collectionneurs tous les manuscrits qu'ils souhaitent, ceux de Poe, d'Emerson ou de la famille d'Henry James au grand complet, à commencer par le père, commentateur de Swensonborg.

Et comment ne pas être happé par cet autre génie adolescent qui, étant devenu infirme lorsqu'il était bébé, lit Spinoza et Descartes dans le texte, et sollicite les services de North pour approfondir son interprétation de la *Divine Comédie*...

Langues mortes et cités en ruine

Autrement dit, les scènes les plus délectables sont celles où Wilder le lettré donne libre cours à son érudition. On le voit en revue ses lectures, trouvant ici une ligne d'Homère qui lui en rappelle une autre de Goethe comparant plus loin les diverses intonations d'une métaphore au cours des siècles ; s'amusant à avec les surprises de l'étymologie, qui ne nous apprend que ce que les mots ne veulent plus dire ; constatant enfin qu'une langue morte ne diffère pas trop d'une cité tombée en ruine...

On sent que Wilder utilise la fiction pour glisser ce qui lui a toujours tenu à cœur : la littérature, la pensée exprimée de telle manière que chaque mot semble avoir été attendu de toute éternité dans la phrase. On sent que Wilder, en nous racontant la vie de quelques farfelus, en profite pour dire adieu à toutes ces choses, les livres, les littératures, qu'il a aimés et qui lui survivront.

Alors que le réseau subtil qu'il en avait tiré — ce livre de mémoire que la Chine et l'Allemagne et Dante et Shakespeare et la Grèce et Rome avaient composé en lui — menace de s'effacer avec cette mort qui, déjà, le frôle.

HECTOR BIANCHIOTI.

★ *MR. NORTH*, de Thornton Wilder, traduit par Eric Châtelain, Albin Michel, 330 p., 120 F.

★ *LE PONT DU ROI SAINT LOUIS*, de Thornton Wilder, traduit de l'anglais (États-Unis) par Maurice Régnier, Le Livre de poche « Bibliothèque », 158 p.

(1) Gallimard, 1951 et « Folio », 1981.

L'Afrique fantôme de Paule Marshall

QUELLE mouche a piqué cette Américaine comme il faut qui, pour tromper l'ennui de sa retraite dorée, part en croisière aux Caraïbes ? Tandis que les passagers savourent la vie au ralenti sur le luxueux paquebot, elle arpente les ponts en quête d'un refuge, boudes les repas, étouffe dans sa cabine climatisée. Une nuit, elle n'y tient plus, refait ses valises et esquisse qu'on la débarque sur l'île la plus proche, en un lieu nommé Carriacou, que personne ne visite, et pour cause : il n'y a rien à voir. Peu lui importe, elle prendra le premier avion pour retourner chez elle, dans son appartement costumé de Manhattan.

Mais pourquoi interrompre son voyage ? Aucun danger ne la menace, aucun remords ne la hante, aucune tentation ne la traverse. Elle semble obéir, malgré soi, à un ordre secret, peut-être une loi de la nature dont le sens lui échappe.

La dame en question est noire. Elle a gravi tous les échelons de la respectabilité. Mais elle garde de sa longue marche des souvenirs ambigus, et l'amertume se devine sous la satisfaction. Elle et son mari ont joué le jeu, le jeu des Blancs, et ils ont gagné la partie. Mais elle a l'impression d'avoir perdu quelque chose en chemin, quelque chose qu'elle espère retrouver à Carriacou.

Une joyeuse agitation règne sur le port. C'est l'excursion, la fête du Grand Pardon, lui explique un vieillard. Libre à elle de s'y joindre. Mais d'abord qu'elle indique « de quelle nation elle est ». A l'appel du

grand tambour, des voix s'élèvent pour revendiquer leurs origines : les Bantous, les Mokos, les Créolistes.

Tout à tour, les héritiers proclamant leur fidélité aux ancêtres, aux gens de toujours, dont l'esprit franchit l'Atlantique pour participer à la fête. L'invité qu'elle le signal des aînés. Il lui sera transmis par une arrière-grand-tante dont le fantôme surgit pour lui désigner une pointe de terre s'enfonçant dans l'océan.

C'est là qu'on les a amenés. Ils avaient tous ces fers sur eux, aux chevilles, aux poignets et autour du cou comme les chiens. Et parce que c'étaient des Africains de pure souche, ils virent des choses que nous n'avons pas le pouvoir de voir. Les Ibos n'oublient jamais rien. L'ibo, le mot éclaire la nuit. Celle qui n'était que spectatrice s'avance dans le cercle pour danser le pas des ancêtres. Et lorsque, la cérémonie terminée, elle s'envolera vers le nord, elle restera liée par des fils invisibles à cet autre monde, son autre moi, son peuple.

Comme dans ses deux romans précédents, Paule Marshall a tenté de rassembler ici les fragments d'une histoire brisée. Tout le séparé, sauf l'essentiel : une solidarité ténue qui subsiste contre vents et marées.

GABRIELLE ROLIN.

★ *RACINES NOIRES*, de Paule Marshall, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nelly Favre et Bernard Coutaz, 239 p., 99 F.

Francis PONGE

1899-1988

DOUZE PETITS ÉCRITS
LE PARTI PRIS DES CHOSES
— PROÈMES —
LE PEINTRE A L'ÉTUDE
LE GRAND RECUIL
— L'YVES —
— MÉTHODES —
— PIÈCES —
POUR UN MAI HERBE
TOME PREMIER
LE SAVON
— NOUVEAU RECUIL —
ENTRETIENS AVEC PHILIPPE SOLLERS
— LA RAGE DE L'EXPRESSION —
L'ATELIER CONTEMPORAIN
NIOQUE DE L'AVANT-PRINTEMPS
CORRESPONDANCE AVEC JEAN PAULHAN
1923-1968, 1^{er} II

GALLIMARD *grf*

Culture

CINÉMA

... Le Monde • Vendredi 19 août 1988. 13

« Colors », de Dennis Hopper

La légende des rues

Dix-huit ans après Easy Rider, Dennis Hopper revient à la réalisation, avec une histoire violente qui ne lui appartient pas tout à fait. Le film a provoqué des polémiques. Mais, naturellement, la réalité dépasse la fiction.

Mercredi 13 h 40. Toute première séance de Colors, de Dennis Hopper, dans une salle des Halles. Elle n'est pas grande, mais pleine et c'est plutôt bon signe un 17 août à Paris. Trois ou quatre personnes pourraient être là en souvenir d'Easy Rider — film culte d'entre les films culte des années 60 — les autres n'ont pas l'âge. Easy Rider symbolisait les désirs des enfants de Kennedy, descendant d'émigrants des pionniers, chevauchant leurs belles motos et se faisant abattre bêtement par des réacs hargneux.

Easy Rider, c'était aussi un film indépendant, dont le triomphe et l'impact ont surpris tout le monde, y compris l'auteur lui-même, Dennis Hopper, dont on dit qu'il s'est abandonné à la drogue.

Il n'a rien réalisé depuis longtemps, mais continue à tenir avec une force véridique impressionnante les rôles de cinglés, doux ou dangereux, le magnifique Blue Velvet de David Lynch.

Colors est un film tout ce qu'il y a d'officiel, conforme aux lois syndicales, dont le scénario exploite une fois de plus les rapports d'un couple de flics. Un vieux blase, qui n'éprouve même plus l'envie de la colère — comme Dennis Hopper lui-même ? — et laisse partir les loubards. « A charge de revanche » est son slogan. Le jeune se prend pour un Rambo gandin. Il drague, entretient ses muscles et fait preuve d'une naïveté déconcertante. A la fin, il comprendra où est la sagesse.



Le jeune c'est Sean Penn, le vieux Robert Duvall, tous deux à contre emploi, et bien assortis. Pas vraiment crédibles, mais la question n'est pas là. On peut difficilement penser que Dennis Hopper ait voulu montrer la réalité des gangs de Los Angeles.

Son film tient plutôt du réalisme poétique — et spectaculaire — avec expéditions punitives d'une bande à l'autre, arrestations brutales, scènes de ménage au milieu des poubelles, le long des murs couverts de graffiti. Intrusions des flics tenant leur arme à deux mains, les genoux à demi pliés, bagarres très sauvages où les bruits des coups sont largement amplifiés, courses-poursuites nocturnes dans la lumière bleue des projecteurs loquants du ciel depuis les hélicoptères qui vomissent au-dessus des voitures.

Ni les personnages ni les situations ne surprennent. Les péripéties se suivent et se ressemblent. L'histoire se tient et pourrait se poursuivre, donner lieu à un feuilleton à succès — à condition que Robert Duvall ne meure pas et puisse participer au moins à tous les épisodes d'une série.

La difficulté, c'est la culture-feuilleton, qui habitude scénaristes — et spectateurs — à des intrigues de quarante ou cinquante minutes au plus. En comparant les films récents et ceux d'il y a une vingtaine d'années, on a l'impression que s'est perdue la capacité de construire une vraie fable dont les péripéties sont dictées par la nécessité du récit, et non une accumulation d'anecdotes — le mot fin arrive quand le producteur estime que les décors et les

acteurs ont été suffisamment utilisés.

Colors n'est quand même pas un film d'action tout à fait standard. On trouve la marque de Dennis Hopper dans la musique cingliante qui scande l'action, avec des moments d'attente — ce n'est pas le rythme intense d'un feuilleton comme Capitaine Furillo (Hill Street Blues) modèle du genre — et des dialogues percutants, importants. Et puis, il y a les questions des loubards, leurs façons d'être tellement « à côté » — ils jouent les drogués avec un grand naturel.

Dennis Hopper manipule tout ce folklore sans beaucoup de conviction, mais avec de la délicatesse, et en assemble les éléments pour composer quelques tableaux de poésie mélancolique.

COLETTE GODARD.

Jacques Davila tourne « La Campagne de Cicéron »

Le jeu des modèles

Loin des soubresauts d'un cinéma en crise, loin de Paris, Jacques Davila a écrit et tourné son nouveau film. A la campagne, avec son cœur, pour ses amis. Rencontre d'un cinéaste qui sait, avec humour et légèreté, dire la gravité de la vie.

Difficile de rencontrer un cinéaste qui se mêle autant du tapage médiatique, qui fait ses films comme d'autres leur pain, à l'abri des regards, soigneusement, amoureusement. Jacques Davila est un homme discret, et, du même coup, ses films le sont aussi. Loin de Paris, à l'écart du délire automobile estival, une sorte de désert commence, tourmenté, rocailleux, mais jamais hostile. Les Corbières, massif montagneux usé du Languedoc auquel s'accrochent les pieds d'une vigne incertaine, les pas de viticulteurs vieillissants, quelques villages médiévaux. C'est là que Jacques Davila réside une partie de l'année, là où il installe ses hôtes, où, dans le frais de la grange d'une abbaye, à Lagrasse, on découvre les secrets de la Campagne de Cicéron, son dernier scénario.

Fils d'enseignants, né en Algérie, Jacques Davila a fait ses premières armes à la télévision, assistant Jeanne Basso pour « Cinéastes de notre temps ». Avant de réaliser de nombreuses séquences de « Dim dans dom », programme rythmé, subjectif, consacré aux spectacles et à la mode repa par Antenne 2, il tourne deux films courts, Bonnard et Ingres. Au début des années 70, il rencontre Micheline Presle, qui va le convaincre de passer à la mise en scène, et ce sera Twice, donné au Festival de Marais en 1974, où apparaît pour la première fois Tonie Marshall, tout juste sortie de l'école de Robert Hossein, à Reims. La même année, il fonde l'association des cinéastes de la vie d'une famille bourgeoise pendant les derniers mois de l'Algérie française, qui reçoit le prix Jean Vigo et les éloges de la critique. Après un film à sketches co-réalisé avec Paul Vecchiali, Marie-Claude Treilhou, Gérard Frot-Contat et Jean-Claude Guiguet — les trois derniers faisant partie de

sa « famille », — il tourne en 1985 Qui trop embrasse, présenté dans la section Perspectives du cinéma français à Cannes. Nouveaux éloges, mais Jacques Davila ne s'en concilie pas pour autant un public plus vaste.

A broser son portrait de cinéaste, on s'aperçoit très vite que Jacques Davila est d'abord écrivain. Non qu'il ait jamais publié, mais parce que la Campagne de Cicéron, comme sûrement Certaines nouvelles et Qui trop embrasse, se lit d'une seule traite. Il y est question d'amour, l'amour naissant d'un directeur de la musique du ministère de la culture (Jacques Bonaffé) pour une jeune femme d'un milieu très différent qu'il n'aurait pas dû rencontrer (Tonie Marshall), et l'amour finissant, s'il a jamais commencé, d'une bourgeoisie vieillissante (Judith Magre) pour un homme jeune qui la méprise (Carlo Brandi). Leurs jeux seront perturbés par une jeune femme vibrante (Sabine Haudepin) sous les yeux de son amant (Michel Gautier), qui, souvent silencieux, les observe. « Si je voulais raconter le film sans être trop ridicule, dit Jacques Davila, je citerais une phrase prononcée par Tonie Marshall : « Mon honnêteté et moi, on n'est pas toujours d'accord ».

Pourtant, Jacques Davila n'apprécie pas particulièrement le temps de l'écriture. « C'est un moment pénible, confie-t-il, car je ne peux pas écrire un mot, décrire une situation que je ne connais pas parfaitement. Les personnages, les événements de mes films, sont très proches de moi, inspirés des « modèles » que sont mes amis. Cela m'oblige à rassembler des souvenirs parfois douloureux, à exprimer et décrire des sentiments très personnels : tous les personnages ont des lâchetés, des saletés qui m'appartiennent ».

Quand vient le temps du tournage, Jacques Davila est enfin heureux. « Tous les modèles sont oubliés, on s'amuse vraiment au jeu du cinéma, à faire semblant, tous ensemble. Le tournage transforme tout. Dans la Campagne de Cicéron, malgré des situations très dures, certains moments très barbaques sont apparus et le film est parti vers la comédie. » Peut-être parce que, seules de solides amitiés ont rendu l'aventure possible, joyeuse. « Pourtant, après la sortie de mes films, certains modèles, certains amis, se rebiffent et se fâchent. Ils ont tort, car, si je les ai choisis, ce n'est pas par esprit critique ou vengeance, mais par admiration ».

OLIVIER SCHMITT.

Les vrais gangs de L.A.

A Los Angeles, on dénombre cinq cent soixante-dix gangs comptant soixante-dix mille membres. L'an dernier, il y eut trois cent quatre-vingt-sept morts liés à la guerre des gangs, dont, pour moitié, des gens se trouvant là par hasard. Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui, le chiffre est relativement stable : depuis dix ans, on impute à la guerre des gangs près de trois mille morts. En face à deux cent cinquante officiers de police constituant un département spécial, le CRASH — Community Resources Against Street Hoodlums (Ressources communautaires pour la lutte contre les voyous de rue).

Dans le scénario original, Colors se passait à Chicago. Dennis Hopper a changé le cadre pour le quartier de Venice, Californie, où il habite, un champ de bataille favori des gangs. On aura parfois du mal à séparer, dans le film, les acteurs et figurants des membres des véritables gangs. Ce réalisme s'est révélé parfois dangereux en cours de tournage : des gangs rivaux croisaient dans le coin, klaxonnant à tout cri, mitraillettes pendantes aux poignets — histoire de faire comprendre à « Hollywood » qui est quoi et qui commande ici. Certains figurants, membres de gangs différents, furent également assassinés au cours de drive-bys — massacres à la mitrailleuse — à 180° à partir d'une voiture qui roule. « J'ai passé une nuit à tourner dans une voiture de police », dit Dennis Hopper. « J'ai vu plus de violence au cours de cette seule nuit qu'il y en a dans tout le film ».

La réalité des gangs n'a pas grand-chose à voir avec l'imagerie consacrée, de James Cagney au Bear It ou Bad de Michael Jackson. Opérant en guérilla urbaine, arborant des bandanas (bandeaux) bleus ou rouges qui indiquent immédiatement leur appartenance aux Crips ou aux Bloods, les homeboys des barrios et des ghettos, avec l'escalade du crack, s'entre-tuent pour une part plus impor-

tante du marché de la drogue. Celle-ci représentant des millions de dollars, la seule couleur qui compte, finalement, c'est la couleur de l'argent.

Selon un dossier très fouillé publié au printemps dernier par le LA Weekly, c'est en 1967 ou 1968 qu'un adolescent nommé Raymond Washington fonde un petit gang près de Watts. Le groupe adopte le nom des « Crips ». D'autres adolescents du quartier de Compton se joignent bientôt à eux. En réaction à l'ampleur que commencent à prendre les Crips, un autre groupe, conduit par un adolescent surnommé Mad Dog, s'érige en gang du côté de Piru Street. Du salut rituel des Piru, « What's up, blood ? » — découle le nom sous lequel ce nouveau gang est bientôt connu : les Bloods. Depuis, guerre intergangs ou parfois intragang, on continue de se battre sans très bien savoir ni pourquoi ni comment ça a commencé.

Le look et puis la guerre

Au départ, l'Establishment n'y prête guère attention. On remarque (et copie) la façon de s'habiller des Blacks et des Latinos — tee-shirts, blousons, bandeaux, tétounges, casquettes de base-ball d'une certaine manière — mais cela relève du folklore, ça se passe « chez les métèques », dans les quartiers paumés de « la Vallée », au-delà des collines de Hollywood ou encore dans le downtown sud et est de Los Angeles. Loin, en tout cas, de Bel Air et de ses villas cosues ou des boutiques super-in de Melrose. C'est uniquement lorsque la guerre des gangs débordera des ghettos, entrera dans Santa Monica et dans Venice ou — pis encore — viendra déranger Beverly Hills dans son jogging quotidien, que l'on commença à s'agiter et à « prendre conscience du problème ». Mais il aura fallu pour

cela que, le 30 janvier 1987, Karen Toshima, une jeune femme âgée de 23 ans, se fasse tuer lors d'une fusillade entre deux gangs alors qu'elle se promenait dans Westwood, près de UCLA.

Début avril, les autorités los-angeleses font tout pour tenter d'empêcher la sortie de Colors dans leur agglomération, sous-entendant que le film ne saurait qu'inciter à la violence. Les Guardians Angels assigent la maison de Dennis Hopper à Venice, celle de Sean Penn à Malibu, et les salles où Colors va être projeté. Il y a près de dix ans, le même type de choses s'était passé pour la sortie de Warriors — les Seigneurs de la nuit — de Walter Hill (en moins grave, puisque Warriors se déroulait à Brooklyn). Et Dennis Hopper doit répéter, avec lassitude : « Je sais bien qu'Abraham Lincoln a été tué dans un théâtre mais je doute que ce soit la cause de la pièce qu'il venait de voir ».

Les protestations contre Colors (des Guardians Angels au shérif de Los Angeles en passant par certaines organisations pour la défense et l'avancement des Noirs) arguent généralement que le film ne témoigne d'aucune compréhension à l'égard de ceux qui composent les gangs, ne fait pas état de la complexité desdits gangs, ne marque pas les différences entre blacks et latinos et, surtout, n'explore pas les causes du syndrome — et n'offre pas de solution.

La loi des coïncidences

La réaction des communautés hispanique et noire (de tous bords politiques, activistes ou pas) a porté sur plusieurs points. Les plus radicaux établissent une équation entre le problème de la drogue et le problème du racisme. C'est après le soulèvement de Harlem dans les années 40 que l'héroïne aurait fait son apparition dans les ghettos noirs. C'est après le soulèvement de

Watts, en 1945, que le LSD a commencé à proliférer, suivi, en 1969, par la « poussière d'ange ». Citant une statistique indiquant que l'Afro-Américain convulsé aux États-Unis le quatrième groupe ethnique par ordre d'importance et que, « s'il n'est pas contenu », il risque de devenir le groupe ethnique le plus important au début du XXI^e siècle, certains militants noirs reprochent ces « coïncidences » de la destruction systématique des minorités indiennes par l'alcool, destruction délibérée organisée par le gouvernement américain.

Vient plus directement Colors, d'autres organisations soulignent que, si les membres des gangs — noirs ou hispaniques — tombent comme des mouches (et en plan général), quand un Blanc meurt, ça prend des heures (et toujours en gros plan). Les « vrais hommes » (blancs, officiers de police) sont incarnés par deux acteurs célèbres et populaires. Les autres, « en face », ne sont que des accessoires : on ne prend jamais le temps de faire connaissance avec eux. Rien sur les conditions économiques qui nourrissent cet état de fait. Crainte, en revanche, que se perpétuent les stéréotypes : tous les latinos, tous les blacks sont des gangsters ; la drogue, la violence, la mort prématurée, c'est inévitable, c'est dans l'ordre des choses quand on est noir ou hispanique.

La Los Angeles Weekly rapporte ce dialogue entre l'un de ses reporters et « Racketeer » (un pseudonyme, bien entendu), membre des Crips. « Racketeer » : « La police ne peut pas arrêter les gangs. Reporteur : « Qu'est-ce qui le pourrait ? — Je sais pas. Faudrait stopper toutes les drogues. — Ça calmerait les gangs ? — Peut-être. Et la colère disparaîtrait ? — La colère s'en ira jamais. — Vous voyez comment dans dix ans ? — Je crois pas que je serai vivant dans dix ans ».

« Racketeer » a dix-huit ans.

HENRI BEHAN.

THÉÂTRE

« Tokyo bar hôtel » de Tennessee Williams

Les héros sont fatigués

Bien loin de l'urgence d'un tramway nommé désir ou de la Chatte sur un toit brûlant, une pièce peu connue de Tennessee Williams, Tokyo bar hôtel.

Une femme coquette et désœuvrée aguiche le barman d'un luxueux hôtel de Tokyo, imperturbable juste ce qu'il faut pour que le jeu du chat et de la souris puisse avoir lieu. Elle affirme aimer la vie, la croquer à pleines dents, comme les hommes. Et encore n'avoir besoin que d'une minute pour absorber la beauté séculaire des temples de Kyoto, et conserver avec elle une pilule qui lui permettra de quitter cette terre quand bon lui semblera. Miriam, c'est son nom, pourrait donc appartenir à la race des fiambeuses, des femmes papillons, cruelles mais attachantes parce qu'elles se brûlent elles-mêmes. Elle parle d'ailleurs de son « cercle de lumière » dont elle ne veut pas sortir, sous peine de se perdre.

En fait, elle se révèle calculatrice, froide, sans envelopure ni émotion. Indifférente à son mari, un peintre dépressif, enfermée lui aussi dans son « cercle de lumière », la couleur, dont il cherche, impuissant, à s'approcher. Mais lui au moins s'y engage et en meurt. Il y a encore, dans la pièce, un quatrième personnage, qui ne sauve pas la mise et n'apporte pas grand-chose : l'ami galeriste, homosexuel rené.

On ne sait trop où Tennessee Williams veut mener ses personnages, son drame. Les comédiens donnent l'impression de se chercher un destin, une ligne de force, sans la trou-

ver. Odile Michel (Miriam) manque de mystère, de puissance : au bout du compte, ce n'est qu'une petite garce, blessée peut-être, mais sans grand intérêt. Son mari de peintre, Patrick Olivier, se débat comme il peut avec la dépression alcoolisée et ses grands mots sur la couleur, l'art et Dieu, — qui — sont aussi faux que ses stigmates au mercurochrome. Seul le barman, Michel Tchang, réussit à composer une silhouette ambiguë, énigmatique, donc intéressante. En vain, puisque la pièce le laisse en plan.

La compagnie TAZT a voulu renouer avec Tennessee Williams, dont elle avait monté avec bonheur, dit-on, il y a quelques années *Soudain l'été dernier* et *La Ménagerie de verre*. La mission, cette fois, était impossible.

ODILE QUIROT.

* Au Roussin théâtre, 12, rue du Remard, 21 heures.

● Le chanteur-compositeur Herbert Pagani est mort dans la nuit du 16 au 17 août, en Floride où il était en vacances, d'une leucémie foudroyante. Il était âgé de quarante-quatre ans.

Né en Libye, Herbert Pagani a vécu en Italie avant de venir en France, où il avait commencé sa carrière avec *Concerto pour Venise* enregistré en 1972, pour créer deux ans plus tard *Mégalopoli*. Jusqu'en 1976, il enchaîne disques et spectacles (avec un tube *A la bonne franquette*) chante l'idéologie écologiste, les exils, les amoureux. A Chaillot et à Bobino il présente un spectacle tiré de *Mégalopoli*, puis change d'activités et se consacre à la sculpture, domaine dans lequel il avait de nombreux projets.

Jeudi 18 août

VACANCES Monde

LES AMOULEUX D'UNE BLONDE (sché-
que, v.a.) : Accouton (Ex Studio Cij),
7 (46-35-21-22);
7 (46-35-21-22);
LES ASSASSINATS (A.V.) : UGC
Normandie, 6 (45-43-16-17); Mistral,
14 (45-39-32-43);
L'AS DE PIQUE (Tch., v.a.) : Accouton
(Ex Studio Cij), 7 (46-35-21-22);
ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.) : Genes-
tel Has Halle, 11 (40-26-12-12);
Reflet Média Logos, 5 (43-54-34-43);
Reflet Média Logos, 5 (43-54-34-43);
AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A.V.) :
v.a.) : Action Reu Ganche, 5 (43-29-
44-40);
AVANTAGE (Tch. v.a.) : Action Christiane, 6
(43-29-11-30);
BIRDY (A.V.) : Studio Galante, 5
54-72-71);
BRADBROCK (°) (A.V.), : Manuville,
7 (46-35-21-22);
BRAZZEL (Fr. v.a.) : Studio Galante, 5
(43-54-72-71); Elyseum Luminia, 8 (43-
54-72-71); Sept Perle, 14 (43-29-
32-39);

Saint-Michel, 53 (43-26-79-17);
Gaumont Ambassade, 43 (43-59-
19-08); Gaumont Parmasse, 142
(43-26-40-02).

NICO. Film *unférieur d'André*
Davis, v.a.: Forum Horizon, 16 (45-
08-57-57); Publicis Champs-
Élysées, 81 (47-20-76-23); V.F.I.;
Paris, 142 (43-26-40-02); 56-31;
56-31; UGC Lux Lescaudré, 12
(43-40-01-59); Favourite, 13 (43-
31-56-86); Gaumont Alésia, 14
(43-26-40-02); 56-31; 56-31;
20-89-52; Gaumont Convention,
15 (48-28-42-27); Public Clichy,
16 (43-22-46-01); Le Gambetta,
20 (43-26-40-02).

POLICE ACTION. Film *Hong Kong*
de David Chung, v.f.: Hollywood
Boulevard, 43 (47-70-10-41); Paris
Clichy, 16 (43-26-40-02); 46-26-
12-12; Publicis Saint-Germain, 6
(42-27-78-80); Gaumont Ambas-
sade, 43 (43-59-19-08); Gaumont
Parmasse, 142 (43-25-30-40).

[illegible]

19 AOUT

boulevard de Ménilmontant, porte principale (V. de Langlade).

• Hôtel et jardins du Marais, place des Vauges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

Mémoires historiques

• L'Unesco, (prévoir 2 h 30, avec projections et documentaires), 14 h 30, grille d'entrée, place Fontenay.

• Le quartier de Sainte-Marguerite, 15 heures, 184, rue de Faubourg-Saint-Antoine.

• La tour Eiffel, témoin spectaculaire de l'architecture industrielle, 15 heures, pillar Nord, buste de Gustave Eiffel (entrée libre d'accession).

• La basilique Saint-Denis et ses tombeaux royaux, 15 heures, sortie prin-

	34.2	
22 h 8	27.6	
22 h 44	21.9	

Echantillon plus de 200 foyers en Ile

Economie

SOMMAIRE

■ Les silences de Gardanne. Huit jours après la reprise du travail, les traces d'une grève violente de quatre mois aux Houillères de Provence semblent durables chez les mineurs, dans la population locale et

entre les syndicats (lire page 17).

■ La France critique le caractère protectionniste du projet de loi américain sur le commerce qui vise notamment les échanges agricoles (lire ci-dessous).

■ Les déséquilibres s'accroissent entre les ménages qui accèdent à la propriété : ceux qui ont le moins de ressources achètent des logements neufs, qu'ils ne peuvent payer qu'avec les aides de l'Etat (lire ci-dessous).

BILLET

Le coup d'éclat de Bruxelles

La Commission européenne vient de gagner, après une bataille de trois mois, ses premiers gains d'autorité anti-trust à l'échelle du Vieux Continent. L'organe exécutif de la CEE est, en effet, parvenu à mettre de l'ordre dans la « guerre du Whiskey » en cassant l'entente de trois géants de l'alcool pour s'emparer de leur rival irlandais Irish Distillers.

La Commission avait estimé que les modalités de l'offre publique d'achat lancée en mai par le consortium GC and C Brands, spécialement formé pour la circonstance par les groupes Grand Metropolitan, Allied Lyons et Guinness, étaient contraires aux règles de la concurrence, et elle avait bloqué l'opération au début du mois d'août (le Monde des 4, 11 et 17 août). L'organisme européen, saisi d'une plainte de la « proie » Irish Distillers, jugeait en effet que l'OPA groupée pouvait constituer une manœuvre pour éliminer un concurrent soupçonné renforcé par le fait que les trois groupes envisageaient de se répartir ses marques (Jameson, Bushmills, etc.) — et redoutait que la formation du consortium ne permette aux trois repreneurs de s'entendre pour fixer un prix d'achat très faible.

Après plusieurs semaines de négociations, la Commission a obtenu, mercredi 17 août, des trois groupes l'engagement de dissoudre le consortium, de ne pas poursuivre leur offre commune et de faire désormais des achats distincts. En outre, Grand Metropolitan, Allied Lyons et Guinness se sont engagés à ne pas conclure entre eux de nouvel accord limitant le jeu de la concurrence, promesse garantie par le fait que le gagnant éventuel de l'opération ne pourra pas revendre les actifs d'Irish Distillers pendant quatre mois.

La Commission a annoncé en conséquence qu'elle retirait l'action infirmière qu'elle avait entreprise contre le consortium. Ce règlement à l'amiable pourrait favoriser l'intervention d'un quatrième larron, en l'occurrence le français Pernod-Ricard qui avait proposé une offre, amicale celle-ci, sur le dernier distillateur irlandais.

C'est la première fois que la Commission européenne intervient de façon préventive pour empêcher une opération jugée contraire au jeu normal de la concurrence. Selon les règles du traité de Rome, l'organe exécutif européen n'est en effet autorisé qu'à intervenir a posteriori, lorsqu'il constate une infraction. La cas d'Irish Distillers, note avec satisfaction dans un communiqué le commissaire à la concurrence, « montre que la Commission peut agir rapidement et avec efficacité », contre les pratiques anti-concurrentielles.

Un véritable coup d'éclat européen a été en l'occurrence possible car la formation du consortium GC and C pouvait en soi être considérée comme une pratique contraire aux règles normales du jeu. Le fait que le commissaire européen chargé du dossier soit lui-même irlandais n'a peut-être pas été étranger à la détermination montrée par Bruxelles dans cette affaire.

En tout état de cause le cas d'Irish Distillers crée un précédent et renforce la position de Bruxelles qui demande, dans le cadre du marché unique européen de 1993, à disposer d'un pouvoir d'intervention préventive dans le domaine de la concurrence. Il est vrai que l'ouverture des frontières et la déreglementation en route dans tous les pays membres posent le problème en termes différents.

Les organismes nationaux (Bundeskartellamt, Bureau britannique des prises de contrôle, etc.) sont en effet de plus en plus utilisés pour bloquer des opérations jugées contraires à l'intérêt national — comme le rapprochement en 1983 entre la française Thomson et l'allemand Grundig — et non pour empêcher la constitution de cartels ou de monopoles nuisibles à l'économie européenne. Jugé de Londres, le raid prévu sur Irish Distillers aurait-il vraiment été considéré avec la même sévérité ?

V. M.

Les réactions françaises face au projet de loi américain sur le commerce

L'Europe verte dans le collimateur des Etats-Unis

Deux semaines après l'adoption, le 3 août, par le Sénat américain, du projet de loi sur le commerce (Trade Bill), le porte-parole du gouvernement français, M. Claude Evrin, a déclaré, le 17 août, que la situation ainsi créée était « particulièrement insupportable et inacceptable » et que « la France ne saurait se limiter à une condamnation verbale » d'un texte qualifié de « protectionniste » (nos dernières éditions du 18 août). Le Trade Bill prévoit une série de mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington. L'un des volets importants du dispositif concerne les échanges agricoles.

Après la carotte, le bâton. Un an après avoir proposé d'éliminer totalement, sur une période de dix ans, toutes les subventions affectant les échanges agricoles mondiaux, les Etats-Unis sont sur le point d'adopter, dans le cadre du Trade Bill, des mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington.

Après la carotte, le bâton. Un an après avoir proposé d'éliminer totalement, sur une période de dix ans, toutes les subventions affectant les échanges agricoles mondiaux, les Etats-Unis sont sur le point d'adopter, dans le cadre du Trade Bill, des mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington. L'un des volets importants du dispositif concerne les échanges agricoles.

Après la carotte, le bâton. Un an après avoir proposé d'éliminer totalement, sur une période de dix ans, toutes les subventions affectant les échanges agricoles mondiaux, les Etats-Unis sont sur le point d'adopter, dans le cadre du Trade Bill, des mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington.

Après la carotte, le bâton. Un an après avoir proposé d'éliminer totalement, sur une période de dix ans, toutes les subventions affectant les échanges agricoles mondiaux, les Etats-Unis sont sur le point d'adopter, dans le cadre du Trade Bill, des mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington. L'un des volets importants du dispositif concerne les échanges agricoles.

Après la carotte, le bâton. Un an après avoir proposé d'éliminer totalement, sur une période de dix ans, toutes les subventions affectant les échanges agricoles mondiaux, les Etats-Unis sont sur le point d'adopter, dans le cadre du Trade Bill, des mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington.

Après la carotte, le bâton. Un an après avoir proposé d'éliminer totalement, sur une période de dix ans, toutes les subventions affectant les échanges agricoles mondiaux, les Etats-Unis sont sur le point d'adopter, dans le cadre du Trade Bill, des mesures de rétorsion contre les pratiques commerciales jugées déloyales envers Washington. L'un des volets importants du dispositif concerne les échanges agricoles.

Selon le GATT

Le nombre de différends commerciaux a atteint un niveau record en 1987

Le nombre de différends commerciaux portés devant le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a atteint un niveau record en 1987, indique le rapport d'activités du GATT publié le jeudi 18 août à Genève. Le rapport précise qu'en 1987 le GATT a mis en place sept panels (groupes d'experts chargés de régler les différends). Il a, d'autre part, résolu deux différends importants : le premier concernait une plainte du Canada, de la Communauté européenne et du Mexique et portait sur la taxe

spéciale américaine sur le pétrole l'Europe, présentée par le Communauté européenne, sur les taxes et pratiques d'étiquetage du Japon sur les vins et boissons alcoolisées.

Dans la préface du rapport, le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, relève comme un fait encourageant qu'en 1987 « les principales nations commerciales ont été d'accord pour soumettre leur différend au système de panels du GATT ». — (AFP.)

Les discussions budgétaires

M. Chevènement refuse de payer des aides à la construction navale

M. Chevènement estime que son budget pour 1989, tel qu'il est prévu dans la « lettre plafond » envoyée par M. Rocard, est inacceptable. Le ministre de la défense, qui s'en est expliqué avec le premier ministre, le mardi 16 août, refuse de payer 360 millions de francs d'aides à la commande pour les six frégates légères destinées à la marine nationale qui seront construites à Saint-Nazaire.

Cette aide devrait relever, comme c'est l'habitude, du budget du ministère de l'Industrie, selon M. Chevènement. Son ministère a déjà accepté de ne pas faire construire ces navires dans les arsenaux militaires, créant des problèmes d'emploi pour régler ceux des Chantiers de l'Atlantique, et il refuse d'avoir, de surcroît, à payer pour ce transfert. M. Chevènement se plaint, d'autre part, d'une réduction d'environ 340 millions de francs du budget de carburant des armées.

Tel qu'il se présente, le budget de la défense est en croissance de 4,65 %, à 182,5 milliards de francs. La loi de programmation militaire est respectée, mais les crédits de fonctionnement, insuffisants, contraindront à huit mille ou neuf mille suppressions d'emplois dont M. Chevènement conteste la répartition.

ENERGIE

Symbole de la lutte antinucléaire en RFA

La centrale de Brokdorf est arrêtée

Symbole de la lutte antinucléaire en Allemagne fédérale pendant douze ans, la centrale de Brokdorf, dans le Schleswig-Holstein, au nord du pays, où 100 000 « Verts » avaient manifesté en 1981, va-t-elle être de nouveau victime de querelles politiques ? Le gouvernement du Land a refusé, le mardi 16 août, la remise en route du réacteur, arrêté momentanément en raison du chargement de Kiesel, a justifié cette mesure par des défauts constatés dans la sécurité des installations lors d'un examen réalisé par un organisme indépendant. La compagnie Preussen Elektra, propriétaire de la centrale, a rejeté ces critiques.

Depuis mai, le Schleswig-Holstein est dirigé par un gouvernement social-démocrate (SPD), hostile à l'utilisation de l'énergie atomique. Or la mise en service de la centrale, décidée dès 1974, n'avait été autorisée, après des années de procédures et de contestations, qu'en 1986 par le gouvernement régional (chrétien-démocrate) précédent.

Le point de la contestation écologique, renforcée depuis la catastrophe de Tchernobyl en 1986, compromet de plus en plus le développement du programme nucléaire ouest-allemand. — (AFP.)

Les déséquilibres croissants de l'accèsion à la propriété

Les ménages les moins fortunés achètent les logements neufs

De 1978 à 1986, près de cinq cent mille ménages ont chaque année, accédé à la propriété, et le montant moyen de ces opérations s'est peu modifié, puisqu'il a oscillé autour de trois années de revenu, si on en croit une étude réalisée par M. Michel Moullart, responsable du secteur logement du Centre d'études et de recherches sur la ville et l'espace (CERVE) diffusé par la direction des affaires économiques et internationales du ministère de l'équipement et du logement.

Le phénomène le plus frappant dans cette stabilité apparente est l'accroissement régulier des opérations d'appartements anciens, tandis que les acquisitions de logements neufs diminuent.

Baisse du taux d'apport personnel

De 1978 à 1980, le marché des logements neufs s'adressait à des ménages dont les revenus leur permettaient de constituer un apport personnel préalable suffisant (28,8 % du coût du logement, en moyenne) ; 44,5 % des accédants acquéraient un logement neuf avec des revenus supérieurs à quatre fois le SMIC.

Le marché des appartements anciens regroupait des ménages à revenus plus élevés (57,4 % d'entre eux avaient des revenus supérieurs à quatre fois le SMIC), réalisant des opérations moins coûteuses (deux ans et demi de revenus, contre trois ans et demi dans le neuf), avec un apport personnel plus important (31,6 %).

De 1981 à 1983, la hausse des taux d'intérêt aident, les acquisitions dans le secteur libre (sans aide de l'Etat) diminuent, et les pouvoirs publics renforcent le niveau de leurs interventions, en maintenant le nombre des prêts aidés à l'accèsion à la propriété

(PAP) et en augmentant l'aide personnalisée au logement (APL), afin de soutenir l'activité de la construction.

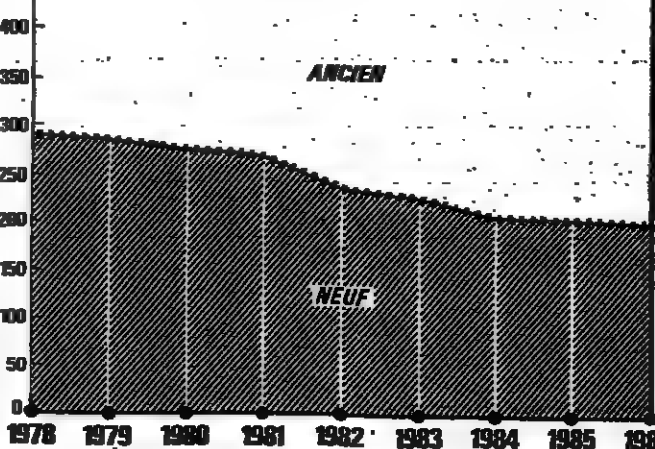
Le taux d'apport personnel baisse (25,4 % en moyenne dans le neuf, 29,3 % dans l'ancien), et la majorité des opérations sont menées par des ménages disposant de deux à quatre fois le SMIC (61,2 % dans le neuf, 50,2 % dans l'ancien).

A partir de 1983, vient une période « de monde des déséquilibres ». Les ménages les moins fortunés sont orientés vers la construction neuve : 15 % des accédants sur le marché ont moins de deux fois le SMIC (ils étaient 8 % dans la première période), et 66,3 % d'entre eux ont de deux à quatre fois le SMIC.

Le taux d'apport personnel tombe, toujours pour la construction neuve, à 19,9 % en moyenne

Accessions à la propriété

Milliers de ménages, par an



(Source : ministère de l'équipement et du logement.)

générale, tandis que les aides personnelles ramènent la part mensuelle consacrée au remboursement des emprunts (taux d'effort) de 33,2 % du revenu à 22,5 %.

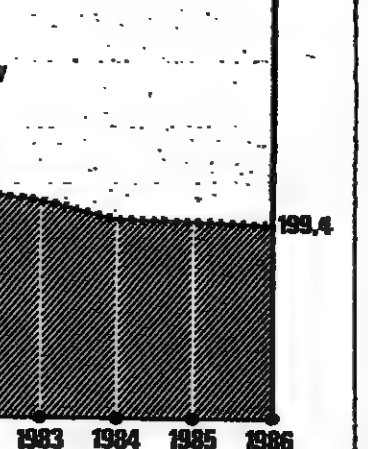
An cours de la même période, les ménages aux revenus plus élevés (plus de quatre fois le SMIC) abandonnent le marché du neuf : ils ne sont plus que 18,7 % à se lancer dans l'aventure.

En conclusion, de 1984 à 1986, « les ménages qui ont accédé à la propriété (...) l'ont fait, dans la construction neuve, à des niveaux de revenus préoccupants : près de 25 % d'entre eux sont largement insolubles au sens des critères financiers traditionnels (leurs revenus leur permettent juste d'amortir le capital emprunté) », tandis que « le marché de l'ancien semble paradoxalement réservé aux ménages les plus solvables ».

En conclusion, de 1984 à 1986, « les ménages qui ont accédé à la propriété (...) l'ont fait, dans la construction neuve, à des niveaux de revenus préoccupants : près de 25 % d'entre eux sont largement insolubles au sens des critères financiers traditionnels (leurs revenus leur permettent juste d'amortir le capital emprunté) », tandis que « le marché de l'ancien semble paradoxalement réservé aux ménages les plus solvables ».

Accessions à la propriété

Milliers de ménages, par an



(Source : ministère de l'équipement et du logement.)

TRANSPORTS

Incident évité par une Caravelle d'Air Inter

Une Caravelle Super-12 d'Air Inter a évité de justesse une catastrophe, le 16 mai dernier, lors d'un vol Nantes-Paris : une panne d'alimentation électrique de quatre minutes a privé l'équipage de tous les instruments de navigation alors que l'avion traversait un orage. La panne a pu être réparée grâce à l'aide d'un officier mécanicien navigant, instructeur à Air Inter, qui, embarqué comme passager pour rejoindre son travail à Orly, se trouvait dans le poste de pilotage. Le commandant de bord, prévenant par radio de lui le problème, le mécanicien navigant, a fait appel à M. Jean-Louis Lucco, qui s'est rendu en route et a réparé en trois minutes, à temps pour que l'avion se pose sans incident à Orly.

C'est l'interversion du personnel navigant technique d'Air Inter qui a évité cet incident. Celui-ci, selon les responsables syndicaux, a entraîné la dégradation de la maintenance au sol du matériel sur les appareils traditionnels, au profit de la maintenance des nouveaux A-320. La direction d'Air Inter estime ces critiques excessives à l'égard des mécaniciens au sol, qui sont mille cent pour assurer la maintenance, soixante-dix d'entre eux seulement s'occupant de l'A-320. Rappelons que le pilotage à deux (au lieu de trois) sur l'Airbus A-320 est à l'origine de nombreux arrêts de travail depuis plusieurs mois.

Grèves des contrôleurs aériens en Espagne et en Yougoslavie. — Le mot d'ordre de grève lancé par les contrôleurs aériens catalans (nord-est de l'Espagne), pour les 27 et 30 août ainsi que pour le 3 septembre, fait des adeptes dans les aéroports espagnols : les contrôleurs des Canaries, de Valence, Madrid, Alicante, Palma de Majorque se sont déclarés pour la grève dès mardi 16 août à de très fortes majorités.

En Yougoslavie, les signaux du ciel viennent de confirmer un mot d'ordre de grève générale pour le 10 septembre. Ce sera la première grève générale de l'ensemble d'une profession dans ce pays. Les contrôleurs aériens protestent contre l'état plus que précaire de la sécurité dans l'espace aérien yougoslave.

SOCIAL

La m

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

U

SOCIAL

La mine de Gardanne une semaine après la reprise du travail

Un conflit qu'on n'efface pas

Huit jours après la reprise du travail à la mine de Gardanne (Bouches-du-Rhône), aux Houillères de Provence, la longue grève, entamée le 7 avril, a laissé des traces, sur le terrain, dans l'esprit des mineurs et les relations entre les habitants du voisinage.

Elle risque aussi de marquer les relations entre les syndicats. Dans l'éditorial de l'hebdomadaire de la CFDT, *Syndicalisme Hebdo*, daté du vendredi 19 août, M^{me} Nicole Notat, secrétaire

GARDANNE
de notre envoyée spéciale

Dans une bulle de verre fleurie au pied de la cage du puits Boyer, à 700 mètres sous terre, le visage de pierre de sainte Barbe, la patronne des mineurs, est bien le seul à avoir survécu à la grève. Depuis le début de la grève, le 28 avril dernier, aucun des grévistes n'a osé toucher à cette figurine, sous laquelle certains mineurs se signent parfois, avant de remonter vers le jour. A la « recroquette », autour de la cage, elle est la seule à avoir survécu sans dommage à ces cent cinq jours de grève. Le garage de la mine a été enfin en rouge par le CGT et les murs des galeries sont encore couverts de slogans, parfois de noms. Ceux des « jaunes ». Devant le réfectoire, où les mécaniciens du garage cessent la croûte pendant les pauses, demeure une pancarte à survécu à l'accord du 8 août : « Stop, arrêt, interdit aux non-grévistes » ; c'est ici que campent les grévistes, qui se sont relayés au travail de la mine pendant le conflit. Le petit salon à sac-cage, les portes des vestiaires défoncées, les meubles renversés, les cassiers nillés...

Les mineurs ont passé les deux premiers jours de la reprise (le jeudi 11 août) à « nettoyer » la mine, mais un conflit de quatre mois ne s'efface pas en quarante-huit heures. Les cadres travaillent dans une odeur âcre : l'aile droite des locaux de la direction a été incendiée dans la nuit du 17 mai.

Pourtant les mineurs vont et viennent, comme si ce rien n'était. Comme s'ils ne voulaient pas voir. Pas un regard pour le local en ruine de la CFDT, coupable d'avoir appelé — seule — à la reprise du travail le 26 juillet; pas un coup d'œil pour les sigles de la CGT basboullés sur les platanes du «carreau», qui auront disparu dès que les équipes de nettoyage auront achevé leur travail. «Il faut tourner la page, disent les non-grévistes, sinon la mine va devenir invivable.» Mais dès qu'ils se retrouvent dans un coin du carreau, ils se regardent, se scrutent, se dévisagent, attendant l'autre, comme s'ils avaient des tâches plus de vaine consommation de temps volées, les douzaines sacquées, les placards fracassés, des outils dispersés. Le jour où la mine fermera, elle ressemblera à ce qu'elle est

ingénieurs trop facile-
ment ac-
ceptants
seront les
de fond»
dessus.

Au four-
jour? Et di-
trée des es-
dars sous
vacances,
teront la gri-
tante la gri-
Pascel, qui
siens, qui
solaires) l'
l'emis au be-
femme et
ter sur son
gagné).
mineur à
parole des

nationale, s'en prend avec vigueur à la fois à la CGT et au gouvernement qui « a objectivement encouragé les méthodes insoutenables des jusqu'aboutistes cégétistes de Gardanne. Il a fait preuve de faiblesse politique et de complicité coupable (...). Il a tendu la perche qui allait permettre à la CGT de se raviser et de sortir du conflit la tête haute en trompant les mineurs sur la marchandisation ». Quant à la CGT, selon M^{me} Notat, « elle a voulu

aujourd'hui, répètent-ils : on dirait qu'il y a eu une guerre. »

Les premières tailles ont repris le mardi 16 août, et les équipes sont redescendues au fond comme avant le conflit. Avec côte à côte, dans la cage, d'anciens grévistes et d'anciens non-grévistes. Ceux qui ont écrit des slogans et ceux qui y liaient leurs noms. Ceux auxquels la mine a appartenu et ceux qui la ravioient pour la première fois depuis des mois. Les « houligans du fond » et les « moutons ».

« On n'a plus rien
à se dire »

Les plus hardis des grévistes chantant victoire sur les engins qui les acheminent vers le front de taille, à plusieurs kilomètres du puits de descente, mais la plupart gardent le silence : « on n'a plus rien à se dire », murmurent-ils. Ce matin, dans l'équipe, un non-gréviste m'a subitement traité de saboteur, raconte un ancien gréviste. Je lui ait dit qu'il valait mieux qu'il se taise et on ne s'est plus adressé la parole de la matinée. »

Sur la taille 3 du secteur de l'Egguilles, la première à être relevée, un gréviste et un non-gréviste travaillaient de concert depuis le début du posta à 6 heures. Sans mot dire. Le gréviste est venu à deux reprises demander à l'ingénieur, debout à quelques mètres de là, ce qu'il pensait de la grève. « Rien; je n'en parlerai pas, dit-il, pas avec eux. Ils veulent tout effacer, alors qu'ils ont saqué la mine et insulté les ingénieurs pendant des mois; c'est trop facile; je ne peux pas faire semblant d'avoir été tout oublié. » Pourtant au fil des semaines, prédisent les plus optimistes, « l'esprit de fond » finira par reprendre le dessus.

Au fond, peut-être, mais au jour ? Et dans les cités ? « A la rentrée des classes, quand on demandera aux enfants de raconter leurs vacances, il y aura ceux qui raconteront la plage et ceux qui raconteront la grève sur le carreau », lance Pascal, qui se dit lui-même « *cogitativus pur et dur* ». Le soir de la « victoire » (l'accord du 8 août), il s'est mis au balcon de sa cité avec sa femme et son jeune fils pour chanter sur tous les toits : « On a gagné ! ». Le voisin d'en face, un mineur é qui qu'il s'adresse plus la parole depuis qu'il a *épointé* chez

les patrons », a prestement rentré femme et enfants et fermé les volets. Depuis le début du conflit, il fait le tour par le garage pour rentrer chez lui afin d'éviter de rencontrer les « voyous du carreau ».

Dans cette cité des « Logis de Notre-Dame », que l'on n'appelle ici que la ZAC, chacun a choisi son camp. Il suffit de se promener que quelques instants sur le parking où jouent les enfants pour savoir lequel. Certains d'entre eux fredonnent sans cesse, sans même s'en apercevoir, « so-so-so-solidarité ». A la résidence de La Crau, des logements estampillés HBGM (Houillères du Bassin Centre-Midi), d'où l'on aperçoit les anciennes tours d'extraction de la mine, « on ne s'insulte pas, mais on ne se dit pas forcément bonjour », murmure un mineur. Une sourde hostilité s'est installée pour longtemps.

Les grévistes font aussi le tri parmi les commerçants. Aujourd'hui, certains sont prêts à faire des kilomètres pour éviter ceux qui ont refusé de verser leur obole aux grévistes. La boulangerie Bovio, qui a fait des prix sur les gâteaux de la Fête des mères, célébrée sur le carreau, est citée avec chaleur, comme la boulangerie Kaced de Biver qui leur vendait la baguette 2,50 F au lieu de 2,90 F.

Un retour

AUX SOURCES

Mais à Gardanne, comme sur le carreau, les « anciens » acceptent mal les coups de « nouveau » qui les menacent, les insultent, les agressions, les coups de téléphone anonymes de menaces, le pillage des outils. On n'avait jamais vu ça, disent-ils. « Ils n'ont eu aucun respect pour leur outil de travail, commente un maître mineur descendu au fond pour la première fois à quinze ans : Ils ont souvent paralysé les visites de sécurité et refusé que l'on s'occupe d'une quille de soudènement pendant toute la durée du conflit : ça n'est pas l'attitude d'un vrai mineur. »

Pourtant, cette grève, menée en grande partie par une jeune génération entrée à la mine pendant la vague d'embauche de 1974 à 1983 (1), a fait appel à toute la mythologie des grandes grèves ouvrières : l'*internationale* chantée à la mine, la cantine collective dans la « salle des pendus » où sont accrochés les sexes des mineurs,

faire du conflit le vitrine de l'activisme et rappeler le gouvernement au bon souvenir du Parti communiste... Les mineurs ont été par CGT interposés les otages d'un PC qui fait monter les enchères sur le prix de soutien électoral occasionnel et éphémère.

Sur le même ton, un communiqué de la Fédération des transports CGT, à propos de l'intervention de la CFDT en faveur du pilotage à deux des Airbus, affirme : « Plus pétroleux que la CFDT, tu meurs... »

Le soutien des femmes, les enfants qui jouent sur le carreau. « L'ancienne génération, souvent venue très jeune à la mine, n'avait pas besoin de tout cela pour se faire reconnaître, explique un ingénieur. Ces jeunes sont plus hésitants sur leur identité; ils sont assaillés de questions. Ils ont peut-être déjà exercé un autre métier: plombiers, livreurs ou mécaniciens. Ici, ils font un travail de haute technicité, qui colle mal à l'image traditionnelle du mineur. Du coup, ils se sentent mal à l'aise; pendant cette grève, ils sont retournés aux sources; le conflit avait parfois des racines là-bas ».

Paradoxe, car les mineurs de Gardanne travaillent dans une mine entièrement automatisée, qui fait la fierté des Charbonnages de France : un abattage au rabot, du charbon chargé automatiquement sur des convoyeurs à bandes, des systèmes de télé-surveillance sophistiqués. De l'abattage à la consommation dans la centrale thermique toute proche, il n'y a, en principe, aucune intervention humaine directe. Au fin de l'année, les Houillères de Provence montrent en service le puits Yvon Morandart (2), le plus grand d'Europe par son volume. Les mineurs débarqueront un beau matin sur ce carreau tout neuf aux allures de ville nouvelle : des crépis ocres, des tubulures vert pomme, des baies vitrées en verre fumé. Ils y trouveront le confort et la sécurité, mais il leur faudra changer certaines de leurs habitudes : la « sale descente » sera remplacée par les vestiaires et le « hall des mineurs » sera garni de plantes vertes. Un décor qui se prête mal au chant de l'internationale.

ANNE CHEMIN.

(1) Entre 1974 et 1983, les Houllères de Provence ont embauché mille deux cent cinquante mineurs. L'effectif minier était d'environ 150 à 160 personnes en 1974, 250 à 260 en 1975, 350 à 360 en 1976, 450 à 460 en 1977, 550 à 560 en 1978, 650 à 660 en 1979, 750 à 760 en 1980, 850 à 860 en 1981, 950 à 960 en 1982, 1050 à 1060 en 1983.

L'amnistie des militants syndicaux

Faible mobilisation pour la journée d'action CGT

La journée d'action organisée par la CGT le mercredi 17 août pour la « défense des libertés » dans le cadre de la loi d'amnistie, façon de créer une prétexture, a connu un succès limité. En province, des rassemblements peu fournis ont eu lieu devant les préfectures et les chambres patronales : une centaine de personnes à Caen, Clermont-Ferrand ou Toulouse, quelques dizaines à Lille et Amiens. A Bordeaux, une centaine de personnes ont participé à un « rallye revendicatif » dans une trentaine d'autobus.

Le point d'orgue de la journée a été un meeting devant l'usine Renault de Billancourt, fermée pour congés durant le mois d'août, qui a rassemblé à la mi-journée près de trois mille personnes, en présence de dirigeants de la CGT et d'une délégation du Parti communiste menée par le secrétaire général du PC M. Georges Marchais, à l'occasion d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de l'établissement consacrée aux demandes de réintégration de vingt-quatre militants ouvriers licenciés.

Devant une banderole réclamant « l'amnistie totale pour toutes les victimes de la répression », M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a prédit « un développement des luttes tous azimuts pour l'ensemble des relations sociales » (notamment salaires, emploi et Sécurité sociale), dom-
 « patronat et gouvernement seraient bien inspirés de tenir compte ».

Pour M. Krasucki, « l'objectif urgent est d'effacer toute conséquence de la répression » et de « rétablir le droit syndical dans son intégralité » : pour cela, il faut, estime-t-il, « imposer à fond la loi d'amnistie sans aucune restriction ».

Au cours du comité d'établissement, le secrétaire, M. Certaine (CGT), a présenté une motion demandant « l'amnistie totale et sans restriction de tous les salariés licenciés pour activités syndicales ».

Cette motion a été votée par la onze élus de la CGT - majoritaire, - les représentants des autres syndicats (deux CFDT et deux CGC, et non trois et trois, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos dernières éditions du 18 août) n'ont pas participé au vote, et la direction s'est abstenue.

Cette dernière répondra directement et individuellement par écrit d'ici à la fin d'août aux demandes de réintégration qui se sont échelonnées entre le 21 juillet et la fin du mois de juillet.

AFFAIRES

Après la mort d'Enzo Ferrari

Fiat porterait sa participation à 90 % dans la firme de Maranello

Après la mort de son fondateur, Ferrari devait passer sous la coupe de Fiat ; mais la rumeur en avait été démentie, jusqu'à ce qu'un accord existât bien entre M. Enzo Ferrari et la Fiat, prévoyant que le géant turinois de l'automobile rachèterait les actions du « Commandatore » à sa disparition. Cet accord, prévoyait-il à la Fiat, a été conclu en 1969. Il prévoit que Ferrari doit vendre ses actions et que Fiat a l'obligation de les acheter, ajoute-t-on de même source. Fiat, qui détient depuis 1950 30 % du capital de Ferrari, en achètera la participation à 90 %, 10 % du capital restant entre les mains du fils adoptif d'Enzo Ferrari, M. Piero Lardi.

De petite taille (3 942 voitures produites l'an passé) et volontairement centrée sur le haut de gamme, Ferrari a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 360 milliards de lires (1,63 milliard de francs) et un bénéfice de 14,67 milliards de lires.

**Un groupe japonais
achète un distributeur
de prestigieux
vins de Bourgogne**

Les groupes japonais aiment le luxe, l'art, les vins français. Et ils ont les moyens. Après le Bordelais, c'est la Bourgogne qui fait l'objet de leur attention. Le groupe Takashimaya vient de conclure un accord pour le rachat par la France de la propriété du monopole de commercialisation de la renommée-croû, un des plus beaux fleurons du vignoble bourguignon. Takashimaya, propriétaire d'une chaîne de grands magasins et importateur de vins français, est japonais. Le chiffre d'affaires de la société, pour environ 83,5 millions de francs, 33,61 % de la société Leroy SA, établie à Auxey-Duresses (Côte-d'Or). Leroy commercialise également plusieurs autres crus prestigieux de la région des grands crus du vignoble. Le Tichu et Richemont.

Le dossier est actuellement à l'étude au ministère de l'économie et des finances, comme il est de règle pour tous les investissements non européens en France. La décision devrait intervenir début septembre.

Les Japonais l'ont ainsi emporté sur le groupe français LVMM (Louis-Vuitton/Moët-Hennessy), qui était également sur les rangs. Minuscule parcelle de 1,8 hectare, romanesco-cord ne produit guère plus de 6 000 bouteilles par an, qui atteignent au détail des prix astronomiques : 3 750 F pour un 1982, 8 300 F pour un 1955...

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication


Anciens directeurs :
Hubert Boura-Méry (1944-1969)
Jacques Tautou (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Boura-Méry, fondateur.


Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Sales.




Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-25-91-92 ou 45-25-91-71
Téléc. MONDPUB 226 136 F



INSTITUT
de la Presse



ORDRE
de la Presse

7, RUE DE ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

*Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration*

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Microfilm et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-99-81

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Microfilm et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-99-81

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse, difficultés ou préférences : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.



Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

ANNONCE

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt

BEAUBOURG

Quart. de l'Herminette.
Immeuble DUPON, 200 m², 12
ch, terrasse, 2 520 000 F.
Immo Mercadet 43-53-01-82.

10^e arrdt

VENTE PARIS 10^e

Mairie 10^e, 70 m² à décorer.
3^e étage, P.T.C. 500 000 F.
Casseil Habitat 40-24-17-77.

18^e arrdt

JULES JOFFROY

Luxueux 2 pièces, tout chf.
cuisine équipée, 630 000 F.
4 pièces, tout confort, culi-
nisme équipé, 1 850 000 F.
Immo Mercadet 43-52-01-82.

92

Hauts-de-Seine

BOULEVARD ROMO STUDIO
34 m², Roo standing.
5^e étage, ascenseur, cuisine
à order. Prix : 670 000 F.
DE HAVILLAND 48-02-50-80.

propriétés

Coubertin, C&N, 10 m St-
Quay-Port. Maison meubler
en L. vast. sur 100 m², bord
rue, 100 m², chemin, piscine,
perron sous ard., 120 m²
châuff. électr., glâce hot-
te, 5 p., baign., rang-
ment, 100 m², 120 m²,
terrasse, piscine, piscine,
bassin, 100 m², golf, séculi-
taria, de suite. Belle prop.
(161) 86-70-23-50 sur place
ou - 420 000 F Justifié.

parvillons

CHAMPIGNY-CEBULLY
Vill. de Marne (94500).
A vendre pavillon 1980.
Sur assés-sol, 4 chambres,
cuisine équipée, 100 m² équi-
pés, de séjour, 2 m²,
2 garages, terrasse.
Terrain 720 m².
Prix : 1 000 000 F.
Téléphone : 48-80-26-08.
Après 18 heures.

maisons de campagne

EN NORMANDIE
Tél. : 32-43-91-48
A BERNAY 1500 m cent. vj
Pelle creux, en briques
de pl.-pl. comprenant :
- Bâ. avec chambr., 1 chbr.,
cuisine, 100 m², 100 m²,
- Cellier au bout de
la maison ;
- Grenier au-dessus, châtai-
gnier au gré de la saison.
Tél. 1 038 m², 320 000 F.

bureaux

Locations

DOMICILIATION

DEPUIS 80 F/MOIS
PARIS 11^e, 8^e, 12^e, 15^e
INTER DOM 43-40-31-42

VOTRE SÉJOUR SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitutions de sociétés &
tous services 43-55-17-50

EXCEPTIONNEL

PONT CLICHY

5 étages St-Laure, auto
route Nord, Paroisse direct,
3 700 m² cloisonnés
bureaux, informatiques, restaura-
tion conditionnés, sécurisés
parkings, jardin
700 m²
Mich. Bernard 45-02-13-43

DOMICILIATION 8

bureaux, téléx, télécopie
AGECO 42-94-85-28

INVALIDES BUREAU

50 m², construction récente
tout standing, tout
Tél. : 45-51-56-57.

Second marché (sélection)



Marchés financiers

BOURSE DU 17 AOUT

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel										Règlement mensuel													
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
3821	C.A.E. 25 *	3820	3811	3811	- 0.24	3821	C.A.E. 25 *	3820	3811	3811	- 0.24	3821	C.A.E. 25 *	3820	3811	3811	- 0.24	3821	C.A.E. 25 *	3820	3811	3811	- 0.24
1102	B.N.P. T.P.	1070	1060	1060	- 0.93	1102	B.N.P. T.P.	1070	1060	1060	- 0.93	1102	B.N.P. T.P.	1070	1060	1060	- 0.93	1102	B.N.P. T.P.	1070	1060	1060	- 0.93
1094	C.F.P. T.P.	1080	1080	1080	0.00	1094	C.F.P. T.P.	1080	1080	1080	0.00	1094	C.F.P. T.P.	1080	1080	1080	0.00	1094	C.F.P. T.P.	1080	1080	1080	0.00
1080	Ch. de Lyon T.P.	1080	1080	1080	0.00	1080	Ch. de Lyon T.P.	1080	1080	1080	0.00	1080	Ch. de Lyon T.P.	1080	1080	1080	0.00	1080	Ch. de Lyon T.P.	1080	1080	1080	0.00
1205	Ch. de Paris T.P.	1205	1205	1205	0.00	1205	Ch. de Paris T.P.	1205	1205	1205	0.00	1205	Ch. de Paris T.P.	1205	1205	1205	0.00	1205	Ch. de Paris T.P.	1205	1205	1205	0.00
1218	Ch. de Marseille T.P.	1218	1218	1218	0.00	1218	Ch. de Marseille T.P.	1218	1218	1218	0.00	1218	Ch. de Marseille T.P.	1218	1218	1218	0.00	1218	Ch. de Marseille T.P.	1218	1218	1218	0.00
1282	Ch. de Bordeaux T.P.	1282	1282	1282	0.00	1282	Ch. de Bordeaux T.P.	1282	1282	1282	0.00	1282	Ch. de Bordeaux T.P.	1282	1282	1282	0.00	1282	Ch. de Bordeaux T.P.	1282	1282	1282	0.00
480	Accor	441	440	440	- 0.23	480	Accor	441	440	440	- 0.23	480	Accor	441	440	440	- 0.23	480	Accor	441	440	440	- 0.23
586	Air Liquide	528	528	528	0.00	586	Air Liquide	528	528	528	0.00	586	Air Liquide	528	528	528	0.00	586	Air Liquide	528	528	528	0.00
2030	Alcatel	2040	2040	2040	0.00	2030	Alcatel	2040	2040	2040	0.00	2030	Alcatel	2040	2040	2040	0.00	2030	Alcatel	2040	2040	2040	0.00
1420	Al. Supram	1340	1340	1340	0.00	1420	Al. Supram	1340	1340	1340	0.00	1420	Al. Supram	1340	1340	1340	0.00	1420	Al. Supram	1340	1340	1340	0.00
300	A.L.S.P.A.	311	310	310	- 0.32	300	A.L.S.P.A.	311	310	310	- 0.32	300	A.L.S.P.A.	311	310	310	- 0.32	300	A.L.S.P.A.	311	310	310	- 0.32
310	Astoria	310	310	310	0.00	310	Astoria	310	310	310	0.00	310	Astoria	310	310	310	0.00	310	Astoria	310	310	310	0.00
2280	Astoria P.T.	2281	2280	2280	- 0.04	2280	Astoria P.T.	2281	2280	2280	- 0.04	2280	Astoria P.T.	2281	2280	2280	- 0.04	2280	Astoria P.T.	2281	2280	2280	- 0.04
515	Astoria P.T. 1	501	508	508	+ 1.40	515	Astoria P.T. 1	501	508	508	+ 1.40	515	Astoria P.T. 1	501	508	508	+ 1.40	515	Astoria P.T. 1	501	508	508	+ 1.40
880	Aut. Europe	804	825	825	+ 2.61	880	Aut. Europe	804	825	825	+ 2.61	880	Aut. Europe	804	825	825	+ 2.61	880	Aut. Europe	804	825	825	+ 2.61
730	Aut. Europe 1	682	689	689	+ 1.03	730	Aut. Europe 1	682	689	689	+ 1.03	730	Aut. Europe 1	682	689	689	+ 1.03	730	Aut. Europe 1	682	689	689	+ 1.03
308	B.N.P. T.P.	316	320	320	+ 1.26	308	B.N.P. T.P.	316	320	320	+ 1.26	308	B.N.P. T.P.	316	320	320	+ 1.26	308	B.N.P. T.P.	316	320	320	+ 1.26
285	B.N.P. T.P. 1	282	282	282	0.00	285	B.N.P. T.P. 1	282	282	282	0.00	285	B.N.P. T.P. 1	282	282	282	0.00	285	B.N.P. T.P. 1	282	282	282	0.00
308	B.N.P. T.P. 2	308	308	308	0.00	308	B.N.P. T.P. 2	308	308	308	0.00	308	B.N.P. T.P. 2	308	308	308	0.00	308	B.N.P. T.P. 2	308	308	308	0.00
278	B.N.P. T.P. 3	288	288	288	0.00	278	B.N.P. T.P. 3	288	288	288	0.00	278	B.N.P. T.P. 3	288	288	288	0.00	278	B.N.P. T.P. 3	288	288	288	0.00
470	Ch. de Lyon T.P.	434	436	447 80	+ 2.60	470	Ch. de Lyon T.P.	434	436	447 80	+ 2.60	470	Ch. de Lyon T.P.	434	436	447 80	+ 2.60	470	Ch. de Lyon T.P.	434	436	447 80	+ 2.60
370	Ch. de Paris T.P.	387 40	391	391	+ 1.03	370	Ch. de Paris T.P.	387 40	391	391	+ 1.03	370	Ch. de Paris T.P.	387 40	391	391	+ 1.03	370	Ch. de Paris T.P.	387 40	391	391	+ 1.03
480	Ch. de Marseille T.P.	436	437 50	437 50	+ 0.25	480	Ch. de Marseille T.P.	436	437 50	437 50	+ 0.25	480	Ch. de Marseille T.P.	436	437 50	437 50	+ 0.25	480	Ch. de Marseille T.P.	436	437 50	437 50	+ 0.25
520	Ch. de Bordeaux T.P.	520	520	520	0.00	520	Ch. de Bordeaux T.P.	520	520	520	0.00	520	Ch. de Bordeaux T.P.	520	520	520	0.00	520	Ch. de Bordeaux T.P.	520	520	520	0.00
680	Ch. de Lyon T.P.	673	678	678	+ 0.74	680	Ch. de Lyon T.P.	673	678	678	+ 0.74	680	Ch. de Lyon T.P.	673	678	678	+ 0.74	680	Ch. de Lyon T.P.	673	678	678	+ 0.74
1370	S.L.S.	1370	1371	1380	+ 0.66	1370	S.L.S.	1370	1371	1380	+ 0.66	1370	S.L.S.	1370	1371	1380	+ 0.66	1370	S.L.S.	1370	1371	1380	+ 0.66
2320	Supram S.A.	2320	2320	2320	0.00	2320	Supram S.A.	2320	2320	2320	0.00	2320	Supram S.A.	2320	2320	2320	0.00	2320	Supram S.A.	2320	2320	2320	0.00
300	Supram S.A. 1	411 80	418	424	+ 1.65	300	Supram S.A. 1	411 80	418	424	+ 1.65	300	Supram S.A. 1	411 80	418	424	+ 1.65	300	Supram S.A. 1	411 80	418	424	+ 1.65
880	Supram S.A. 2	880	880	880	0.00	880	Supram S.A. 2	880	880	880	0.00	880	Supram S.A. 2	880	880	880	0.00	880	Supram S.A. 2	880	880	880	0.00
4800	Supram S.A. 3	4800	4800	4800	0.00	4800	Supram S.A. 3	4800	4800	4800	0.00	4800	Supram S.A. 3	4800	4800	4800	0.00	4800	Supram S.A. 3	4800	4800	4800	0.00
2100	Supram S.A. 4	2100	2100	2100	0.00	2100	Supram S.A. 4	2100	2100	2100	0.00	2100	Supram S.A. 4	2100	2100	2100	0.00	2100	Supram S.A. 4	2100	2100	2100	0.00
400	Supram S.A. 5	400	400	400	0.00	400	Supram S.A. 5	400	400	400	0.00	400	Supram S.A. 5	400	400	400	0.00	400	Supram S.A. 5	400	400	400	0.00
2280	Supram S.A. 6	2280	2280	2280	0.00	2280	Supram S.A. 6	2280	2280	2280	0.00	2280	Supram S.A. 6	2280	2280	2280	0.00	2280	Supram S.A. 6	2280	2280	2280	0.00
180	Supram S.A. 7	180	180	180	0.00	180	Supram S.A. 7	180	180	180	0.00	180	Supram S.A. 7	180	180	180	0.00	180	Supram S.A. 7	180	180	180	0.00
115	Supram S.A. 8	115	115	115	0.00	115	Supram S.A. 8	115	115	115	0.00	115	Supram S.A. 8	115	115	115	0.00	115	Supram S.A. 8	115	115	115	0.00
880	Supram S.A. 9	880	880	880	0.00	880	Supram S.A. 9	880	880	880	0.00	880	Supram S.A. 9	880	880	880	0.00	880	Supram S.A. 9	880	880	880	0.00
720	Supram S.A. 10	720	720	720	0.00	720	Supram S.A. 10	720	720	720	0.00	720	Supram S.A. 10	720	720	720	0.00	720	Supram S.A. 10	720	720	720	0.00
400	Supram S.A. 11	400	400	400	0.00	400	Supram S.A. 11	400	400	400	0.00	400	Supram S.A. 11	400	400	400	0.00	400	Supram S.A. 11	400	400	400	0.00
1380	Supram S.A. 12	1380	1380	1380	0.00	1380	Supram S.A. 12	1380	1380	1380	0.00	1380	Supram S.A. 12	1380	1380	1380	0.00	1380	Supram S.A. 12	1380	1380	1380	0.00
308	Supram S.A. 13	308	308	308	0.00	308	Supram S.A. 13	308	308	308	0.00	308	Supram S.A. 13	308	308	308	0.00	308	Supram S.A. 13	308	308	308	0.00
1520	Supram S.A. 14	1520	1520	1520	0.00	1520	Supram S.A. 14	1520	1520	1520	0.00	1520	Supram S.A. 14	1520	1520	1520	0.00	1520	Supram S.A. 14	1520	1520	1520	0.00
1080	Supram S.A. 15	1080	1080	1080	0.00	1080	Supram S.A. 15	1080	1080	1080	0.00	1080	Supram S.A. 15	1080	1080	1080	0.00	1080	Supram S.A. 15	1080	1080	1080	0.00
480	Supram S.A. 16	480	480	480	0.00	480	Supram S.A. 16	480	480	480	0.00	480	Supram S.A. 16	480	480	480	0.00	480	Supram S.A. 16	480	480	480	0.00
284	Supram S.A. 17	284	284	284	0.00	284	Supram S.A. 17	284	284	284	0.00	284	Supram S.A. 17	284	284	284	0.00	284	Supram S.A. 17	284	284	284	0.00
158	Supram S.A. 18	158	158	158	0.00	158	Supram S.A. 18	158	158	158	0.00	158	Supram S.A. 18	158	158	158	0.00	158	Supram S.A. 18	158	158	158	0.00
278	Supram S.A. 19	278	278	278	0.00	278	Supram S.A. 19	278	278	278	0.00	278	Supram S.A. 19	278	278	278	0.00	278	Supram S.A. 19	278	278	278	0.00
285	Supram S.A. 20	285	285	285	0.00	285	Supram S.A. 20	285	285	285	0.00	285	Supram S.A. 20	285	285	285	0.00	285	Supram S.A. 20	285	285	285	0.00
308	Supram S.A. 21	308	308	308	0.00	308	Supram S.A. 21	308	308	308	0.00	308	Supram S.A. 21	308	308	308	0.00	308	Supram S.A. 21	308	308	308	0.00
380	Supram S.A. 22	380	380	380	0.00	380	Supram S.A. 22	380	380	380	0.00	380	Supram S.A. 22	380	380	380	0.00	380	Supram S.A. 22	380	380	380	0.00
117	Supram S.A. 23																						

